les dossiers de l'IFEA

série : la Turquie aujourd'hui no: 24

Aspects économiques, culturels et mémoriels de la relation turco-arménienne

Témoignages de terrain

Elshan MUSTAFAYEV et Adrian FOUCHER

INSTITUT FRANÇAIS D'ÉTUDES ANATOLIENNES
GEORGES DUMÉZIL
USR 3131 CNRS
Istanbul, 2016

Aspects économiques, culturels et mémoriels de la relation turco-arménienne

Témoignages de terrain

Elshan Mustafayev et Adrian Foucher

DOI : 10.4000/books.ifeagd.1859

Éditeur : Institut français d'études anatoliennes

Lieu d'édition : Istanbul

Année d'édition : 2016

Date de mise en ligne : 27 juin 2016

Collection : La Turquie aujourd'hui

ISBN électronique : 9782362450631

<http://books.openedition.org>

Référence électronique

MUSTAFAYEV, Elshan ; FOUCHER, Adrian. *Aspects économiques, culturels et mémoriels de la relation turco-arménienne : Témoignages de terrain*. Nouvelle édition [en ligne]. Istanbul : Institut français d'études anatoliennes, 2016 (généré le 12 janvier 2021). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/ifeagd/1859>>. ISBN : 9782362450631. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.ifeagd.1859>.

Ce document a été généré automatiquement le 12 janvier 2021.

© Institut français d'études anatoliennes, 2016

Conditions d'utilisation :

<http://www.openedition.org/6540>

Pour ce dossier de l'IFEA dédié aux relations informelles entre la Turquie et l'Arménie, le premier consacré à ce sujet depuis 2002, nous avons décidé de faire confiance à deux jeunes chercheurs. Adrian Foucher, qui a achevé un master 2 à l'Institut français de géopolitique (Paris 8) en 2015, a été stagiaire de l'Observatoire du Caucase, antenne de l'IFEA située à Bakou. Elshan Mustafayev est quant à lui doctorant à l'IEP de Lyon, où il rédige une thèse sur la politique étrangère de la Turquie depuis 2003. Il s'agit donc d'un tandem inédit pour la série des *Dossiers*, qui se distingue à la fois par sa bi-nationalité et sa jeunesse.

Au cours de la symbolique année 2015, d'Istanbul à Diyarbakır, Van et Iğdır essentiellement, ils sont allés recueillir les témoignages de celles et ceux qui œuvrent, en Turquie, au rapprochement de leur pays avec l'Arménie. Adrian Foucher et Elshan Mustafayev proposent dans ce dossier un état des lieux des relations entre les deux pays, dont ils décryptent les dynamiques et enjeux principaux. Surtout, ils nous livrent un travail d'observation empreint de spontanéité qui ouvre la voie vers des pistes de recherche prometteuses.

ELSHAN MUSTAFAYEV

Université Lyon 2

ADRIAN FOUCHER

Université Paris 8

SOMMAIRE

Preface

Adeline Braux

Introduction

1. Échec de la diplomatie et tentatives de rapprochement officielles

- I. Les relations turco-arméniennes depuis la fermeture des frontières
- II. Des acteurs extérieurs obstacles au rapprochement turco-arménien ?
- III. Les échanges économiques malgré l'absence des relations officielles

2. À la rencontre des acteurs militant pour le rapprochement turco-arménien sur le territoire national turc

- I. Espaces de dialogue alternatifs : l'activité de la société civile au sein de l'espace politique turc
- II. Dynamiques locales des relations turco-arméniennes
- III. Avancées académiques : le monde universitaire et la question arménienne en Turquie

Conclusion

Récits d'acteurs économiques échangeant avec l'Arménie

Les commémorations du 24 avril 2015

Préface

Adeline Braux

- 1 Pour ce dossier de l'IFEA dédié aux relations informelles entre la Turquie et l'Arménie, le premier consacré à ce sujet épineux depuis les dossiers rédigés par Burcu Gültekin et Bertrand Buchwalter en 2002, nous avons décidé de faire confiance à deux jeunes chercheurs. Adrian Foucher, qui a achevé un master 2 à l'Institut français de géopolitique (Paris 8) en 2015, a été stagiaire de l'Observatoire du Caucase, antenne de l'IFEA située à Bakou. Elshan Mustafayev est quant à lui doctorant à l'IEP de Lyon, où il rédige une thèse sur la politique étrangère de la Turquie depuis 2003. Il s'agit donc d'un tandem inédit pour la série des *Dossiers*, qui se distingue à la fois par sa bi-nationalité et sa jeunesse.
 - 2 Au cours de la symbolique année 2015, d'Istanbul à Diyarbakır, Van et Iğdır essentiellement, ils sont allés recueillir les témoignages de celles et ceux qui œuvrent, en Turquie, au rapprochement de leur pays avec l'Arménie. Adrian Foucher et Elshan Mustafayev proposent dans ce dossier un état des lieux des relations entre les deux pays, dont ils décryptent les dynamiques et enjeux principaux. Surtout, ils nous livrent un travail d'observation empreint de spontanéité qui ouvre la voie vers des pistes de recherche prometteuses.
-

AUTEUR

ADELINE BRAUX

Observatoire du Caucase, Bakou

Introduction

Photographie 1 : Enfant kurde d'origine arménienne jouant sur des vestiges de l'église arménienne Saint Giragos à Diyarbakır

Adrian Foucher, 24 février 2015

- 1 Fondé sur le suivi et l'observation des diverses modalités de commémoration en Turquie du centenaire du génocide arménien, ce travail a pour but de dresser un bilan des relations turco-arméniennes depuis la rédaction de deux dossiers de l'IFEA consacrés à cette question : *Les enjeux de l'ouverture de la frontière turco-arménienne : les contacts transfrontaliers entre la Turquie et l'Arménie*¹, et *Les relations turco-arméniennes : quelles perspectives ?*² publiés respectivement en octobre et novembre 2002. Alors que Burcu Gültekin avait consacré son travail essentiellement aux questions économiques et Bertrand Buchwalter plus particulièrement à la situation de la minorité arménienne à Istanbul, nous avons souhaité, pour ce nouveau dossier, attirer l'attention sur l'importance de la dimension informelle des relations turco-arméniennes. Par le terme

« informel », nous entendons englober l'ensemble des interactions et des contacts entre les deux pays ne relevant ni des institutions étatiques, ni d'initiatives officielles, ou minimisant l'influence de celles-ci. De nature plus « sociale » ou « intersociétale » qu'« interétatique », les relations informelles, dans cette perspective, impliquent des individus ou groupes d'individus, associations, entreprises, médias, universités ou réseaux académiques, et revêtent donc une dimension culturelle, commerciale, philanthropique, académique, ou tout simplement personnelle.

- 2 Dans cette perspective, l'adjectif « turco-arménien » revêt en soi une complexité particulière car il évoque une relation multi-dimensionnelle et des acteurs de nature différente. Cette diversité entraîne plusieurs combinaisons de relations : a) interactions des citoyens turcs d'origine arménienne avec l'État turc ; b) relations de la diaspora arménienne avec la Turquie et avec la communauté arménienne dans ce pays et positionnement entre la Turquie et l'Arménie ; c) les relations qu'entretiennent des citoyens turcs avec des Arméniens d'Arménie, et réciproquement ; d) les rapports qu'entretient la communauté arménienne de Turquie avec l'Arménie, et son rôle dans l'amélioration des relations entre ces deux pays.
- 3 Les relations turco-arméniennes ne sont donc pas à proprement parler « bilatérales ». Par conséquent, les termes « turc » et « arménien », que nous serons amenés à employer fréquemment, doivent être considérés comme étant à géométrie variable et sujets à fluidité.
- 4 Les évolutions qui ont eu lieu en Turquie depuis la rédaction des deux précédents dossiers, ainsi que la volonté d'évoquer avant tout les acteurs de rapprochement au niveau local en Turquie, nous ont conduits à privilégier le terrain turc (au sens de la République de Turquie). C'est une particularité notable de ce travail comparé au dossier rédigé par Burcu Gültekin, qui s'était rendue de part et d'autre de la frontière turco-arménienne.
- 5 Autre particularité de ce dossier, et non des moindres : il est le fruit d'un travail de terrain conduit conjointement par un étudiant français de master de l'Institut français de géopolitique (Paris 8) et un doctorant azerbaïdjanais de l'Institut d'études politiques de Lyon. À bien des égards, cette complémentarité a contribué non seulement à enrichir le travail de terrain, mais également à le faciliter parfois, lorsque les positions françaises sur la question arménienne étaient mécomprises, voire violemment mises en cause, ou face à des interlocuteurs décontenancés ou rendus suspicieux par la présence d'un étudiant azerbaïdjanais.
- 6 Nous avons donc cherché à mieux saisir la nature des relations turco-arméniennes et à en dresser un état des lieux, mais pas seulement. Nous avons tâché en outre, à travers la diversité des acteurs présentés, de comprendre la multiplicité des motivations les animant. Ce cadre nous a conduits à mener nos recherches dans trois lieux différents : à Istanbul, lieu où la société civile est la plus développée en Turquie ; mais également à Diyarbakır, où la municipalité mène une politique de reconnaissance des minorités et où le patrimoine arménien est valorisé ; enfin à Kars, Erzurum, Van et Iğdır en raison de la proximité géographique de ces provinces avec l'Arménie. Rencontrer les différents acteurs de ces régions devait à la fois nous permettre de discerner les dynamiques locales motivant des actions de rapprochement et nous aider à mieux comprendre le sentiment des populations locales quant à la perception des débats politiques publics portant sur la question arménienne.

- 7 Si ce travail se concentre avant tout sur les facteurs de rapprochement, dans un souci de clarté, nous reviendrons tout d'abord sur les raisons de la fermeture de la frontière turco-arménienne et sur les principaux facteurs externes influençant le processus de réconciliation et de normalisation des relations turco-arméniennes, à savoir l'Azerbaïdjan et la diaspora arménienne. Nous nous intéresserons aux relations commerciales existant entre la Turquie et l'Arménie et à leurs enjeux afin de relativiser le caractère hermétique de la fermeture de la frontière turco-arménienne. Nous présenterons dans un second temps les acteurs agissant dans l'espace public turc, ainsi que des associations et organisations non gouvernementales présentes sur le territoire national turc œuvrant au rapprochement entre les deux pays. Nous distinguerons alors les initiatives menées par les associations et ONG des initiatives individuelles dont nous avons été témoins. Nous intéresserons également aux spécificités locales et tenterons de souligner l'impact de ces spécificités sur le rapprochement turco-arménien : la Turquie est bien trop souvent abordée comme une entité globale alors que son territoire recèle des particularismes considérables propres à chaque localité. Cela nous permettra notamment de comprendre les différences dans les projets de rénovation des églises de Van et de Diyarbakır. Enfin, nous nous intéresserons également aux avancées du secteur académique dans le rapprochement turco-arménien.
-

NOTES

1. Gültekin, Burcu. Les enjeux de l'ouverture de la frontière turco-arménienne : Les contacts transfrontaliers entre la Turquie et l'Arménie. Les Dossiers de l'IFEA, Istanbul : Institut français d'études anatoliennes, 2002. URL : <http://books.openedition.org/ifeagd/171>.
2. Buchwalter, Bertrand. *Les relations turco-arméniennes : quelles perspectives ?* Les Dossiers de l'IFEA, Istanbul : Institut français d'études anatoliennes, 2002. URL : <http://books.openedition.org/ifeagd/195>.

1. Échec de la diplomatie et tentatives de rapprochement officielles

I. Les relations turco-arméniennes depuis la fermeture des frontières

- 1 La fermeture officielle des frontières entre la Turquie et l'Arménie remonte à avril 1993, 16 mois après la reconnaissance de l'indépendance de l'Arménie par Ankara. Le gouvernement turc a décidé d'interdire toute liaison transfrontalière avec l'Arménie³ au moment de la prise du district de Kalbajar en Azerbaïdjan par les forces arméniennes, soit lorsque le conflit arméno-azerbaïdjanais a cessé d'être confiné aux limites administratives de la région enclavée du Haut-Karabagh⁴. Toutefois, le conflit du Haut-Karabagh et le soutien de la Turquie à l'Azerbaïdjan aux dépens de l'Arménie a façonné au fur et à mesure les relations entre l'Arménie et la Turquie – mettant dans l'ombre d'autres discordes bilatérales⁵ – à tel point qu'Ankara a officiellement conditionné la normalisation de ses relations avec Erevan au retrait des troupes arméniennes des territoires occupés de l'Azerbaïdjan.
- 2 La décision de fermer les frontières turco-arméniennes a eu pour conséquence immédiate l'arrêt de la seule connexion ferroviaire reliant la Turquie au Caucase du Sud via l'Arménie – fonctionnelle depuis le 15 septembre 1973 –, ce qui a accentué la paralysie de principaux axes de communication de la région. L'impossibilité de circuler par ce moyen allait ainsi priver la Turquie de sa connexion par la voie ferrée avec la Géorgie, donc au-delà avec l'Azerbaïdjan et la Russie. Quant à l'Arménie, elle s'était déjà vue privée de sa liaison ferroviaire avec l'Iran en raison du blocus imposé par l'Azerbaïdjan, puisqu'une partie de la voie reliant l'Arménie à l'Iran transite par le Nakhitchevan. Cette situation a privé l'Arménie de son rôle de pays de transit ferroviaire entre l'Iran et la Russie d'une part, et entre la Turquie et l'Azerbaïdjan d'autre part. Par extension, Ankara a également été coupée de l'espace post-soviétique.

- 3 Les frontières de la Turquie avec le Caucase faisaient partie du flanc sud du rideau de fer pendant la Guerre froide et constituaient le seul contact terrestre entre l'OTAN et l'URSS (excepté la Norvège). Symbolisant la limite de 2 mondes idéologiquement rivaux, la frontière turco-arménienne était particulièrement surveillée et militarisée, obstruant ainsi les échanges transfrontaliers de toute nature. De ce fait, le petit commerce impliquant des habitants des zones frontalières n'était pas envisageable, d'autant plus que le mode de production communiste en URSS décourageait ce type d'activités commerciales. Aussi n'est-il pas surprenant que le premier poste frontalier connectant la Turquie à la Géorgie soviétique ne soit apparu qu'en 1988, et que la première connexion routière avec l'Azerbaïdjan (au Nakhitchevan) ait été lancée en 1992, soit quelques mois après l'indépendance de l'Azerbaïdjan. En comparaison avec ses deux voisins caucasiens, l'existence de deux points de passage (ferroviaire et routier) vers la Turquie représentait un atout pour l'Arménie au moment de la chute de l'Union soviétique. De surcroît, le centre socio-économique du pays, la capitale Erevan, se trouve à seulement quarante minutes en voiture de la frontière turque.

- 4 La reconnaissance de l'Arménie par la Turquie n'entraînant pas un échange réciproque des représentations officielles permanentes⁶, les rares rencontres officielles bilatérales se sont déroulées essentiellement dans le cadre de la participation commune aux travaux des organisations internationales. Certes, les organisations internationales représentent une bonne opportunité de coopération en incluant les deux pays au sein d'une plateforme commune. Néanmoins, l'absence de relations bilatérales empêche les deux pays d'exploiter au maximum les acquis obtenus grâce à une coopération multilatérale. Par exemple, un accord sur le transport routier étant absent jusqu'à nos jours entre les deux pays, le partenariat entre l'Arménie et la Turquie dans le cadre de l'Organisation de la Coopération de la Mer Noire offre aux deux pays une possibilité de dialogue. Ce partenariat a permis en 2012 à l'Arménie d'obtenir un droit de passage pour 200 poids lourds par an afin d'exporter des produits arméniens vers les marchés mondiaux via le port de Trabzon⁷. Selon les propos d'Arthur Kazarian, un responsable de l'Union des entrepreneurs et d'hommes d'affaires arméniens, l'utilisation du port turc pour les exportations des produits arméniens revient beaucoup moins cher que les ports géorgiens, mais le quota est en-dessous de la demande arménienne, et la Turquie demande un visa de travail provisoire pour les conducteurs des poids lourds alors qu'un simple visa touristique ou une procédure appropriée à la frontière auraient facilité les démarches des exportations⁸.

- 5 Il est cependant difficile de parler d'absence totale de contacts officiels entre la Turquie et l'Arménie vu le nombre de dossiers nécessitant un échange entre les deux pays. À titre d'exemple, selon le témoignage des diplomates américains révélés par Wikileaks, les services secrets turcs se seraient entretenus avec leurs homologues arméniens afin de vérifier les rumeurs, véhiculées surtout par les médias nationalistes turcs, concernant l'installation de centres d'entraînement du PKK [*Partiya Karkerên Kurdistan*, Parti des travailleurs du Kurdistan] en Arménie dont le territoire servirait de base arrière pour le mouvement kurde⁹. Le voisinage immédiat rend indispensable la communication par des canaux officiels, même discrets, en raison de l'impact possible d'une décision prise dans un pays chez le pays voisin. Ainsi, l'interdiction du survol de l'espace aérien turc à tout appareil effectuant un voyage de/vers la Syrie, en vigueur depuis octobre 2012, a mis l'Arménie en difficulté car le coût du vol vers Erevan depuis le Moyen Orient¹⁰, dont les usagers peuvent être des Syriens d'origine arménienne

accueillis en Arménie, a augmenté¹¹. Par ailleurs, des poids lourds de compagnies de transport turques utilisaient davantage la route géorgienne – pour l'Arménie, principale connexion routière avec le marché russe – avec la hausse des exportations turques vers la Russie et l'Asie Centrale¹², entraînant des embouteillages et ainsi des pertes pour les exportateurs arméniens de produits agricoles¹³. Enclavée par le blocage de ses frontières est et ouest, l'Arménie reste dépendante du territoire géorgien et de sa politique extérieure qui diffère de celle de l'Arménie, surtout vis-à-vis de la Russie. Les relations tumultueuses entre Russes et Géorgiens ont par exemple eu des conséquences indirectes néfastes sur les relations commerciales entre l'Arménie et la Russie, premier partenaire commercial de l'Arménie. Par exemple, l'interdiction d'importer en Russie des produits alcoolisés via la Géorgie a fortement touché l'exportation de brandy et de vin arméniens vers les marchés russes, puisque ces exportations nécessitaient l'emprunt des routes géorgiennes, or l'usage de la voie maritime entraîne une augmentation des coûts.

- 6 L'ambassade de Turquie à Tbilissi, en Géorgie, est chargée de suivre les affaires administratives liées à l'Arménie ou aux Arméniens depuis 2005. En raison de l'absence des services consulaires et diplomatiques turcs sur le territoire arménien, elle est parfois sollicitée en sa qualité de figure publique turque, ou dans un cadre non officiel, pour dialoguer avec les instances publiques arméniennes en diverses occasions (arrestation de citoyens turcs en Arménie, accidents de voiture de conducteurs turcs sur le sol arménien, vols, assassinats, trafic de drogue, etc.). De plus, la lutte contre le trafic d'êtres humains, les réseaux de prostitution, et d'autres cas du crime organisé impliquant les citoyens de deux pays rendent inéluctable le recours aux canaux de communication officiels.
- 7 L'espace aérien turc est ouvert depuis 1995 à l'aviation civile arménienne, probablement à la demande de l'Azerbaïdjan¹⁴ : survoler l'Arménie reste en effet le moyen le plus rapide pour la Turquie et l'Azerbaïdjan d'accéder à leur territoire mutuel. Pour des raisons pratiques, l'Azerbaïdjan et l'Arménie ne s'interdisent pas mutuellement le survol de leur espace aérien : celui de l'Arménie étant d'ailleurs très important pour la connexion par la voie des airs entre le Nakhitchevan et le reste de l'Azerbaïdjan. La seule liaison aérienne directe entre Istanbul et Erevan est assurée de nos jours par la compagnie aérienne turque AtlasGlobal (un aller-retour Istanbul-Erevan coûtait un peu plus de 220 euros en janvier 2015). Jusqu'à sa faillite en 2013, la compagnie aérienne arménienne Armair opérait aussi cette liaison deux fois par semaine. Le prix élevé des vols Istanbul-Erevan pousse les passagers arméniens à utiliser également des vols *low cost* à destination de la Géorgie. Aussi n'est-il pas rare de rencontrer un grand nombre de passagers arméniens dans des avions décollant de Turquie à destination de Tbilissi.
- 8 La cogestion du réservoir Arpaçay/Akhuryan, à cheval sur une vingtaine de kilomètres sur la frontière entre la Turquie et l'Arménie, est un des rares dossiers ayant fait l'objet de rendez-vous réguliers sur le plan officiel et impliquant des organismes publics et l'administration locale des régions frontalières, de part et d'autre¹⁵. Portant essentiellement sur des questions techniques ponctuelles, comme la répartition de l'eau en période d'irrigation, ou celles liées au quotidien, comme la restitution du bétail égaré, ces rencontres d'officiels des deux pays laissent de côté les questions écologiques, telles que le contrôle du taux de particules radioactives dans les réservoirs, les problèmes liés à la biodiversité, la régulation des activités liées à la

pêche intensive, etc. L'absence de relations officielles est le principal obstacle à la mise en place d'un dialogue à l'échelle plus globale, notamment incluant les ministères de l'Écologie des deux pays. Une ONG arménienne, Geophone, a pourtant lancé une alerte d'urgence environnementale au début des années 2000, mais le manque de coopération bilatérale au sujet des questions environnementales entre sociétés civiles arménienne et turque empêche de mettre le volet écologique à l'ordre du jour. « Plusieurs fois, j'ai voulu trouver un partenaire pour travailler, mais cela s'est avéré impossible », nous a confié Levon Martirosyan, directeur de l'ONG Geophone. La « seule ONG travaillant sur cette question » a cessé de s'intéresser à la question de la pollution dans les eaux du réservoir, parce qu'elle manquait « d'argent et de partenaire »¹⁶. La protection de la faune et de la flore des deux côtés de la frontière sont bien évidemment des éléments communs et le volet environnemental reste de nos jours un terrain vierge sur lequel les acteurs publics et les acteurs issus de la société civile pourraient établir un dialogue.

- 9 De nos jours, la fermeture de la frontière se traduit par un dispositif de sécurité militaire dans les anciens postes frontaliers près du village d'Alican à Iğdır et près de celui d'Akyaka, à Kars. Il est notamment strictement interdit d'accéder ou de prendre des photos de ces postes frontaliers militairement protégés. Côté arménien, les drapeaux russes flottant au-dessus des tours d'observation et de défense réparties le long de la frontière montrent que l'armée russe en assure la protection. À Ani, ville fantôme et important site historique, archéologique, mémoriel et touristique régional situé du côté turc de la frontière, celle-ci est naturellement délimitée par une rivière nommée Arpaçay en turc, Akhuryan en arménien, un affluent de l'Araxe. Selon des locaux, un jeune Kurde serait mort durant l'année 2015, pris pour cible par des militaires depuis le territoire arménien parce qu'il aurait traversé la rivière pour aller récupérer son bétail égaré¹⁷. Pourtant un gardien du troupeau du village voisin, peuplé de Turcs Meskhètes, raconte qu'il s'entretient parfois avec des Arméniens (la rivière frontalière est large d'un peu moins de 5 mètres) et échange des produits avec eux, généralement des cigarettes et de la vodka et qu'il lui arrive parfois de rendre des « cochons élevés par des Arméniens » (la restitution du bétail égaré ne serait pas toujours respecté des deux côtés, dit-il).
- 10 Malgré l'absence de relations directes entre Ankara et Erevan, la communication à échelle officielle n'a donc jamais cessé entre les deux pays dans des domaines bien précis. Dans bien d'autres domaines en revanche, comme nous le verrons dans la partie suivante, le développement des relations entre la Turquie et l'Arménie demeure entravé par l'existence d'acteurs extérieurs.

II. Des acteurs extérieurs obstacles au rapprochement turco-arménien ?

L'Azerbaïdjan : un acteur-clef pour comprendre les relations turco-arméniennes

- 11 Tous les gouvernements turcs, tant les gouvernements de coalition des années 90 que ceux formés par l'AKP depuis plus d'une décennie ont conditionné la normalisation des relations avec l'Arménie au retour des territoires occupés de l'Azerbaïdjan. Les relations de la Turquie avec l'Arménie sont devenues au fur et à mesure tributaires de l'Azerbaïdjan et du conflit entre Bakou et Erevan. De nos jours, la question arménienne

en Turquie se trouve liée au dossier du conflit arméno-azerbaïdjanais dans à peu près toutes ses dimensions. Du fait de la fermeture par Ankara de ses frontières avec l'Arménie depuis 1993, l'Azerbaïdjan, se montre sensible à tout signe de normalisation dans les relations turco-arméniennes, y compris dans le domaine culturel ou éducatif en lien avec la communauté arménienne de Turquie. Dans les faits, le gouvernement azerbaïdjanais mène une politique étrangère inflexible à l'égard d'Erevan qui consiste à l'affaiblir par le biais de la fermeture de la frontière turco-arménienne afin d'obtenir des concessions concernant le conflit du Haut-Karabagh. Dans la même logique, l'exportation des hydrocarbures de la Caspienne (le pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan, le gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum et TANAP (*Transanatolian pipeline* avec un volume d'investissements global –extraction et transport– de 45 milliards de dollars est un projet de gazoduc)), ainsi que la réalisation d'autres grands projets régionaux (la connexion ferroviaire Bakou-Tbilissi-Kars) s'effectuent par le contournement du territoire arménien, sous la pression de Bakou, pour permettre à l'Azerbaïdjan d'acquérir un avantage stratégique sur Erevan. Si la Turquie soutient cette opinion, sa position diffère pourtant de celle de l'Azerbaïdjan sur de nombreux points. La « question arménienne » n'a pas du tout la même définition et les mêmes contours à Ankara et à Bakou. Aussi n'est-il pas rare de voir les instances azerbaïdjanaises aller jusqu'à s'immiscer dans les affaires intérieures turques afin d'empêcher des initiatives visant à rapprocher ou normaliser les relations entre les deux pays, ou entre Arméniens et Turcs. La première école d'été internationale organisée par *Helsinki Citizens' Assembly* dans la province de Çanakkale, en septembre 2000, a ainsi été annulée sur la demande du consulat d'Azerbaïdjan à Istanbul¹⁸. Lors d'un colloque consacré aux problèmes liés à la réconciliation entre la Turquie et l'Arménie, à Istanbul, Emel Kurma, un responsable de cette organisation a laissé entendre que la participation d'un invité originaire du Haut-Karabagh serait à l'origine de l'annulation de l'évènement, et ce, très probablement à la demande du consulat d'Azerbaïdjan à Istanbul¹⁹.

- 12 L'ancien maire de Kars, Naif Alibeyoğlu, a déclaré publiquement à Ankara en 2014 durant un colloque organisé par la Fondation Hrant Dink et l'Université d'Ankara²⁰, que l'Azerbaïdjan serait même à l'origine de la fameuse affaire de la démolition du Monument à l'Humanité²¹, certains l'interprétant comme « dédié à la réconciliation des Turcs avec les Arméniens ». M. Alibeyoğlu s'était déjà attiré les foudres des officiels azerbaïdjanais lors de la cérémonie d'inauguration de la ligne aérienne entre Bakou et Kars²², en septembre 2008, pour avoir parrainé une pétition en 2005 qui aurait réuni, dans la province de Kars, 40 000 signatures en faveur de l'ouverture des frontières avec l'Arménie. Le consulat d'Azerbaïdjan à Kars, ouvert en 2004, a fustigé à plusieurs reprises le maire de Kars, parfois en violation des principes consulaires, pour ses initiatives en faveur du rapprochement arméno-turc. Le consul général d'Azerbaïdjan est même allé jusqu'à le qualifier, en août 2006, de « membre important des forces pro arméniennes en Turquie »²³.
- 13 Certains acteurs politiques et économiques en Turquie ne dissimulent pas leur indignation et leur incompréhension devant une telle situation. Un homme d'affaires basé à Diyarbakır²⁴ – qui ne fait pas mystère de ses liens commerciaux et ses bons contacts avec l'Arménie – s'est plaint, lors de notre entretien réalisé au sein de son entreprise, de l'implication de l'Azerbaïdjan dans l'annulation du vol Van-Erevan en 2013, une semaine avant le décollage du premier avion pour lequel il avait réservé une place en vue d'un voyage d'affaires à Erevan. Bien que Bakou ait ouvertement remercié

la Turquie par le biais de son ministère des Affaires étrangères pour l'annulation de ce vol²⁵, il est difficile de confirmer les allégations de cet homme d'affaires. La compagnie aérienne privée en charge du projet, Borajet, a en outre laissé entendre publiquement que l'annulation du vol était liée à sa faible rentabilité et n'a désigné expressément ni l'État turc ni le gouverneur de la région comme étant à l'origine de cette annulation²⁶. Ce qui semble le plus digne d'intérêt dans cette affaire, ce sont les perceptions et les déclarations des différents acteurs eux-mêmes en Turquie et en Arménie : Armen Hovhannisyan, représentant de l'agence de voyages Narekavank, un des trois partenaires du projet de vol Erevan-Van (les deux autres sont Borajet et l'agence de voyage Ayanis Turizm basée dans la ville de Van), interrogé quant au rôle de la partie azerbaïdjanaise dans l'annulation du projet, a affirmé à Reuters que l'Azerbaïdjan aurait « agi en coulisses »²⁷. La direction de Narekavank a également mis le nom de l'Azerbaïdjan dans le communiqué officiel qu'elle avait publié pour protester contre l'annulation du vol²⁸. Astghik Igityan, une des participante arméniennes du Programme *Beyond Borders* en Turquie en tant que journaliste, spécialiste de la Turquie et par ailleurs coordinatrice de l'édition en arménien du site internet *ermenihaber.am*, a également accusé l'Azerbaïdjan de faire pression sur les autorités turques pour l'annulation du vol Erevan-Van²⁹.

- 14 Taner Akçam, spécialiste reconnu de la question du génocide arménien, s'étonne de « l'autorisation donnée – au mépris du droit international – aux représentations officielles de l'Azerbaïdjan de mener des actions politiques en Turquie »³⁰. Il cite comme exemple la compétition de réalisation d'affiches [*Ermeni Zulmü Uluslararası Afiş Yarışması* – Compétition internationale d'affiche sur l'oppression arménienne] organisée par la faculté des Beaux-Arts de l'Université de Gazi – connue pour l'activisme de ses organisations nationalistes turques – avec l'Ambassade d'Azerbaïdjan. Cette compétition portait sur « les massacres commis par les Arméniens envers les Turcs lors de la Première Guerre mondiale » et les noms des lauréats allaient être annoncés le 19 janvier 2014, jour anniversaire de l'assassinat de Hrant Dink. Le contenu de la conférence qui a suivi cet événement a cherché à élaborer une continuité historique entre les massacres des Turcs par des Arméniens en 1915 et les exactions commises par des milices arméniennes sur des Azerbaïdjanais dans la guerre du Haut-Karabagh dans les années 90. La thématique « des atrocités des milices arméniennes contre les civils azerbaïdjanais » paraît servir de contre-argument à certains acteurs politiques et sociaux en Turquie qui souhaitent contrecarrer les discours revendicatifs relatifs à la responsabilité de la Turquie dans les événements de 1915. Cela alimente le discours officiel qui présente les Arméniens non comme les victimes du génocide, mais comme les bourreaux et responsables des massacres de civils turcs et kurdes. Discours qu'illustrent le musée du génocide d'Iğdır et les nombreux monuments ou sites mémoriels présents dans les provinces de Kars, Van et Iğdır. Quant à la partie azerbaïdjanaise, tout en cherchant à convaincre l'opinion publique turque du bien-fondé de la fermeture des frontières avec l'Arménie, elle rallie ainsi à sa cause les franges les plus nationalistes de la société turque, celles enclines à instrumentaliser le conflit arméno-azerbaïdjanais. Des groupuscules ultranationalistes turcs brandissaient ainsi des slogans anti-arméniens lors de la manifestation organisée pour commémorer les événements de Khodjaly place Taksim, en 2012³¹. La thématique du « massacre de Khodjaly » [*Hocalı katliamı*] se transforme progressivement en un référentiel dans l'espace public turc depuis quelques années par le biais notamment des efforts mutuels des municipalités et des organismes officiels turcs et du gouvernement azerbaïdjanais.

Par exemple, un monument à la mémoire des victimes de Khodjaly a ainsi été inauguré en février 2014 par la municipalité de Keçiören (Ankara), en présence³² du président du parlement turc et d'autres députés, ainsi que de cadres importants de l'AKP, y compris le secrétaire général du parti. Yasin Aktay, haut responsable du parti et plume de la mouvance islamiste, a dénoncé lors de cette cérémonie d'ouverture « l'hypocrisie de l'opinion publique internationale qui met en avant des événements datant d'il y a 100 ans, et reste indifférente devant cet événement (de Khodjaly) ». Cemil Çiçek, le président du parlement d'alors a déclaré : « nous le peuple turc ressentons cette peine dans notre cœur, ceux qui ne la ressentent pas ne font pas partie de nous »³³. Le secrétaire général de l'AKP a également martelé par la suite que « les frontières rouvriront quand l'occupation finira et que les Arméniens quitteront les territoires (du Karabagh) ». Nous avons également observé l'inauguration de ce type de monument par différentes municipalités en Turquie, entre autres à Izmit par la municipalité de Kocaeli³⁴ deux jours avant les commémorations du centenaire du génocide arménien. La mobilisation des éléments du conflit du Haut-Karabagh fait partie de la construction d'un corpus idéologique officiel en Turquie dans le contexte de la montée des revendications de la société civile et de la communauté internationale à propos de la reconnaissance du génocide arménien. Par conséquent, le discours officiel turc n'hésite pas à utiliser des éléments qui instaurent une continuité entre la guerre arméno-azerbaïdjanaise et la question arménienne en Turquie. Ainsi, le nom d'un ancien soldat azerbaïdjanais, Ibad Huseynov, qui prétend être à l'origine de l'assassinat de l'ancien combattant de l'ASALA Monte Melkonian³⁵, a été donné à une rue à Ankara en présence de plusieurs personnalités politiques de l'AKP³⁶ et à un parc municipal à Gaziantep³⁷. Invité et placé au premier rang des conférences organisées par la mouvance nationaliste turque³⁸, Ibad Huseynov devrait en outre se voir octroyer la nationalité turque. Pour les autorités turques, gratifier un ancien combattant azerbaïdjanais du Karabagh prétendant avoir éliminé une figure arménienne anti-turque n'est pas un acte anodin et contribue à la construction d'une continuité illusoire entre la question arménienne en Turquie et le conflit arméno-azerbaïdjanais.

- 15 Le ministère des Affaires étrangères de l'Azerbaïdjan applique une interdiction d'entrée sur son territoire à tout citoyen turc d'origine arménienne. Venu pour un concert à Bakou dans l'équipe de la chanteuse turque Sertap Erener, Burak Bedikyan s'est vu refuser son visa d'entrée à l'aéroport de Bakou et a été expulsé vers la Turquie³⁹. Les hommes politiques, les membres de la société civile turque ayant visité l'Arménie et s'étant entretenus avec leurs collègues arméniens sont rapidement identifiés par les médias azerbaïdjanais, comme le montre l'exemple de l'ancien maire de Kars cité précédemment. Arzu Geybullayeva, une militante des droits des femmes en Azerbaïdjan, confiait dans une interview qu'elle avait reçu des menaces sur Internet⁴⁰ en raison de sa collaboration avec l'hebdomadaire arménien de Turquie *Agos*⁴¹.
- 16 En somme, le poids de l'Azerbaïdjan dans les relations turco-arméniennes s'est considérablement accru, au point de prêter parfois à confusion. Si la position officielle de l'Azerbaïdjan vis-à-vis du rapprochement turco-arménien consistait, dans le passé, à empêcher la réouverture des frontières entre la Turquie et l'Arménie et l'établissement de liens commerciaux entre les deux pays, elle consiste désormais à réduire au minimum tout dialogue entre Turcs et Arméniens. Un certain nombre d'associations ainsi que des étudiants azerbaïdjanais, de plus en plus nombreux au sein des universités

turques, participent ouvertement à cette politique, ce qui suscite parfois des agitations sur les campus en Turquie⁴².

Photographie 2 : Lycée technique Haydar Aliyev, à Kars financé par l'Azerbaïdjan et inauguré par les présidents de Turquie, d'Azerbaïdjan et de Géorgie

Adrian Foucher et Elshan Mustafayev, avril 2015

La diaspora arménienne : une composante aux groupes hétérogènes

- 17 Conséquence d'un passé tragique, seul un tiers de la population d'origine arménienne vit, à l'heure actuelle, sur le territoire national arménien, tandis que la « diaspora arménienne », est composée de plusieurs millions de membres dispersés géographiquement dans des dizaines de pays européens, asiatiques et américains⁴³. Il est évidemment difficile, voire impossible, de définir la structure de la diaspora arménienne, dont les différentes composantes ne sont homogènes ni socialement, ni politiquement. Le terme de diaspora arménienne décrit un ensemble d'individus issus de plusieurs vagues migratoires éparses dans l'espace et dans le temps, principalement issues de l'actuelle Turquie et Arménie.

Ce qui est qualifié de « diaspora arménienne » correspond davantage à une superposition de groupes diasporiques issus de plusieurs vagues migratoires aux origines différentes qu'à un phénomène homogène et solidaire, comme on a trop souvent tendance à le décrire explique Gaidz Minassian⁴⁴.

- 18 Khatchik Tololyan, professeur à Wesleyan University et rédacteur en chef de la revue *Diaspora*, indique que l'histoire des partis politiques arméniens, qui cristallisent une partie relative des membres de la diaspora arménienne de nos jours, remonte à une période antérieure à la formation de l'État arménien. De ce fait, les Arméniens de la diaspora échappant aux dynamiques de politique intérieure en Arménie ne sont ni

mobilisés ni vraiment influençables par les grands partis politiques de la « mère patrie » et se regroupent autour de leurs propres formations politiques historiques. Ces dernières restent marginales sur l'échiquier politique en Arménie ou, au mieux, restent sous-représentées au Parlement arménien tandis que des partis politiques dominants en Arménie doivent solliciter ces formations politiques pour traiter avec la diaspora arménienne : la fédération révolutionnaire arménienne (Dachnaksoutioun ; gauche)⁴⁵, le parti social-démocrate (Henchak ; centre-gauche), le parti libéral-démocrate (Ramgavar ; centre-droit)⁴⁶.

- 19 Ahmet Sever, conseiller de l'ex-président turc Abdullah Gül, témoigne dans ses mémoires – qui ont suscité un tollé sur l'espace médiatique turque –, que le gouvernement turc avait pris l'initiative en 2013 d'organiser le transfert des dizaines de milliers d'Arméniens d'Alep, pris en étau de la guerre civile en Syrie. Il rapporte que des membres du gouvernement turc avaient réuni des leaders de la communauté arménienne à Istanbul afin de solliciter leur coopération, promettant de faciliter les démarches administratives pour leur installation en Turquie, y compris l'octroi exceptionnel de permis de travail. Selon ce conseiller turc, ce « projet », qui avait reçu l'appui du Premier Ministre R. T. Erdoğan et du Ministre des Affaires étrangères turc Ahmet Davutoğlu, n'a pas abouti à cause des pressions exercées par la diaspora arménienne à l'étranger, émanant principalement du parti Dashnaksoutioun qui ne voulait pas que la Turquie instrumentalise cet acte humanitaire à « d'autres fins »⁴⁷.
- 20 Les relations entretenues par la diaspora et la Turquie ont une importance certaine quant à l'étude des relations arméno-turques, d'autant plus que la diaspora arménienne dispose de davantage de moyens – notamment financiers – que l'État arménien pour étayer la normalisation des relations turco-arméniennes, pour la contrôler et, dans une certaine mesure, la façonner. En effet, la diaspora arménienne a su s'organiser de manière autonome, s'appuyant sur ses propres ressources idéologiques et matérielles tandis que l'Arménie était incorporée à l'Union Soviétique et avait donc cessé d'exister en tant que sujet autonome de droit international. Concernant la diaspora, la question du génocide est
la première matière de la mobilisation des membres de la diaspora arménienne, [car] l'immense majorité de la diaspora arménienne est constituée de descendants des survivants des déportations de masse et des massacres qui détruisirent la population arménienne de l'Empire ottoman dans les années 1915-1919⁴⁸.
- 21 En conséquence, l'identité politique et culturelle des membres de la diaspora arménienne depuis maintenant quatre générations est fortement influencée et construite par le « profond traumatisme du génocide », ce qui constitue un point commun unificateur, unanimement partagé⁴⁹. La position des principales organisations de la diaspora est donc intransigeante quant à la mémoire historique du peuple arménien en Turquie ottomane. La politique étrangère de l'Arménie envers la Turquie doit prendre en considération cette position à différents degrés. C'est pourquoi il n'était pas surprenant de voir la première semaine du mois d'octobre 2009, une semaine avant la signature des protocoles sur la normalisation des relations entre la Turquie et l'Arménie et l'ouverture des frontières, le président arménien en visite à Paris, New York, Beyrouth, Rostov-sur-le-Don et Los Angeles pour consulter et demander l'avis des représentants de la diaspora sur lesdits protocoles. L'État arménien soutient officiellement la campagne de reconnaissance du génocide arménien, surtout depuis le changement politique sur le plan intérieur et l'arrivée au pouvoir en 1998 de dirigeants originaires du Haut-Karabagh. Il ne conditionne guère pour autant la

normalisation des relations avec la Turquie à la reconnaissance par celle-ci des massacres et des déportations de 1915 comme étant un génocide, et encore moins à la question des réparations et des rétributions à l'Arménie des « anciens territoires arméniens de l'Empire ottoman », contrairement à nombre d'acteurs politiques représentatifs de la diaspora arménienne⁵⁰.

- 22 Réunissant de nombreux sympathisants chez les Arméniens en dehors d'Arménie, les organisations qui prônent une approche intransigeante quant à la normalisation des relations turco-arméniennes prennent aux yeux des autorités turques une importance disproportionnée en raison de leur influence réelle ou supposée, se transformant en un interlocuteur imaginaire auquel les hommes politiques en Turquie s'adressent régulièrement. Cela contribue, d'un côté, à la perception turque, populaire et politique, « des Arméniens à l'étranger » comme « evil Armenian diaspora »⁵¹ et, de l'autre, confirme la place accordée par la Turquie à la « diaspora », au même titre que les autorités arméniennes quand le sujet porte sur la normalisation des relations turco-arméniennes. L'usage négatif récurrent de l'expression « diaspora arménienne » dans le discours politique intérieur turc contribue en ce sens indirectement au processus de « diabolisation » des membres de cette diaspora. Un mois avant les commémorations du 24 avril 2015 et à deux semaines des élections générales, le Premier Ministre turc Davutoğlu avait accusé Selahattin Demirtaş, co-secrétaire général du HDP, de s'entretenir avec la « diaspora arménienne » lors de ses voyages à l'étranger, « d'agir avec la diaspora arménienne » et d'être « le porte-parole de ceux qui, agissant avec des contacts internationaux [qui] veulent prétendre avoir des droits sur les territoires de Turquie »⁵². La mention à la « collaboration avec les Arméniens » sert d'autant plus les intérêts électoralistes que le Premier Ministre turc a minutieusement choisi son terrain pour attaquer son rival : lors d'un meeting électoral dans le district de Bitlis, un des théâtres les plus violents des événements de 1915, le Premier Ministre turc déclarait à propos de M. Demirtaş : « En quoi un ami de la diaspora arménienne peut-il servir les intérêts du Kurde, du Turc ou de l'Arabe ? »⁵³.
- 23 L'accusation de collaboration avec la « diaspora arménienne » ou avec des « lobbys arméniens » est un thème récurrent du discours politique qui, tout en perpétuant la mauvaise image de « l'Arménien » de la diaspora mythifie la notion même de diaspora et lui attribue une capacité de nuisance tant surévaluée que fantasmagorique. Les dirigeants de l'AKP au sein du gouvernement turc, y compris le ministre turc des Affaires étrangères Mevlüt Çavuşoğlu⁵⁴ et le Premier Ministre A. Davutoğlu⁵⁵, ont plusieurs fois accusé des supporters de Fethullah Gülen de travailler main dans la main avec des « lobbys arméniens » contre les intérêts de la Turquie. De même, le président turc R.T. Erdoğan a compté la diaspora arménienne parmi les détracteurs de la modification de la Constitution turque et du passage au régime présidentiel en Turquie, pierre angulaire de la campagne électorale de l'AKP en 2015⁵⁶. La mention de « la diaspora arménienne » apparaît plus souvent sous des combinaisons et des alliances supposées, d'une part entre elle et d'autres « forces étrangères » [*yabancı güçler*], et d'autre part, avec des groupes contestataires du gouvernement central sur le plan intérieur. La banalisation de l'usage de ce type de discours est perceptible dans l'espace public turc à l'échelle même des représentants du pouvoir officiel. Dans son discours prononcé à Sivas en juin 2015, le président turc Erdoğan a évoqué une « union » contre le gouvernement turc qui réunirait la diaspora arménienne, Kandil (c'est-à-dire le PKK),

la Pennsylvanie (c'est-à-dire la confrérie Gülen), Gezi (le mouvement contestataire du parc Gezi en juin 2013) et des associations « homosexuelles »⁵⁷.

- 24 Certes, la capacité organisationnelle des Arméniens dans des activités de lobbying auprès des institutions publiques de leurs pays de résidence s'avère primordiale concernant la question de la reconnaissance du génocide, qui constitue de manière générale un cadre susceptible de fédérer les opinions et les efforts des membres de la communauté arménienne. Cependant, des organisations « diasporiques » politisées ne sont pas pour autant en mesure de canaliser l'ensemble et la diversité des Arméniens dans le monde ni d'imposer leur vision du monde sur la réconciliation entre les Turcs et les Arméniens. Malgré tout, la notion de « diaspora arménienne », en simplifiant une réalité extrêmement complexe, facilite la désignation de « l'ennemi » par certaines personnalités politiques en Turquie. L'appel du Premier Ministre turc aux citoyens turcs résidant aux États-Unis afin d'unir leurs efforts dans le but de contrevenir aux « activités de lobbying » de la diaspora arménienne, entre autres diasporas hostiles⁵⁸, s'inscrit dans cette logique. Lors de la réception des représentants des minorités religieuses en Turquie, en février 2015, Ahmet Davutoğlu, loin de fustiger « les lobbys arméniens pour leurs activités contre la Turquie », a qualifié la « diaspora arménienne » de « notre diaspora »⁵⁹. Raffi Bedrossian, fondateur du projet Rebirth – qui aide des Arméniens islamisés en Turquie à revendiquer leurs « racines, langue et culture » – explique à al-Monitor, site d'informations en ligne, que

Erdoğan, l'AKP et d'une manière générale l'État turc et les médias contrôlés par le gouvernement décrivent défavorablement les Arméniens sous trois groupes distincts : les bons, les mauvais et les pauvres. La petite communauté arménienne à Istanbul est vue comme les bons – obéissante, agréable et facile à manipuler. La diaspora est vue comme les mauvais – l'ennemi odieux obsédé par la reconnaissance du génocide, la compensation et les réparations. Les Arméniens en Arménie sont vus comme les pauvres – complètement désespérés, dépendants à tous points de vue des Russes et des finances de la diaspora. L'État turc et Erdoğan échouent à voir que ces trois groupes partagent une peine commune depuis 1915 et un objectif commun pour une résolution juste. Oui, peut-être la diaspora est-elle la plus bruyante des trois... pourtant, la Turquie a complètement arrêté toute tentative de réconciliation avec ces trois groupes – elle a fermé les frontières avec l'Arménie et n'a aucun dialogue avec une quelconque entité de la diaspora ni avec l'Arménie concernant 1915⁶⁰.

- 25 Les Arméniens vivant à l'étranger constituent avant tout une source de revenus considérable pour l'économie arménienne. Selon les données de la Banque Mondiale, les transferts de fonds de travailleurs arméniens à l'étranger représentaient 21 % du PIB de l'Arménie en 2014⁶¹. L'économie arménienne a réussi à décoller dans les années 2000 en s'appuyant sur le boom immobilier, grâce aux activités dans le secteur de la construction et aux projets d'infrastructures, impliquant l'investissement des Arméniens de la diaspora. Dans une interview à Civilnet, une chaîne de télévision en ligne, Berge Setrakian, le président de l'Union Générale arménienne de Bienfaisance invite à démystifier la notion de diaspora arménienne⁶², surtout en ce qui concerne les « idées reçues » sur les capacités financières des Arméniens vivant dans différents pays occidentaux. Il cite à ce propos le faible niveau d'argent récolté suite à l'appel aux organisations de la diaspora pour accueillir les Arméniens rescapés de la guerre civile en Syrie⁶³. Le poids de la diaspora dans le développement de l'Arménie n'est pas le sujet de ce dossier, mais il est capital de souligner que l'investissement supposé de la diaspora n'est pas seulement limité au domaine économique. Il influencerait également le développement de la société civile, la promotion du secteur du tourisme,

l'établissement de la collaboration universitaire, l'amélioration du système de santé, etc. La représentation « semi-mythologique » ou déformée de la « diaspora arménienne » en Turquie conduit en effet à des estimations très optimistes sur sa capacité financière et sa force économique, aussi bien chez les opposants au processus de réconciliation avec l'Arménie, que chez les partisans d'une normalisation. Pour les uns, conformément au discours officiel anti-diaspora, les moyens financiers de la « diaspora » seraient à l'origine de l'alignement de certaines personnalités politiques et publiques étrangères sur les positions arméniennes. Pour les protagonistes de la normalisation des relations turco-arméniennes, comme les agences de voyage ou certaines municipalités abritant des éléments du patrimoine arménien, la « diaspora arménienne » peut être considérée comme une source de revenus et un public intéressant. Répondant aux questions des journalistes d'une chaîne de télévision progouvernementale (Kanal 24), Ahmet Davutoğlu a critiqué la diaspora arménienne, qui « peut être considérée comme riche », selon le Premier Ministre, mais « ne souhaite pas une Arménie prospère⁶⁴, car elle peut mettre sur le dos de l'échec économique de l'Arménie les événements de 1915 », contrairement à la diaspora juive qui « a mobilisé tous ses efforts pour enrichir Israël » et qui « voit la réussite d'Israël comme sa propre réussite ». Selon le Premier Ministre, la diaspora arménienne qui « connaît comme seul but la vengeance », pourrait développer l'Arménie « en transférant de grandes ressources », mais ne le fait pas. Selon A. Davutoğlu, la diaspora « aurait été capable d'éradiquer le chômage en Arménie » avec les dépenses effectuées autour de « ces événements historiques »⁶⁵.

- 26 Les officiels en Turquie ont une représentation négative de la diaspora arménienne reflétée dans le discours officiel du gouvernement de l'AKP. Dispersée dans plusieurs dizaines de pays du monde entier, la diaspora arménienne regroupe un grand nombre d'organisations de la communauté arménienne dont les opinions diffèrent au sujet de la normalisation des relations de l'Arménie avec la Turquie et l'ouverture des frontières. Certaines organisations posent la condition de la reconnaissance officielle du génocide arménien par la Turquie quand d'autres vont jusqu'à soulever la question de la « restitution de l'Arménie occidentale ». Les associations et individus actifs dans le processus de la normalisation des relations turco-arméniennes que nous avons interrogés ont indiqué que certaines organisations dans la diaspora arménienne jouent un rôle d'intermédiaire entre l'Arménie et la Turquie et apportent un soutien financier et moral à leurs activités. Qu'il s'agisse de l'organisation d'événements par la participation commune des Arméniens et des Turcs (voyages en Arménie des membres de la communauté arménienne, conférences académiques dans des pays tiers où des chercheurs turcs et arméniens présentent leurs points de vue, etc.), ou de la rénovation (et la redécouverte) ou du patrimoine arménien en Turquie (voir plus loin le *Project Van*), la diaspora arménienne contribue, d'une manière indirecte, à la normalisation des relations entre la Turquie et l'Arménie, ce « retour aux origines » prenant parfois une allure très médiatique⁶⁶. Armen Aroyan, un Arménien de la diaspora originaire de Gaziantep qui vit aux États-Unis, possède une petite société qui propose des voyages organisés aux Arméniens de la diaspora, curieux de découvrir les origines de leur généalogie familiale et le patrimoine du peuple arménien en Turquie⁶⁷. Stéphane Boudoyan, un Lyonnais d'origine arménienne a parcouru la Turquie à la recherche des traces du patrimoine arménien et photographié l'héritage matériel du peuple arménien en Anatolie. Aujourd'hui, ses efforts de 40 ans « constituent un véritable trésor car de nombreux vestiges sont aujourd'hui sous les eaux du barrage de Keban »⁶⁸. Il déclare

lui-même contribuer à la réconciliation entre Turcs et Arméniens⁶⁹ par le biais de ses contacts et rencontres en Turquie⁷⁰.

III. Les échanges économiques malgré l'absence des relations officielles

Les relations économiques informelles : les acteurs et les enjeux commerciaux

- 27 L'existence de relations économiques informelles entre la Turquie et l'Arménie est conditionnée avant tout par « le retrait de l'État », par sa tolérance (relative) ou son désintéressement vis-à-vis de la conduite des activités « extra officielles ». À ce propos, tout en conservant, *de jure*, des mesures restrictives pour le commerce bilatéral avec l'Arménie (nous y reviendrons plus tard), l'État turc n'applique aucune sanction juridique à l'égard des acteurs économiques entretenant des liens commerciaux avec l'Arménie. En Arménie, l'indifférence (le laissez-faire pourrait-on dire) de l'État⁷¹, par rapport à la réalité des importations des produits turcs sur les marchés arméniens favorise la prospérité des réseaux économiques informels. Ces importations sont rendues possibles par la collaboration des acteurs économiques turcs avec leurs homologues arméniens (par exemple, droits de vente exclusifs de certains produits turcs en Arménie), si besoin est, par l'intermédiaire de « partenaires » tiers (souvent géorgiens). Les échanges commerciaux prennent diverses formes : allers-retours réguliers effectués en Turquie par des ressortissants arméniens au profil de petit commerçant, et en Arménie par des milliers de chauffeurs de poids lourds turcs. Ces derniers, parallèlement à leur activité officielle de transport de marchandises turques pour des clients en Arménie, font du commerce à la valise (surtout cigarette et alcool). Le « commerce à la valise » est également favorisé par la liaison aérienne directe entre Istanbul et Erevan assurée par la compagnie aérienne turque AtlasGlobal⁷². L'envoi de cargo par des sociétés de transport, depuis Istanbul ou Erevan, permet de pallier les restrictions en matière de transport de bagages pour les Arméniens voyageant en bus⁷³. Malgré le fait qu'il n'y ait à ce jour aucun accord de transport routier entre les deux pays, l'entrée en Arménie de poids lourds immatriculés en Turquie est acceptée par la douane arménienne. Les faits divers arméniens relatent souvent des accidents de la route impliquant des camions turcs en Arménie⁷⁴. Compte tenu du flou juridique à la douane géorgienne permettant aux acteurs économiques de contourner les obstacles politico-institutionnels imposés par la douane turque, la Turquie n'est de toute façon pas en mesure d'assurer le contrôle de ces flux de marchandises : environ 20 000 véhicules à plaque d'immatriculation turque transportant des produits provenant de Turquie seraient entrés en Arménie, en 2012⁷⁵. Près de 40 % de tous les poids lourds traversant la douane arméno-géorgienne seraient entrés en Géorgie par le poste-frontière de Sarpi (dernier poste frontalier sur la route européenne E70), entre la Turquie et la Géorgie⁷⁶. Ceci explique en grande partie que la Turquie soit parmi les principaux fournisseurs du marché arménien d'après les chiffres du service national arménien des statistiques. Pour cette raison également, il est nécessaire de relativiser les chiffres traduisant l'activité commerciale existant entre Ankara et Tbilissi. L'Arménie n'étant pas mentionnée sur le formulaire de déclaration fourni par la douane turque, les exportateurs turcs – aux postes frontaliers de Sarpi et de Türkgözü

(route européenne E691 s'étendant jusqu'à la capitale arménienne) – souhaitant exporter vers l'Arménie déclarent la Géorgie comme destination finale. Ce contournement paraît avoir un certain intérêt économique pour la Géorgie dont les douanes admettent ces pratiques, d'autant que l'élaboration par celles-ci d'une nouvelle documentation officialisant le transit des marchandises turques à destination de l'Arménie est conforme aux accords bilatéraux entre la Géorgie et l'Arménie sur le transit des produits en provenance de pays tiers. Ces accords-ci ne restreignent en effet pas le transport des produits turcs vers l'Arménie par la Géorgie.

- 28 L'utilisation du territoire géorgien et de sociétés « fantômes », créées en Géorgie comme relais permettent aux sociétés turques de se protéger d'éventuelles critiques de la part des détracteurs du rapprochement turco-arménien en masquant la destination finale des produits exportés. À titre d'exemple, une société turque, *Demirci Makina*, est tombée dans le collimateur de critiques azerbaïdjanais et turcs au sujet de la vente de dispositifs matériels (selon certains sites, il s'agirait aussi de la vente de matériaux de construction) pour la construction de l'aéroport à Stepanakert/Khankendi dans le Haut-Karabagh. Confirmée par des responsables arméniens⁷⁷, l'information a été contestée par la direction de la société turque indiquant la difficile traçabilité des produits transférés par des partenaires commerciaux à leur client arménien.⁷⁸

Nous n'avons pas directement vendu des produits au Karabagh. Il nous est impossible de vendre directement à l'Arménie, puisque nous sommes obligés d'enregistrer les produits que nous exporterions là-bas auprès du ministère d'État responsable du commerce extérieur. Un des pays à qui nous avons vendu nos produits a pu les revendre à l'Arménie⁷⁹

- 29 a confié à *Hürriyet* un responsable de la société, qui témoigne également que « l'Ambassade d'Azerbaïdjan est aussi venue visiter notre société pour obtenir l'information ». La participation de compagnies turques à la réalisation de projets de construction, ou du moins la vente des matériaux de construction à l'Arménie – dont le secteur immobilier, en particulier, est en forte croissance⁸⁰ – est officieusement connue, bien que fermement démentie par les officiels des deux pays. Au début des années 1990, *Zafer İnşaat*, sous-traitant pour des travaux de rénovation des bâtiments d'ambassades américaines dans les pays de l'espace post-soviétique, a mené simultanément des activités économiques en Azerbaïdjan et en Arménie, alors que ceux-ci se trouvaient de facto en guerre⁸¹.
- 30 Yusuf Öztürk, le président du Conseil d'Administration d'Öztürkler Holding, société de construction turque présente dans différentes parties du globe, a indiqué à *Sabah*, journal proche du gouvernement turc, la conduite d'un projet de construction pour un habitat résidentiel à Erevan⁸². Cette information a pourtant été démentie par les autorités arméniennes : « Selon nos sources, il n'y a pas de constructeurs turcs en Arménie en ce moment »⁸³, a assuré un responsable du ministère du Développement urbain. Une étude de terrain approfondie permettrait de nuancer les propos officiels sur le sujet. Par exemple, plusieurs témoignages affirment qu'une compagnie turque aurait été chargée de la pose des fenêtres de l'aéroport Zvartnots d'Erevan⁸⁴. D'ailleurs, la rénovation de cet aéroport a été réalisée grâce aux investissements d'un homme d'affaires arménien de la diaspora. En examinant l'origine des produits présentés dans les catalogues des grands magasins de vente spécialisés dans le secteur immobilier, nous avons constaté la forte présence des produits turcs sur le marché arménien. À Erevan, la Compagnie *Furniwood LLC* semble collaborer directement avec quatre ou cinq producteurs turcs dont les produits sont vendus via une chaîne de magasins de cette

société en Arménie⁸⁵. Plusieurs sociétés turques semblent également participer à l'exposition internationale *Caucasus Building and Reconstruction 2016*, qui réunit les producteurs de dix pays étrangers spécialisés dans la fabrication de matériaux de construction⁸⁶. La participation directe de sociétés turques à ce type d'exposition a été largement médiatisée alors que le processus de normalisation des relations entre la Turquie et l'Arménie défrayait la chronique : plus de trente compagnies turques du BTP avaient présenté leurs produits à Erevan du 2 au 4 avril 2010 dans le cadre de l'exposition internationale *The Caucasus : construction & renovation 2010*. Il convient toute de même de souligner que l'importation de certains produits de construction de base comme le ciment revient cher en raison de la distance que l'embargo force à parcourir. C'est en partie pour cette raison que les producteurs turcs dans ce domaine n'en ont pas profité au contraire des producteurs de ciment d'Iğdır, qui ont réalisé d'importants bénéfices du fait de l'absence de production de ciment dans le contexte de la réalisation de grands projets d'infrastructure dans la République Autonome du Nakhitchevan⁸⁷.

- 31 La fermeture de la frontière turco-arménienne a donc donné lieu, au fil des décennies, à l'émergence de réseaux économiques informels, tout aussi opaques que prospères, consistant principalement en une chaîne d'import-export entre la Turquie et l'Arménie. Nous proposons de distinguer le flux des marchandises à petite échelle allant de l'Arménie vers la Turquie (l'envoi de cargo, la pratique d'allers-retours réguliers en bus, etc.) de l'importation arménienne de produits turcs dont les volumes sont beaucoup plus importants. Il importe de souligner que le commerce informel – lequel ne signifie pas qu'il soit illégal – nourrit et se nourrit de la corruption bureaucratique. Des arrangements entre cercles économiques d'une part et bureaucratique-politiques d'autre part semblent nécessaires pour surmonter les difficultés à effectuer des opérations commerciales de grande envergure entre la Turquie et l'Arménie, liées en grande partie à la complexité juridique laissant une marge de manœuvre aux parties concernées. Les réseaux informels mis sur pied par les producteurs économiques turcs et les importateurs arméniens sont susceptibles en même temps d'arbitrer le prix final du produit importé sur le marché arménien, auquel s'ajoutent des frais de transport plus élevés en raison du contournement par la Géorgie. Décourageant finalement les petites et moyennes entreprises arméniennes, qui ne sont pas en mesure de supporter les frais élevés liés à l'importation et manquent de trésorerie pour développer leurs exportations, cette situation favorise l'émergence de monopoles sectoriels (ou les consolide) qui détiennent l'exclusivité sur l'importation des produits de consommation, y compris ceux provenant de Turquie par l'envoi de cargos. Ces produits de consommation quotidiens, par exemple dans le secteur agroalimentaire, semblent d'ailleurs être revendus par la politique du prix des « cercles » qui monopolisent⁸⁸ le marché⁸⁹. Par exemple, certaines compagnies de transport routier en Arménie se plaignent de la concurrence des grandes compagnies du secteur due au caractère réduit de leur flotte de poids lourds et en raison de la difficulté à obtenir des crédits pour l'achat de ce type de véhicules. En outre, les taux d'intérêt s'élèvent parfois à 15 %, sans parler de la TVA et des droits de douane⁹⁰. Puisque le commerce extérieur de l'Arménie se réalise à plus de 80 % par voie terrestre, les petits producteurs sont obligés de se regrouper, manœuvre difficile, afin d'optimiser les coûts de transport. Le transport aérien est utilisé pour un nombre limité de produits ayant un ratio valeur-poids élevé, comme les fruits frais, les diamants et les bijoux, et représente environ 19 % du total des exportations de l'Arménie⁹¹. Le prix élevé du billet d'avion Istanbul-Erevan (un aller-retour coûtait environ 220 euros en janvier 2015) ne

permet pas aux petits commerçants d'augmenter le volume du « commerce à la valise » par voie aérienne.

La perspective des relations économiques entre la Turquie et l'Arménie

- 32 La question de l'existence *de facto* de liens économiques avec l'Arménie n'apparaît peu, ou pas, dans les débats politiques en Turquie et ne fait pas partie des sujets débattus lors des campagnes électorales des différents partis politiques turcs, y compris de l'AKP. Les menaces de R.T. Erdoğan, en qualité de Premier Ministre (en 2009)⁹² puis de Président de la République (en 2015)⁹³ et de l'ancien ministre des Affaires étrangères Yaşar Yakış (2006) sur l'expulsion des migrants arméniens de Turquie ne contenaient pas, par exemple, de remarques quant à d'éventuelles représailles de nature économique à l'encontre de ceux qui entretiennent des liens commerciaux avec l'Arménie. Nos observations laissent à penser que les hommes d'affaires turcs concernés par les échanges commerciaux avec l'Arménie viennent de tous les milieux politiques, ethniques, confessionnels et régionaux. Toute tentative d'établir une corrélation entre le profil social et politique d'un homme d'affaires et son ouverture pour le commerce avec l'Arménie paraît par conséquent peu pertinente. Les hommes d'affaires des régions littorales de la mer Noire, réputés proches des milieux conservateurs en Turquie, sont par exemple désignés par ceux de Kars comme les principaux bénéficiaires du commerce avec l'Arménie⁹⁴.
- 33 Les échanges économiques existant entre la Turquie et l'Arménie sont loin d'être négligeables. En effet, d'après un rapport émis par l'*Armenian International Policy Research Group* en 2012⁹⁵, l'Agence nationale des statistiques d'Arménie estimait qu'en 2011, le pays avait importé 240 millions de dollars US de marchandises en provenance de Turquie, faisant de l'Arménie le quatrième pays destinataire des exportations turques. Les produits importés étaient principalement des objets en plastique (12 %), des chaudières et du matériel mécanique (8 %)⁹⁶. L'Arménie aurait exporté vers la Turquie l'équivalent d'un million de dollars US de marchandises, mais en Turquie ces échanges ne sont pas répertoriés⁹⁷.
- 34 Plusieurs rapports⁹⁸ émis par des *think tanks* et organisations de différents pays se sont penchés sur la question des enjeux économiques de l'ouverture de la frontière turco-arménienne. Si les résultats de ces recherches peuvent apparaître légèrement différents, leur conclusion reste la même : les retombées économiques pour les deux pays seraient positivement importantes. En 2004, Burcu Gültekin et Nicolas Tavitian, dans un rapport rédigé pour le centre de recherche international pour la paix et la sécurité (GRIP)⁹⁹, reprenaient les chiffres de la Banque Mondiale qui estimait que l'ouverture de la frontière turco-arménienne engendrerait pour l'Arménie une hausse de 30 à 38 % de son PIB et le doublerait en cas de levée simultanée des embargos turc et azerbaïdjanais. En outre, côté arménien, cela désenclaverait l'Arménie, dont la connexion au reste du monde dépend en partie de la Géorgie et du port de Poti¹⁰⁰.

Carte 1 : Entraves économiques et stratégies de contournement des provinces de l'est de la Turquie

ADRIAN FOUCHER, 2015

- 35 Certes, l'Arménie est un petit marché comparée à son voisin turc. En 2010, alors que le produit intérieur brut (PIB)¹⁰¹ arménien était de 9,4 milliards de dollars US, le PIB turc s'élevait à 734,4 milliards de dollars US. Néanmoins, l'économie turque est extrêmement concentrée dans l'ouest du pays. Ainsi, les villes turques de l'est telles qu'Igdir et Kars bénéficieraient économiquement de l'ouverture de la frontière. Or, l'Arménie connaît une évaluation positive de sa législation commerciale par la Banque Mondiale, ce qui signifie que les échanges avec l'Arménie ne présentent pas de risques particuliers¹⁰².
- 36 Plusieurs secteurs d'échange seraient concernés par l'ouverture de la frontière. Le *think tank* arménien dans le rapport cité précédemment¹⁰³ estime ainsi que les secteurs de l'agriculture, du transport, du tourisme et de l'énergie connaîtraient une croissance importante si la frontière venait à s'ouvrir. L'agriculture constitue en effet une part importante de l'économie des deux pays, représentant 20 % du PIB arménien et 10 % du PIB turc. Aussi, il est estimé que les Arméniens pourraient exporter des boissons alcoolisées et autres spiritueux ainsi que du cuir vers le marché turc. Ces exportations ne sont pas sans conséquence, car l'Iran, partenaire commercial de l'Arménie interdit l'entrée sur son territoire de produits alcoolisés, et les provinces ouest de la Turquie représentent un marché intéressant pour ce type de produits. Selon les propos d'une chef d'entreprise de Diyarbakir qui commerce avec l'Arménie, celle-ci serait en mesure d'exporter du fromage et de la viande vers les marchés turcs vu son faible coût de production. Ce type d'échanges est néanmoins rendu impossible par la fermeture de la frontière qui augmente les temps de transport et empêche l'échange des denrées rapidement périssables. L'ouverture de la frontière permettrait ainsi à l'Arménie de diminuer le temps de transport et d'utiliser les ports turcs comme Trabzon ou Samsun

pour exporter ses marchandises vers l'Europe. En effet, ces derniers sont capables de gérer des flux d'échange beaucoup plus important que les ports géorgiens, pour un coût moindre¹⁰⁴. En outre, l'ouverture des frontières entre les deux pays permettrait de réhabiliter les voies ferrées hors d'usage reliant Kars à Gyumri. Nous avons été surpris de constater lors de notre séjour à Kars que les rails du chemin de fer allant jusqu'à la frontière arménienne avaient été complètement rénovés. Selon les propos des locaux, les travaux auraient été entrepris ces dernières années et la voie ferrée semble fonctionnelle. Néanmoins la raison de cette rénovation nous échappe, les rails s'arrêtant exactement et subitement à la frontière turco-arménienne.

Le coût du service de Roulier (service Ro-Ro) pour un poids lourd chargé¹⁰⁵

Port d'envoi	Port de destination	Coût de service	Coût de service pour produits soumis à l'accise
Poti (Géorgie)	Novorossiysk (Russie)	2000	2500
Samsun (Turquie)	Novorossiysk (Russie)	800	800

- 37 L'ouverture des frontières turco-arméniennes stimulerait également le tourisme. En effet, la plupart des touristes visitant l'Arménie sont des membres de la diaspora. Aussi, il est probable que l'ouverture de la frontière incite ces visiteurs à se rendre en Turquie directement depuis l'Arménie afin de découvrir le patrimoine arménien existant sur le territoire turc, au moins les plus proches à Ani et à Van.
- 38 Surtout, l'Arménie est membre de l'Union économique eurasiatique depuis le 2 janvier 2015. Cette union fondée initialement par la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan a ensuite été rejointe par l'Arménie et le Kirghizistan. Le Tadjikistan est actuellement candidat. L'Union économique eurasiatique est une union douanière et une zone de libre-échange pour tous ses pays membres. Cela signifie qu'une entreprise produisant en Arménie peut exporter sans payer de taxe douanière vers les marchés russe, biélorusse, kazakh et kirghize où résident 180 millions de consommateurs potentiels. En somme, l'ouverture de la frontière turco-arménienne permettrait à la fois le désenclavement géographique de l'Arménie par sa réintégration régionale et également l'accès pour les entreprises turques au marché eurasiatique nouvellement formé¹⁰⁶. Les sanctions économiques réciproques appliquées entre la Turquie et la Russie depuis fin 2015 accroissent encore l'attractivité du marché arménien pour les entreprises turques désirant exporter vers la Russie.
- 39 En somme, l'ensemble de mesures de restriction (surtout du côté turc) et l'absence des relations officielles entre la Turquie et l'Arménie n'ont jamais mis un terme aux flux commerciaux entre les deux pays. Ceux-ci sont le résultat des efforts mutuels des partenaires économiques turcs et arméniens. Le voisinage commun avec un pays tiers (Géorgie) semble être un facteur facilitateur pour le transport des marchandises turques en Arménie.
- 40 Si les exemples dans le domaine économique considérés dans cette partie illustrent bien l'existence de rapports non officiels entre la société turque et arménienne, la

logique économique n'est tout de même pas la principale motivation d'un certain nombre d'acteurs qui contribuent énormément à l'établissement de rapports entre la Turquie et l'Arménie. Il s'agit principalement des associations, fondations et groupes d'intérêts qui entretiennent des relations avec des acteurs situés de l'autre côté des frontières officiellement fermées. Quelles sont leurs motivations ? Qui sont-ils ? Quelles modalités prennent les rapports entre les acteurs des sociétés civiles turque et arménienne ? Comment organisent-ils leurs activités malgré l'absence de relations officielles et l'hostilité des autorités publiques au processus de rapprochement ? Nous nous efforcerons dans la partie suivante de répondre à ces questionnements au travers de nos entretiens avec les membres des ONG, des organisations informelles, des associations, des municipalités etc. ainsi qu'avec des membres actifs des partis politiques turcs et de simples citoyens turcs, favorable à la normalisation des relations avec l'Arménie.

Carte 2 : la Turquie et l'attrait du marché économique eurasiatique

ADRIAN FOUCHER, 2015

NOTES

3. Il s'agit en effet d'une circulaire du ministère des Affaires étrangères turc, datant du 6 avril 1993, exigeant le retrait des troupes arméniennes des territoires occupés d'Azerbaïdjan. Concrètement, cette circulaire a interdit l'utilisation de la voie ferrée turque pour convoier l'aide humanitaire vers l'Arménie, isolée du reste du monde en raison de l'arrêt de la circulation

ferroviaire dans la région de l'Abkhazie de la Géorgie, en pleine guerre civile, et coupée des communications transitant par le territoire azerbaïdjanais.

4. Mais l'analyse chronologique montre que la guerre n'était déjà plus confinée à l'enclave du Haut-Karabagh depuis au moins un an suite à l'ouverture d'un corridor terrestre entre la région séparatiste et l'Arménie, en mai 1992.

5. La reconnaissance officielle par l'Arménie des frontières telles qu'elles sont définies par le traité de Kars en 1921, la référence à l'Anatolie orientale comme l'Arménie occidentale dans l'acte d'indépendance de l'Arménie (1991), l'utilisation de la symbolique du mont Ararat comme emblème national faisaient partie des points de désaccord côté turc.

6. La participation de l'Arménie à l'Organisation de la Coopération de la Mer Noire lui a permis d'ouvrir une représentation officielle auprès de son secrétariat à Istanbul, en mars 2001.

7. Hacıoğlu, Nerdun, "Ermenistan sınırı Trabzon'dan deldi," *Hürriyet* 24 juillet 2012. URL : <http://www.hurriyet.com.tr/ermenistan-siniri-trabzon-dan-deldi-21058055>.

8. *Ibid.*

9. 04YEREVAN587_a, "Kurdish activities in Armenia," *Wikileaks* 11 mars 2004. URL : https://www.wikileaks.org/plusd/cables/04YEREVAN587_a.html.

10. *CNN Türk*, "Suriye'ye giden Ermenistan uçağı arandı," *CNN Türk*, 15 octobre 2012. URL : <http://www.cnnturk.com/2012/turkiye/10/15/suriyeye.giden.ermenistan.ucagi.arandi/680623.0/>.

11. Environ 15 000 Arméniens ont trouvé refuge en Arménie depuis le début du conflit en Syrie ; voir plus : "Syria's Armenians look to ancient homeland for safety," *BBC* 10 septembre 2015. URL : <http://www.bbc.co.uk/news/world-europe-34210854>.

12. À la suite de la sanction russe contre les marchandises turques fin 2015, des poids lourds turcs ont commencé à emprunter la route azerbaïdjanaise pour atteindre les marchés centrasiatiques, utilisant le système Ro-Ro pour traverser la mer Caspienne ; *Hürriyet Daily News*, "Turkish trucks to bypass Russia via alternative routes to Central Asia," *Hürriyet Daily News* 3 décembre 2015. URL : <http://www.hurriyetdailynews.com/Default.aspx?pageID=238&nID=92021&NewsCatID=345>.

13. *Kavkaz Uzel*, "Ochevidcy zjavili o mnogokilometrovoy probke na KPP 'Verkhniy Lars'" [Des témoins parlent d'un embouteillage de plusieurs kilomètres au point de contrôle de Verkhniy Lars], *Kavkaz Uzel* 4 septembre 2015. URL : <http://www.kavkaz-uzel.ru/articles/268376/>.

14. L'espace aérien turc a été fermé aux avions provenant d'Arménie en 1994-1995 et brièvement en 2001 suite à la reconnaissance du génocide arménien par la France.

15. La construction du barrage s'est terminée en 1980, en prenant comme base juridique l'accord entre la Turquie et l'Union soviétique en 1963.

16. Monsieur Martirosyan a accepté de répondre à nos questions par e-mail.

17. Échange avec des locaux rencontrés près de la ville d'Ani au mois de mai 2015.

18. Intitulé *Balkanlar, Avrupa ve Kafkaslarda Sivil Toplum Örgütlerinin Önemi: Daha Barışçıl Bir Dünya İçin Çatışmaları Önlemeye Yönelik Sivil Yaklaşımlar* [Importance des ONG dans la péninsule balkanique, en Europe et dans le Caucase : les initiatives civiles de prévention de conflits pour un monde pacifique], cet événement a été annulé par les autorités locales deux jours après son lancement ; voir plus : *HYD* (s.d.) "Uluslararası yaz okulu / Çanakkale 2000 'Daha Barışçıl Bir Dünya İçin...'," *HYD*. URL : <http://www.hyd.org.tr/tr/calismalar/toplumsal-catismalarda-sivil-yaklasim/24-uluslararasi-ve-yerel-yaz-okullari/131-uluslararasi-yaz-okulu-canakkale-2000-daha-bariscil-bir-dunya-icin>.

19. Il s'agit du colloque intitulé *States, Societies and Reconciliation: Turkish-Armenian Relations in the Light of the French-German Experience on the 50th Anniversary of the Élysée Treaty*, organisé les 7 et 8 novembre 2013 à l'Université Şehir, à Istanbul.

20. Intitulé *The Sealed Gate: Prospects of the Turkey-Armenia Border*, le colloque a été organisé par la Fondation Hrant Dink et le département d'Économie de la faculté de Science Politique de l'Université d'Ankara, les 22 et 23 novembre 2014, à Ankara.

21. Burdy, Jean-Paul, « La démolition du “Monument à l’Humanité” de Kars et les relations turco-arméniennes : un signal négatif », *OVIPOT*, 1 juin 2011. URL : <http://ovipot.hypotheses.org/5614>.
22. Effectué par Turan Air, une compagnie aérienne privée, le vol direct Bakou-Kars n’est plus d’actualité depuis la faillite de la compagnie en 2013.
23. *arminfo.am*, “Kars Governor Heads Pro-Armenian Forces In Turkey: Azerbaijani Consul,” *arminfo.am* 18 août 2007. URL : <http://www.arminfo.am/7310F9FA-95B7-FA0D-4A2F8A7AFD31E47E>.
24. Interview réalisée à Diyarbakır le 25 février 2015.
25. *news.az*, “Azerbaijan thanks Turkey for cancelling Van-Yerevan flight,” *news.az* 3 avril 2013. URL : <http://news.az/articles/turkey/78445>.
26. Grigoryan, Marianna, “Armenia-Turkey: Cancellation of Yerevan-Van Flight Aggravates Old Wounds,” *euroasianet.org*, 8 avril 2013. URL : <http://www.eurasianet.org/node/66793>.
27. Burch, Jonathan, “Turkey scraps flights to Armenia after Azeri resistance,” *Reuters*, 1 avril 2013. URL : <http://www.reuters.com/article/2013/04/01/us-turkey-armenia-flights-idUSBRE9300BR20130401>.
28. *news.am*, “Türk tarafı Erivan-Van direk uçuşlarını askıya aldı,” *news.am* 29 mars 2013. URL : <http://news.am/tur/news/146630.html>.
29. *IHA*, “Ermeniler uçuş için Azerileri suçluyor,” *IHA* 3 avril 2013. URL : <http://www.ihacom.tr/haber-ermeniler-ucus-icin-azerileri-sucluyor-270874/>.
30. Akçam, Taner, « La Turquie cherche à sortir indemne de 2015 », *Repair Future* 4 février 2015. URL : <http://repairfuture.net/index.php/fr/genocide-armenien-reconnaissance-et-reparations-point-de-vue-de-turquie/la-turquie-cherche-a-sortir-indemne-de-2015>.
31. *ensonhaber.com*, “Taksim’deki Hocalı mitinginde çirkin pankart,” *ensonhaber.com* 27 février 2012. URL : <http://www.ensonhaber.com/taksimdeki-hocali-mitinginde-cirkin-pankart-2012-02-27.html>.
32. *Star*, “Hocalı şehitleri Anıtı dualarla açıldı,” *Star* 27 février 2014. URL : <http://haber.star.com.tr/guncel/hocali-sehitleri-aniti-dualarla-acildi/haber-849329>.
33. *Ibid.*
34. *Milliyet*, “İzmit’te Hocalı Anıtı açıldı,” *Milliyet* 22 avril 2015. URL : <http://www.milliyet.com.tr/izmit-te-hocali-aniti-acildi-kocaeli-yerelhaber-743835/>.
35. Monte Melkonian, membre de l’ASALA, a commandité plusieurs attentats contre des diplomates turcs dans les années 1980. Il s’était également porté volontaire au sein des forces arméniennes pendant la guerre du Haut-Karabagh et a été tué lors d’un accrochage avec des forces azéries près de la région d’Agdam, en Azerbaïdjan.
36. *Milliyet*, “Gölbaşı’nda ‘Kahraman İbad Hüseyinli’ adı sokağa verildi,” *Milliyet* 29 avril 2015. URL : <http://www.milliyet.com.tr/golbasi-nda-kahraman-ibad-huseyinli-ankara-yerelhaber-755316/>.
37. *Milliyet*, “MİSİAD Bodrum’da ‘100. Yılında Ermeni Meselesi’ adlı konferans verdi,” *Milliyet* 1 mai 2015. URL : <http://www.milliyet.com.tr/misiad-bodrum-da-100-yilinda-ermeni-mugla-yerelhaber-759693/>.
38. *Milliyet*, “Sahinbey’de Azerbaycanlı İbad Hüseyinli Parkı Açıldı,” *Milliyet* 31 août 2015. URL : <http://www.milliyet.com.tr/sahinbey-de-azerbaycanli-ibad-huseyinli-gaziantep-yerelhaber-949629/pkoi>.
39. *Radikal*, “Ermeni asıllı piyanist için Azerbaycan’a Nota,” *Radikal* 27 décembre 2006. URL : <http://www.radikal.com.tr/haber.php?haberno=208459&tarikh=27/12/2006>.
40. Gökhan Diler, Fatih, “Arzu Geybullayeva: Agos’ta çalıştığım için linç edildim,” *Agos*, 19 juin 2015. URL : <http://www.agos.com.tr/tr/yazi/11923/arzu-geybullayeva-agosta-calistigim-icin-linc-edildim>.
41. Le journal *Agos* est certainement le média le plus important de la communauté arménienne en Turquie. Fondé en 1996 par Hrant Dink et un groupe d’amis, il est le premier journal de la

période républicaine turque à être publié en turc et en arménien. Douze rédacteurs composent l'équipe de l'hebdomadaire qui, selon Robert Koptaş, son ancien rédacteur en chef, poursuit un objectif double : permettre aux Arméniens de Turquie d'avoir accès à leur propre histoire et rendre accessible aux Turcs le point de vue arménien ainsi que leur culture. Depuis sa création, le journal –qui s'est considérablement développé– tire actuellement à près de 6000 exemplaires. Selon le témoignage d'une journaliste française, le journal a même obtenu l'autorisation symbolique de figurer sur le présentoir de la compagnie Turkish Airlines dans les aéroports. Voir plus à ce sujet : Varier, Zoé, « Agos un Journal arménien à Istanbul », émission radiophonique *Nous Autres*, France Culture, 31 mai 2013. URL : <http://www.franceinter.fr/emission-nous-autres-agos-un-journal-armenien-a-istanbul>.

42. Par exemple, dans une des universités turques de la partie nord de Chypre, contrôlée par la Turquie, la protestation d'étudiants azéris contre la participation d'acteurs arméniens à une pièce de théâtre a obligé les autorités locales à déployer les forces de l'ordre pour intercepter la foule des étudiants azéris ; voir plus : *Kıbrıs gazetesi*, « Azeri öğrenciler olay çıkardı, » *Kıbrıs gazetesi*, 18 avril 2015. URL : <http://www.kibrisgazetesi.com/?p=646987>.

43. « Les principaux points de concentration des arméniens dans le monde sont le Liban, l'Iran et la Syrie au Proche-Orient, la France et la Grèce dans l'UE, les États-Unis et le Canada en Amérique, la Russie dans la Communauté des États indépendants ; l'Argentine et l'Australie dans l'hémisphère Sud ». Minassian, Gaidz, *Caucase du Sud, la nouvelle guerre froide. Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie*, Paris, Autrement, 2007.

44. *Ibid.* ; p. 87.

45. Souvent considéré comme le premier parti politique des Arméniens de la diaspora, la fraction Dachnak ne réunit de nos jours que cinq députés au parlement arménien, sur un total de 131.

46. Voir plus : Toloyan, Khatchik, « Armenian Diaspora and the Karabagh conflict, » in Hazel Smith and Paul Stares, *Diasporas in conflict: peace-makers or peace-wreckers*, United Nations University Press, 2000.

47. Sever, Ahmet, *Yaşadım, Gördüm, Yazdım. Abdullah Gül İle 12 Yıl*, Doğan Kitap, pp. 131-134

48. Cheterian, Vicken, « Histoire, mémoire et relations internationales : la diaspora arménienne et les relations arméno-turques », *Relations internationales* 1/2010 (n° 141), p. 28-29. DOI : 10.3917/ri.141.0025.

49. Martine Hovanessian indique dans son ouvrage la persistance du clivage du pays d'origine, un trait commun de tous les exils, parmi les Arméniens de la diaspora. Selon l'auteur, ce clivage a été également facilité par l'ambition des dachnaks de dominer l'espace politique de la diaspora ; voir plus : Hovanessian, Martine, *Le lien communautaire. Trois générations d'Arméniens*, Paris, Armand Colin, 1992, p. 324.

50. « L'Arménie n'a jamais et n'aura jamais mis aucune précondition à la normalisation des négociations avec la Turquie. La reconnaissance du génocide n'est pas une condition, mais il est un point à l'ordre du jour. Il est de notre devoir moral de soulever la question du génocide, de l'avoir sur notre agenda de politique étrangère, mais l'avoir à l'ordre du jour et d'en faire une condition préalable, ce sont deux choses distinctes », Extraits du discours de V. Oskanian, Ministre des Affaires étrangères de l'Arménie entre 1998 et 2008 cité dans : *Turkey and Armenia: Opening Minds, Opening Borders*, International Crisis Group Report 199, Bakou, Bruxelles, Erevan, Istanbul, 14 avril 2009. URL : http://www.crisisgroup.org/~media/Files/europe/199_turkey_and_armenia___opening_minds_opening_borders_2.pdf.

51. Bedrosyan, Raffi, « Thoughts on Threshold of Centennial, » *The Armenian Weekly* 21 décembre 2013. URL : <http://armenianweekly.com/2013/12/21/thoughts-on-the-threshold-of-the-centennial/>.

52. « Uluslararası irtibatlarla Türkiye'de ameliyat yapıp da Türkiye toprakları üzerinde hak iddia etmek isteyen birilerinin sözcülüğünü yapan Demirtaş » ; Répondant aux questions du journaliste dans une émission *Başbakan ile Gündem* sur Show TV, le PM turc a également accusé le leader du

HDP de mener des négociations secrètes avec la diaspora arménienne. Anadolu Ajansı, "Davutoğlu: Ermeni diasporası ile hangi pazarlıkları yaptı?," *Al Jazeera* 25 mai 2015. URL : <http://www.aljazeera.com.tr/haber/davutoğlu-ermen-i-diasporası-ile-hangi-pazarlıkları-yaptı>.

53. Anadolu Ajansı, "Arkadaşı Ermeni diasporası olandan Kürt'e, Türk'e, Arap'a fayda gelir mi?," *TRT haber*. URL : <http://www.trthaber.com/haber/gundem/arkadasi-ermen-i-diasporası-olanlardan-fayda-gelir-mi-186899.html>.

54. Sözcü, "Gülen cemaatine Ermeni lobisi suçlaması!," *Sözcü* 12 janvier 2015. URL : <http://www.sozcu.com.tr/2015/gundem/gulen-cemaatine-ermen-i-lobisi-suclaması-707176/>.

55. Diler, Gökhan et Balancar, Ferda, "Diaspora'dan 'paralel' itirazı," *Agos*, 11 février 2015. URL : <http://www.agos.com.tr/tr/yazi/10565/diasporadan-paralel-itirazi>.

56. *Milliyet*, "Güncellenmenin adı başkanlık sistemi," *Milliyet* 19 mai 2015. URL : <http://www.milliyet.com.tr/guncellenmenin-adi-baskanlik-sistemi/siyaset/detay/2066125/default.htm>.

57. *Site internet de la présidence turque*, "Bu memlekette her seçim, yeni bir kurtuluş savaşı'dır," *Site internet de la présidence turque* 4 juin 2015. URL : <http://www.tccb.gov.tr/haberler/410/32590/bu-memlekette-her-secim-yeni-bir-kurtulus-savasidir.html>.

58. Puisque le PM a également évoqué les noms des diasporas grecques, chypriotes et juives.

59. El, Kıvanç, "Ermeni diasporası bizim diaspora," *Milliyet* 13 février 2015. URL : <http://www.milliyet.com.tr/-ermen-i-diasporası-bizim-/siyaset/detay/2013102/default.htm>.

60. Tremblay, Pınar, "What does Armenian Diaspora want," *Al Monitor* 17 avril 2015 <http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2015/04/turkey-armenia-what-does-armenian-diaspora-want.html>.

61. Banque mondiale, « Envois de fonds des travailleurs et rémunérations des salariés, reçus (% du PIB) ». URL : <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/BX.TRF.PWKR.DT.GD.ZS/countries?display=default>.

62. L'Union Générale Arménienne de Bienfaisance (UGAB) a été créée au Caire (Égypte) en 1906 à l'initiative de Boghos Nubar Pacha. L'UGAB développe un important programme d'aide sociale et organise des compétitions sportives. Elle contrôle directement une vingtaine d'écoles (6600 élèves) et subventionne 16 autres établissements scolaires. Le centre de recherche de l'UGAB, la Bibliothèque Nubar établie par Boghos Nubar, est située à Paris. Enfin l'UGAB a toujours eu des relations suivies avec l'Arménie et a mis en place, depuis 1989, un vaste programme d'aide à la reconstruction. URL : http://www.acam-france.org/contacts/contact_association_culturelle.php?cle=787.

63. Voir l'interview en intégralité. CivilNet TV, "Demystifying The Armenian Diaspora," *Vidéo Youtube* 25:31. Ajoutée par CivilNet TV le 17 septembre 2013. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=qtCABWcOvzg>.

64. *Hurriyet*, "Başbakan Davutoğlu: İstanbul'un en zenginleri Ermeni," *Hurriyet* 22 avril 2015. URL : <http://www.hurriyet.com.tr/gundem/28802349.asp>.

65. Voir l'extrait de la vidéo. What's new in the world, "Başbakan Davutoğlu Ermeni Diasporası İntikam Almak İstiyor," *Vidéo Youtube* 3:23. Ajoutée par What's new in the world le 22 avril 2015. URL : https://www.youtube.com/watch?v=g13_f2gO4Fo.

66. Par exemple, des musiciens reconnus de la communauté arménienne, Ara Dinkjian et son père Onnik Dinkjian a donné un concert dans la ville de Diyarbakır, la ville de leurs grands-parents le 20 avril 2015. Voir *CNN Türk*, "Dinkjianlar Diyarbakır'da konser verdi," *CNN Türk* 21 avril 2015. URL : <http://www.cnnturk.com/video/kultur-sanat/muzik/dinkjianlar-diyarbakirda-konser-verdi>.

67. Voir un reportage sur les activités professionnelles d'Armen Aroyan. Vartan ABDO, "Armen Aroyan Pilgrimage Tour to Historical Armenia," *Vidéo Youtube* 10:10. Ajoutée par Vartan ABDO le 9 juillet 2014. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=AOUTAKDesPg>.

68. Voir l'annonce de l'exposition-conférence organisée par l'Institut Français d'Istanbul et l'IFEA, le 7 octobre 2015. URL : <http://www.ifturquie.org/istanbul-fr/40-ans-de-peregrinations-dans-lest-anatolien/>.
69. Voir le témoignage bref de Monsieur Boudoyan lors du vernissage de son exposition comportant ses photos prises durant ses 40 années de voyages en Turquie. Jean-François Cullafroz, « Stéphane Boudoyan Temps arméniens », *Vidéo Youtube* 4:43. Ajoutée par Jean-François Cullafroz le 15 avril 2015. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=sk-GmwSjFfk>.
70. Estukyan, Vartan, "Ermenistan benim tarihim, babamın tarihi değil," *Agos* 16 octobre 2015. URL : <http://www.agos.com.tr/tr/yazi/13060/ermenistan-benim-tarihim-babamin-tarihi-degil>.
71. Nous avons cependant observé que les franges les plus nationalistes de l'Arménie organisent des campagnes publicitaires pour appeler au boycott des produits turcs. Arshak Zakaryan, "Armenians Worldwide Boycott All Turkish Product Now!," *vidéo YouTube* 3:09. Ajouté par Khachakirner1992 le 23 Juin 2013, https://www.youtube.com/watch?v=i_vwvefxrI, dernière consultation le 19 juin 2015.
72. Il faut tenir compte du fait que le vol en escale entre l'Arménie et la Turquie revient parfois moins cher avec des compagnies aériennes ukrainiennes et russes puisque les autorités de l'aviation civile turque et arménienne n'ont pas encore signé d'accord qui permettrait de baisser le prix pour les usagers.
73. Selon les informations recueillies, des bagages des voyageurs en bus ne doivent pas excéder 27 kilogrammes par personne et le nombre de passager est limité à 25. Voir plus : le documentaire réalisé par Al Jazeera Türk, "Umut Kapısı," *Vidéo Dailymotion* 44:39, Ajoutée par Al Jazeera Türk le 27 avril 2015. URL : <http://www.dailymotion.com/video/x2o5fx8>.
74. *news.am*, "Truck accident in Armenia, Turkish driver hospitalized," *news.am* 12 août 2015. URL : <http://news.am/eng/news/281133.html>.
75. UMB(E)A-TEPAV-TABDC (s.d.), "Impediments to direct trade between Turkey and Armenia," UMB(E)A-TEPAV-TABDC. URL : http://umba.am/pics/direct_trade_report.pdf.
76. *Ibid.*, p. 1.
77. « Nous n'avons pas encore compris pourquoi *Demirci Makina* (compagnie turque) est si fréquemment critiquée et pourquoi le sujet a acquis une dimension politique. Nous avons acheté ces produits parce que nous avons considéré que leur prix était intéressant, c'est tout ».
78. Ziflioğlu, Vercihan, "Karabakh Airport built with Turkish machinery," *Hurriyet Daily News* 25 juillet 2011. URL : <http://www.hurriyetdailynews.com/default.aspx?pageid=438&n=karabakh-airport-built-with-turkish-machinery-2011-07-25> ; voir également : *tert.am*, "Karabakh Airport 'built' with Turkish machinery," *tert.am* 26 juillet 2011. URL : <http://www.tert.am/en/news/2011/07/26/stepanakert-airport/1274066>.
79. *Ibid.*
80. En grande partie grâce à l'injection de moyens financiers notables par la diaspora arménienne.
81. Voir plus sur le site Internet de cette entreprise turque. URL : <http://www.zafer.com.tr/zafer.asp?cat=141&oid=20>.
82. Özedincik, Sinan, "Ermenistan'a konutla giriyor," *Sabah* 28 septembre 2014. URL : <http://www.sabah.com.tr/ekonomi/2014/09/28/ermenistana-konutla-giriyor>.
83. *news.am*, "Ministry dismisses reports on Turkish construction company in Armenia," *news.am* 2 octobre 2014. URL : <http://news.am/eng/news/231985.html>.
84. Un réalisateur turc proche de la mouvance islamiste, Ismail Kahraman, décrit comment une société turque travaille dans la rénovation de l'aéroport d'Erevan : Belgesel Yayıncılık, "Ermenistan notları," *Belgesel Yayıncılık* 5 août 2013. URL : <http://www.belgeselyayincilik.com/ermenistan-notlari>. Pour les réactions que cela a suscité en Arménie, voir : *tert.am*, "Turks install only facade windows of airport terminal: Zvartnots denies Turkish media reports," *tert.am* 2 novembre 2010. URL : <http://www.tert.am/en/news/2010/11/02/zvartnots/205725>.

85. Le site officiel de la compagnie : <http://www.furniwood.am/en/about-us.html>.
86. Le site officiel de l'exposition : http://expo.am/en/stroitelstvo_i_remont/.
87. La république autonome du Nakhitchevan est une entité administrative autonome d'Azerbaïdjan. Elle a des frontières directes avec l'Iran, l'Arménie et la Turquie, mais elle est sans continuité territoriale avec le reste de l'Azerbaïdjan. Ce territoire exclave constitue la seule liaison terrestre entre la Turquie et l'Azerbaïdjan.
88. Sur la question des monopoles dans l'économie arménienne, voir le rapport réalisé par la Banque Mondiale, largement repris dans les médias arméniens. Harutyunyan, Sargis, "Armenian Economy considered 'Most Monopolized' Among Ex-Soviet States," *Azatutyun* 27 novembre 2013. URL : <http://www.azatutyun.am/content/article/25182184.html> ; voir également le travail effectué par Hrayr Maroukhian Foundation, "Monopolies in Armenia." URL : <http://www.maroukhianfoundation.org/english/archives/1230> ; Grigoryan, Marianna, "Armenia Sees Only Oligarchs in Its Dreams of Carrefour," *eurasianet* 7 mars 2013. URL : <http://www.eurasianet.org/node/66656>.
89. Ziflioğlu, Vercihan, "Shuttle traders between Turkey, Armenia decry cargo price hike," *Hürriyet Daily News* 2 janvier 2011. URL : <http://www.hurriyetdailynews.com/default.aspx?pageid=438&n=armenian-shuttle-traders-hurt-by-monopolistic-price-hike-2011-02-01>.
90. Le rapport de la Banque Mondiale, *Re-Engineering a New Growth Model for Armenia: Accumulation, Competition, and Connectivity*, p. 23.
91. *Ibid.*, p. 23.
92. Gabbatt, Adam, "Turkish PM threatens to expel 100,000 Armenians over genocide vote," *The Guardian* 18 mars 2010. URL : <http://www.theguardian.com/world/2010/mar/18/turkey-threatens-expel-armenians-genocide>.
93. *Cihan news*, "Erdoğan threatens to deport Armenian citizens in Turkey," *Cihan news* 15 avril 2015. URL : <https://www.cihan.com.tr/en/erdogan-threatens-to-deport-armenian-citizens-in-turkey-1749534.htm>.
94. Le travail précédent de l'IFEA sur cette thématique par Burcu Gültekin signale par exemple la présence sur le marché arménien un grand nombre d'hommes d'affaires originaires de la mer Noire ; Gültekin, Burcu, *op. cit.*
95. Baghramyan, Mher, *The economic impact of opening the Armenian-Turkish border*, rapport du think tank Armenian International Policy Research Group, 2012, 18p.
96. *Ibid.*
97. *Ibid.*
98. Le centre de recherche économique turc TEPAV, le centre de recherche belge pour la paix et la sécurité GRIP, la fondation Hrant Dink et l'IFEA ont notamment publié des rapports concernant l'intérêt économique de l'ouverture de la frontière turco arménienne.
99. Gültekin, Burcu et Tavitian, Nicolas, *Les relations arméno-turques : la porte close de l'Orient*, GRIP, [postérieur à 2003], 32 p. URL : <http://www.grip.org/sites/grip.org/files/RAPPORTS/2003/2003-01.pdf>.
100. Voir carte numéro 1.
101. Le PIB signifie la richesse produite sur un territoire pendant une année complète.
102. Baghramyan, Mher, *The economic impact of opening the Armenian-Turkish border*, Armenian International Policy Research Group, 2012, p 18.
103. Baghramyan, Mher, *op. cit.*
104. Le rapport de Banque Mondiale, *op. cit.*, p. 67.
105. *Ibid.*, p. 67.
106. Voir carte numéro 2.

2. À la rencontre des acteurs militant pour le rapprochement turco-arménien sur le territoire national turc

- 1 Selon une étude conduite par Esra Çuhadar et Burcu Gültekin Punsmann¹⁰⁴ « entre 1995 et 2000, 64 initiatives ont été menées pour rapprocher les Arméniens d'Arménie, ou de la diaspora, et les Turcs ». Comme nous l'avons évoqué dans l'introduction, une des caractéristiques de ces initiatives est l'implication d'acteurs tiers externes qui fournissent une aide matérielle et un soutien « symbolique ». Malgré leur aspect local, donc parfois peu visibles, ces initiatives ont permis de mettre sur pied de nouveaux canaux de communication entre les deux pays dans un contexte d'absence de tout dialogue interétatique. Une autre caractéristique de ces initiatives est leur capacité à se déployer dans un contexte social hostile et faire parfois face à des mesures coercitives et restrictives de la part des appareils étatiques des deux pays. Cette situation conduit automatiquement les protagonistes de la normalisation à investir davantage dans des axes de coopération moins polémiques, pour ne pas s'attirer les foudres de l'opinion publique ni la censure des institutions publiques. Le choix d'un terrain politiquement neutre, que ce soit dans les domaines culturel, artistique, académique, etc., a permis aux acteurs engagés de déverrouiller les portes de l'espace public et de s'y exprimer. La préférence pour ces secteurs d'activités mettant de côté des sujets historiques et politiques, jugés dérangeants, permet aussi aux intermédiaires étrangers (fondations, ambassades, centres de recherche etc.) de s'impliquer dans le processus et de désamorcer les réactions des détracteurs de la normalisation des relations entre la Turquie et l'Arménie. La participation d'une multitude d'acteurs extérieurs dans l'organisation de l'événement *Beraber az mı tuz ekmek yedik*¹⁰⁵ dans la province de Kars est significatif à cet égard. Organisé autour de la cuisine locale, l'événement réunissait des femmes arméniennes et turques originaires des régions frontalières des deux pays et visait à mettre en avant les points en commun de l'hospitalité turque et arménienne. Dépourvu de tout aspect politique, l'événement n'a connu aucune entrave, ni de la part des autorités bureaucratiques et politiques ni de la part du public, et a encore une fois

bénéficié du soutien d'acteurs extérieurs tiers telles les ambassades des États-Unis et de Suisse.

I. Espaces de dialogue alternatifs : l'activité de la société civile au sein de l'espace politique turc

Acteurs associatifs

- 2 Capitale économique et culturelle de la Turquie, Istanbul est également le centre névralgique de la société civile active dans le rapprochement turco-arménien. L'une des ONG les plus actives dans ce domaine est Anadolu Kültür, fondée en 2002 par l'homme d'affaires et mécène turc Osman Kavala (avec le soutien financier d'Open Society). L'un des quatre axes d'activités de cette organisation, dont le siège se trouve au cœur d'Istanbul, porte sur le « dialogue culturel artistique avec l'Arménie » dans le cadre duquel ses membres élaborent des projets « englobant la vie sociale, l'histoire commune, la culture et les arts » et dont l'objectif est de « rapprocher les deux sociétés l'une de l'autre »¹⁰⁶.

Anadolu Kültür

- 3 Selon une de ses employées, elle-même d'origine arménienne, Anadolu Kültür serait « une des premières organisations turques à travailler avec l'Arménie, depuis 2005 ». En effet, Anadolu Kültür conduit différents projets culturels dont l'essence même est « de trouver des intérêts communs entre les membres des sociétés turques et arméniennes dans le but de créer une opportunité de coopération entre eux », nous a confié l'employée de l'ONG. À ce propos, cette organisation a établi en partenariat avec *The Golden Apricot Erevan International Film Festival*, un projet de coopération dans le domaine cinématographique, « Plateforme de cinéma turco-arménienne » [*Ermenistan-Türkiye sinema platformu*], dont le but est de « faciliter la coopération entre les cinéastes des deux pays (Arménie et Turquie) afin de développer une vision commune des œuvres de leurs deux pays et développer le nombre de coproductions »¹⁰⁷ de films et de courts-métrages dont les équipes de réalisation sont mixtes. Financièrement soutenue par diverses représentations diplomatiques et fondations étrangères¹⁰⁸, la Plateforme a alloué depuis 2010 des fonds aux réalisations conjointes de films arméniens et turcs dont certains ont par la suite été diffusés au 30^e *International Istanbul Film Festival*. « Nous aimons le cinéma et nous croyons en son pouvoir pour guérir, réconcilier et faire la paix. Nous croyons que le cinéma peut nous aider à dire des choses que nous n'avons pas dites pendant des décennies, et nous aider à nous connaître » comme le proclame la page Internet du projet, qui indique en outre l'objectif de mettre en place un réseau de cinéastes amateurs turcs et arméniens.
- 4 *Ermenistan-Türkiye Gençlik Senfoni Orkestrası* [l'Orchestre symphonique arméno-turc de la jeunesse] est un autre projet parrainé par Anadolu Kültür, lequel est de même nature que le programme cinématographique cité précédemment. Composé exclusivement de jeunes musiciens d'origine arménienne et turque, cet orchestre donne des concerts au répertoire varié : musique classique, réorchestration de morceaux folkloriques. Le groupe se produit en Turquie et en Arménie et a également participé à un festival international à Berlin en 2012¹⁰⁹.

- 5 Dans la même veine, l'ONG franco-arménienne Yerkir Union, par l'intermédiaire d'un groupe de musique composé de jeunes (*Van Project*), a effectué un travail commun avec Anadolu Kültür, ayant pour objet « la tradition locale musicale en Anatolie et l'héritage des traditions musicales des Arméniens qui y ont autrefois vécu »¹¹⁰. Le groupe a donné des concerts dans différentes localités en Turquie et a même réuni des ethnomusicologues turcs et arméniens afin de mener en commun des enquêtes de terrain. L'organisation de trois concerts (à Erevan, Van et Istanbul) par des praticiens de la musique folklorique arménienne et kurde et la conduite de travaux de recherche autour de ce sujet dans le cadre du projet –financé par l'UE (voir plus bas)– *Kadın Âşık ve Dengbêjler Projesi*¹¹¹, illustre comment des acteurs de la société civile arrivent à mobiliser des citoyens turcs et arméniens autour de thématiques dépolitisées, éloignées des polémiques et afin d'ouvrir des voies de dialogue et de bâtir des ponts de communication entre ces deux sociétés.
- 6 Sur le fond, ces projets ne proposent pas seulement une somme d'efforts communs, mais bien la création d'une ouverture afin de « pousser l'un à s'intéresser à l'autre », et surtout « de dire des choses que (les deux côtés)...n'ont pas été capables de prononcer pendant des décennies »¹¹². En ce sens, l'orientation sectorielle des initiatives d'Anadolu Kültür dans le domaine des arts et de la culture permettrait, selon les dires de l'employée de l'ONG interrogée, une expression conjointe qui est impossible pour les officiels. L'organisation d'ateliers au cours desquels des peintres arméniens et turcs se rencontrent, discutent et créent des conditions pour un réseau professionnel ; l'organisation d'expositions où sont montrées des œuvres photographiques mixtes réalisées par des Turcs et des Arméniens constituent des exemples parmi d'autres.
- 7 Nous voudrions également attirer l'attention sur un autre projet conduit par les membres d'Anadolu Kültür en partenariat avec les acteurs de la société civile arménienne. Financé par le Federal Foreign Office of Germany et réalisé par des partenaires tels que le Centre pour les études ethnologiques d'Arménie, Hazarashen, l'Union des acteurs arméniens, et Deutsche Welle International, l'objectif principal du projet *Speaking to One Another [Birbirimizle konuşalım]* était « d'utiliser les méthodes de formation continue, les échanges interculturels et des travaux sur la tradition orale pour former un pont entre les sociétés turque et arménienne et ainsi contribuer au processus de réconciliation des deux communautés ». Le projet, suivant trois stades, a réuni tout d'abord des étudiants turcs et arméniens dans le cadre d'un camp d'été en Arménie durant lequel les étudiants ont suivi ensemble des formations théoriques sur l'histoire et la tradition orale, et ont participé au processus d'élaboration d'une recherche encadrée par des universitaires turcs et arméniens. Les résultats de ces recherches ont été publiés en deux éditions, une version bilingue turco-arménienne et une version anglophone intitulée *Speaking to One Another: Personal Memories of the Past in Armenia and Turkey*. Dans un deuxième temps, les participants ont été formés à la photographie et à la manipulation de matériel vidéo afin de leur donner les moyens de réaliser leurs propres documentaires et photographies. Ainsi, formés de cette même manière en Turquie, en Arménie, ainsi qu'en Allemagne, les participants ont partagé leurs expériences lors d'une conférence internationale à Erevan, publiée ensuite sous la forme d'un livre intitulé *Prospects for Reconciliation: Theory and Practice*. Conçue conjointement par un Turc et un Arménien de la diaspora, une exposition itinérante a ensuite été montée, à partir des données audiovisuelles, photographiques et textuelles. L'exposition a circulé dans différentes villes turques et arméniennes (Istanbul,

Diyarbakır, Antakya, Yerevan, Gyumri, Ijevan et Vanadzor). Enfin, pour la phase finale du projet, l'ensemble des œuvres produites, de nature photographique, littéraire et vidéographique, a été rassemblé lors d'une exposition accueillie à Tbilissi et Batoumi (Géorgie), à Nicosie (Chypre) ainsi qu'à Berlin et à Paris.

- 8 Nos observations à travers l'exemple de cette ONG nous ont amené à conclure que les membres de la société civile turque travaillant à la normalisation des relations turco-arméniennes s'appuient sur des sources financières issues du domaine public et privé, en Turquie et à l'étranger, afin de développer leurs propres projets, ou répondent à des appels d'offres d'organisations étrangères, comme le programme *Support to the Turkey Armenia normalisation process* financé par l'instrument de stabilité de l'Union Européenne, que nous étudierons plus loin. Les partenaires publics sont fréquemment européens et nord-américains, ambassades des États-Unis et de Suisse par exemple, les instituts de recherche étrangers basés à Istanbul. Les fondations des Arméniens de la diaspora sont aussi particulièrement actives. Selon l'employée d'Anadolu Kültür, rencontrée dans son bureau à Istanbul à proximité de la place Taksim ¹¹³, les ONG travaillant à la normalisation des relations turco-arméniennes sont bien souvent à l'initiative de leurs projets.

Support to the Armenia-Turkey Normalisation process (SATNP) : le « coup de pouce européen »

Le SATNP est un programme financé par l'instrument de stabilité de l'Union européenne. Son objectif, comme son nom l'indique, est de contribuer à la mise en place des projets menés conjointement par des acteurs de la société civile turque et arménienne. Doté d'un budget de 2 millions d'euros, ce programme a débuté en juillet 2014 et pris fin en juin 2015. De nombreuses missions ont été menées, dont certaines ont attiré notre attention en raison de leur efficacité : un soutien aux médias ; des émissions de télévision permettant un échange entre Turcs et Arméniens ; le financement de voyages transfrontaliers pour professeurs, étudiants, artistes, architectes et entrepreneurs ; l'octroi de crédits pour mener des recherches dans le domaine de l'économie et du commerce bilatéral et enfin l'organisation d'un colloque international. Afin de mener à bien ce programme sur le terrain, huit organisations ont été mandatées au sein d'un consortium constitué pour orchestrer la coordination et le bon déroulement de l'évènement : quatre d'entre elles implantées en Arménie et les quatre autres en Turquie.

Les organisations turques ayant travaillé sur le projet sont :

Anadolu Kültür, dont il a été question précédemment ;

The Economic Research Foundation of Turkey [TEPAV, en turc Türkiye Ekonomi Politikaları Araştırma Vakfı], think tank d'économistes et de politologues basé à Ankara ;

Helsinki Citizens' Assembly (hCa), organisation indépendante dont les activités sont dédiées aux droits de l'Homme, à la paix et au respect des diversités en Turquie et dans le monde.

et enfin la *Fondation Hrant Dink*.

Les organisations arméniennes quant à elles sont :

Civitas Foundation qui œuvre au respect des droits de l'homme en Arménie et étudie la place de ce pays dans la région ;

Eurasia Partnership Foundation s'intéresse également aux droits de l'homme, à

l'indépendance et à la diversité des médias, à la jeunesse ainsi qu'aux relations turco-arméniennes et aux relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ; *Public Journalism Club* qui rassemble depuis 2011 des journalistes et des experts du monde des médias afin d'assurer l'existence d'une presse libre et diversifiée ; et enfin le *Regional Studies Center*, think tank qui étudie les questions sécuritaires, économiques et de gouvernance relatives à l'Arménie.

Armenia-Turkey Normalisation Process a ainsi organisé 55 événements répartis comme suit : 17 dans la province d'Istanbul et essentiellement à Istanbul même ; trois à Van et un dans chacune des villes d'Izmir, Ankara, Antalya, Gaziantep et Diyarbakır. Enfin, 30 événements ont été organisés à Erevan et dans ses alentours.

- 9 Outre les ONG, les institutions académiques et les autres organismes au statut officiel et dont les activités sont financées par des bailleurs de fonds internationaux, d'autres acteurs n'ayant pas de statut officiel travaillent aux rapprochements turco-arméniens comme *Nor Radyo* et le collectif *DurDe*.

Nor Radyo

- 10 *Nor radyo* permet l'écoute d'émissions aux thématiques variées et dont les programmes sont émis jusqu'en neuf langues différentes dont le kurde, le zaza et les différents dialectes arméniens. Les thèmes des émissions sont essentiellement d'ordre socioculturel et ont pour objectif de donner

la parole aux minorités grâce à un fonctionnement participatif. Un individu souhaitant s'exprimer sur une thématique particulière n'a ainsi qu'à adresser un mail au comité de direction, qui acceptera ou non le projet. Le conseil se rencontre chaque mois afin d'étudier les différentes propositions et d'organiser l'agenda des émissions

- 11 nous explique monsieur S., un des fondateurs de l'organisation. Cette initiative entreprise suite à l'assassinat de Hrant Dink et a été menée par les membres d'un mouvement d'Arméniens de Turquie, appelée *Nor Zartonk*¹¹⁴ (ou le « Nouveau Réveil »). *Nor Radyo* refuse de s'associer à un parti politique ou à une idéologie, néanmoins notre témoin, nous explique que le contenu des émissions touche essentiellement un public se situant à gauche sur l'échiquier politique turc et issu de diverses communautés minoritaires. La devise de la radio est « toutes les voix du monde, unissez-vous » [*Dünyanın tüm sesleri, birleşsin!*]. Faute de moyens financiers permettant notamment l'usage d'une fréquence radio pour émettre des programmes, les émissions sont diffusées sous forme de podcasts sur Internet. Libres d'espaces publicitaires, elles sont financées en partie grâce à des cours de langue arménienne dispensés dans un local loué par une association stambouliote, *Ermeni Kültürü ve Dayanışma Derneği* (EKDD, Association de culture et de solidarité arménienne), fondée elle aussi à l'initiative de *Nor Zartonk*. *Nor radyo* prend garde à ne délivrer aucun message patriotique ou communautaire de quelque nature que ce soit. Par exemple, selon l'un de ses fondateurs, la diffusion d'une chanson populaire en Arménie mais aux accents nationalistes et glorifiant l'armée arménienne dans le conflit du Haut-Karabakh, n'est pas souhaitable.
- 12 En se définissant comme une plateforme de discussion ouverte permettant la rencontre et l'échange de différents points de vue et idées, l'association *Nor Zartonk* invente un répertoire d'actions *low cost* reposant sur ses propres ressources, ce qui lui permet de

garder sa liberté d'action et son autonomie. Cet autofinancement est une des caractéristiques intéressantes de Nor Radyo, de même que sa possibilité d'aborder des sujets polémiques à travers ses émissions (par exemple, la destruction d'un ancien centre d'orphelinat arménien à Tuzla)¹¹⁵, alors que les ONG que nous avons évoquées précédemment mettent en place des projets plus neutres.

DurDe

- 13 Le collectif *DurDe* [Dis stop !], qui a des liens étroits avec l'organisation anti-raciste européenne EGAM¹¹⁶, a pour objectif principal de réunir « ceux qui luttent contre le racisme, le nationalisme, les crimes de haine, les discriminations ethniques, l'antisémitisme et l'islamophobie »¹¹⁷. Le collectif a été initié par un groupe de militants de gauche suite à l'assassinat de Hrant Dink en 2007, tout comme Nor Radyo¹¹⁸. D'une manière générale, les militants interrogés dans le milieu associatif turc, dont la moyenne d'âge tourne autour de trente ans, ont souligné l'impact qu'a eu l'assassinat de Hrant Dink sur leur engagement militant. Interrogé sur la position de *DurDe* concernant la normalisation des relations turco-arméniennes, Levent S., « porte-parole » de ce mouvement militant, a exprimé la volonté du collectif de mener une campagne, tout au long de 2015 dans le but de « faire reconnaître le génocide » et de « demander pardon aux Arméniens ». Le terme « porte-parole » est mis entre guillemets, car la plateforme *DurDe*, « bien qu'active à Istanbul », selon les propos de son porte-parole interrogé « n'a déposé aucun statut ». Elle n'est ni une association ni une entreprise et se définit comme un mouvement citoyen et une plateforme d'échanges. De ce fait, l'organisation n'a ni président, ni trésorier, ni secrétaire. Leurs réunions auraient le plus souvent lieu dans des cafés et leurs actions (distributions de tracts, manifestations...) seraient financées grâce aux donations de ses membres. D'après Levent S., le mouvement *DurDe* coopère avec des associations et membres de la diaspora arménienne et a notamment organisé une série de conférences ouvertes au grand public dans le cadre de sa campagne à l'occasion des commémorations. Selon son site Internet, ses membres auraient participé à différents événements en Arménie en avril 2015.
- 14 À Kadıköy, sur la rive asiatique d'Istanbul, nous avons pu assister à l'une des réunions-conférence à l'intérieur d'un des bars de la rue Kadife. La distribution de journaux et de tracts de gauche témoigne de la sensibilité politique des organisateurs de cet événement. Les conférenciers, deux jeunes originaires d'Adıyaman, région connue pour son conservatisme religieux, se réclament de leur origine arménienne. Récemment baptisés, ils revendiquent leur foi chrétienne et le retour à leurs racines. Installé à Istanbul depuis son plus jeune âge, l'un d'entre eux, Ferhat, nous confie après la conférence que le milieu métropolitain stambouliote lui a permis de pratiquer sa religion plus aisément. À son sens, l'éloignement du milieu provincial permet aux « Arméniens islamisés » ou « crypto arméniens » de s'affranchir de la pression sociale exercée dans les villages. Les deux jeunes hommes sont militants dans un parti politique turc d'extrême gauche. Ferhat est enseignant au sein d'une école primaire stambouliote et loue avec son cousin un appartement à Istanbul. Tous deux portent un nom turc et un nom arménien et s'ils mènent une activité associative et militante importante, ils n'en laissent rien paraître dans leur vie professionnelle.

Hrant Dink

En tant que fondateur d'Agos, Hrant Dink avait acquis un rôle de porte-parole de la communauté arménienne et fut un symbole de dialogue entre Arméniens et Turcs, un rôle auquel son assassinat a brutalement mis fin. L'assassinat de Hrant Dink et le procès de son assassin ont en effet contribué à l'ouverture d'un débat dans l'espace public. D'ailleurs selon Raymond Kévorkian, l'ouvrage de Fethiye Çetin (avocate d'Agos, amie et conseillère de Hrant Dink) intitulé *Le livre de ma grand-mère*, n'aurait certainement pas eu de telles retombées sans le travail de fond mené au préalable par Hrant Dink.

L'employée d'Anadolu Kültür, qui a en outre travaillé à Aras comme interprète et connaît bien les bureaux d'Agos, est également d'avis que la mort de Hrant Dink a joué le rôle d'électrochoc auprès de la population. De même, Armen, un kurde de Diyarbakır ayant toujours connu ses origines arméniennes, a fait le choix de dévoiler publiquement ses origines suite à cet homicide et est aujourd'hui un membre actif de la communauté ayant permis la restauration de l'église Saint Giragos¹¹⁹. Converti au christianisme, il est distributeur officiel d'Agos à Diyarbakır et confie livrer une cinquantaine d'abonnés dans cette ville, où le nombre d'abonnés est bien supérieur. Yetvart Tomasyan, fondateur de la maison d'édition Aras, affirme également que le « dossier arménien » est moins sensible qu'il y a 10 ou 15 ans, la mort de Hrant Dink ayant contribué à « réveiller les consciences¹²⁰ ».

La maison d'édition Aras

- 15 La maison d'édition Aras, qui n'est pas une association puisqu'elle agit à des fins commerciales, s'inscrit également dans cette démarche de rapprochement par le biais de la littérature et de la culture. Située sur l'avenue İstiklâl à Istanbul, Aras a été fondée en 1993 sans jamais changer de ligne éditoriale. Elle contribue à la traduction d'ouvrages arméniens, ou relatifs à l'Arménie et à la diaspora arménienne, vers le turc quelle qu'en soit la langue d'origine. Un aperçu général à travers le catalogue de publications de cette maison d'édition laisse comprendre que les ouvrages traduits, sélectionnés par les quelques personnes composant l'équipe de direction, sont principalement des romans, des nouvelles, des ouvrages poétiques ou encore des ouvrages historiques et culinaires. Ce choix éditorial est volontaire et pour reprendre la formule de monsieur Tomasyan, directeur d'Aras, « les ouvrages d'Aras doivent être l'occasion pour les Turcs et les Arméniens de s'asseoir et de discuter ensemble autour d'un verre de thé ». Arméniens et Turcs ont en effet « beaucoup à partager en raison de leur importante histoire commune et ces ouvrages doivent être un moyen pour la population turque de découvrir la culture arménienne ». Seule « la manière douce » préparera les Turcs à la reconnaissance du génocide et « les braquer serait contre-productif », selon notre interlocuteur.
- 16 Depuis sa création, la maison d'édition a publié près de 150 ouvrages. La meilleure vente a été enregistrée par le roman de Migirdiç Margosyan, intitulé *Gâvur Mahallesi* [le quartier des infidèles]. Écrivain originaire de Diyarbakır, l'auteur raconte dans cet ouvrage la vie des Arméniens restés à Diyarbakır, à l'intérieur d'un quartier de la vieille ville (Hançepek Mahallesi où se trouve actuellement l'église arménienne Saint Giragos). Le livre a été ensuite adapté en documentaire et diffusé pour la première fois à Diyarbakır, le 24 avril 2015, en présence de la maire de la la municipalité

métropolitaine de Diyarbakır, Gültan Kışanak, dans le cadre des commémorations du centenaire de 1915¹²¹.

- 17 Monsieur Tomasyan indique que la maison d'édition entretient des liens étroits avec la diaspora arménienne et le reste de la communauté arménienne en Turquie. En France, l'éditeur travaille en partenariat avec la maison d'édition Parenthèse implantée à Marseille, qui publie également de nombreux ouvrages sur les Arméniens. Notre entretien chaleureux avec le représentant d'Aras nous a permis de prendre conscience des relations étroites entretenues entre les différents acteurs de la communauté arménienne et le microcosme formé par ces différentes associations¹²².
- 18 Ainsi, tout comme, Nor Radyo et Anadolu Kültür, l'objectif d'Aras est de créer du contact entre Turcs et Arméniens en permettant aux « Arméniens de Turquie d'avoir accès à leur histoire et à leur culture et de permettre aux Turcs de découvrir la culture arménienne ».

HAYCAR

La communauté arménienne s'efforce de consolider ses ressources propres mettant à profit l'engagement et l'expertise de ses membres en axant ses activités sur le patrimoine arménien en Turquie. L'exemple de l'association HAYCAR est illustratif à cet égard. Elle affirme « réunir sous le même toit » [“bir çatı altında toplamak”, en turc] les ingénieurs et architectes arméniens citoyens de Turquie dans le but de « contribuer à la rénovation et restauration des œuvres culturelles qui reflètent » la culture et l'histoire arménienne¹²³. Selon le témoignage d'un de ses fondateurs sur la chaîne pro-kurde IMC TV, l'acronyme HAYCAR est composé de Hay (arménien) et, Car, abréviation de caravert (architecte), et la totalité de ses membres (180 en 2012) sont des Arméniens de Turquie¹²⁴. Les membres de l'association constituent une plateforme de spécialistes prêts à proposer leurs services pour tout travail de restauration relevant du patrimoine arménien.

- 19 La recherche d'acteurs pro-rapprochement nous a permis de comprendre que différentes modalités de rassemblement existent pour les citoyens turcs. Souvent peu connues ou peu médiatiques, ces diverses modalités contribuent au processus que chercheurs et journalistes nomment la normalisation des relations turco-arméniennes. Certains de ces processus sont toutefois susceptibles de complètement échapper à l'espace médiatique ou de rester hors caméras et du cadre habituel de la conduite d'un « projet pour la normalisation » par une ONG. Simplement, il est possible de résumer la chose ainsi : « on n'en parle pas, mais ça existe ». La prochaine partie présente donc différents acteurs que nous avons eu l'opportunité de rencontrer et travaillant à leur échelle au rapprochement turco-arménien.

Témoignages et récits d'initiatives individuelles : Fatih et Şeyhmus Diken

- 20 Nous nous sommes efforcés dans les paragraphes précédents de présenter diverses organisations et associations œuvrant à l'ouverture de la frontière turco-arménienne. Aussi, nous tenons à présenter le projet de Fatih, jeune étudiant à l'université de Van, qui nous offrira un éclairage sur les motivations qui l'ont poussé à s'engager personnellement dans le rapprochement turco-arménien.

Fatih

- 21 Ce jeune étudiant en histoire de l'art à l'Université de Van , a mené de sa propre initiative un travail de recensement de plus de 200 œuvres du patrimoine arménien à Van. Effectué en raison de son intérêt personnel, et en lien avec son parcours universitaire, cette activité de documentation a débouché sur l'organisation d'excursions à l'adresse de son entourage constitué d'étudiants turcs ou de professionnels de divers secteurs (médecins, enseignants...) provenant des grandes villes de l'ouest de la Turquie. Cet entourage emploie désormais une partie de son temps libre à faire des randonnées culturelles à la découverte du patrimoine arménien. Lui-même kurde, Fatih explique ne pas avoir d'origine arménienne, mais souhaite mettre en lumière l'héritage culturel arménien de la province de Van

J'ai découvert une vieille habitation et des traces arméniennes anciennes partout où je suis allé à Van et dans ses alentours. Il doit y avoir une explication à ça. C'est que dans ces terres, les Arméniens ont autant de droits que les Kurdes.

- 22 En tant que local, il nous assure avoir vu le premier Arménien de sa vie à 26 ans lors de la première cérémonie religieuse arménienne de l'église d'Akhtamar (il prononce Aktamar à la façon arménienne et non à la manière turcisée), qui sera plus tard ouverte au public sous la forme d'un musée.

Je suis parti en Arménie pour découvrir de mes propres yeux à quel point leur culture est proche de la nôtre et pour voir comment ces gens nous ressemblent. Ce peuple qui habite là-bas est notre autre moitié.

- 23 Fatih désigne du doigt les reproductions d'anciennes coupures de presse occidentale traitant la répression subie par les Arméniens, fixées au mur du bar où nous l'avons rencontré. L'une des copropriétaires de ce bar, qui semble être d'origine arménienne (de Diyarbakır) lui a donné le nom *Hınar* en référence à « la grenade, fruit totémique du peuple arménien ». L'endroit a des allures de microcosme et rassemble à Van de nombreux étudiants originaires de l'ouest de la Turquie (Istanbul, Izmir et Ankara principalement).

- 24 Bien que les activités de rapprochement dépendent davantage des associations et des milieux intellectuels, quelques acteurs politiques y participent également. Parmi ceux-ci, nous avons distingué des regroupements d'activistes de la communauté arménienne engagés sur différents dossiers sensibles, ainsi que les municipalités du parti HDP. Mais de manière générale, lorsque les « activités de rapprochement » existent, celles-ci se traduisent bien souvent par des projets d'ordre culturel. À l'image des projets menés par *Anadolu Kültür* mettant à profit les réseaux internationaux et la renommée philanthropique de son fondateur, ainsi que des projets menés par la Fondation Hrant Dink présente dans un grand nombre de programmes culturels promouvant la normalisation des relations turco-arméniennes. Nous avons également constaté que différentes ONG œuvrant à la normalisation des relations entre la Turquie et les Arméniens (que l'on entende par là les Arméniens citoyens turcs, les Arméniens de la diaspora ou ceux qui viennent d'Arménie) grâce à des financements d'acteurs étrangers ne représentent qu'une partie des actions existantes. Comme nous l'avons souligné précédemment, bien des exemples à ce propos montrent que différents acteurs situés hors de l'espace médiatique contribuent à des avancées sur « la question arménienne ». L'Association des Arméniens et des Alévis de Dersim dans la région de Tunceli (Dersim), DERADOST, que le président Serkan Sariataş qualifie d'association qui « s'efforce de

créer des amitiés entre les deux pays », en est un bon exemple. Répondant à nos questions par e-mail, M. Sariataş rapporte que son association avait lancé des cours de langue arménienne à Tunceli qui ont attiré « des Arméniens, des Kurdes, des Zazas et des Turcs » de la province, ainsi que des enseignants de l'université locale. Les membres de l'association semblent entretenir des relations avec la diaspora arménienne en raison des liens que les Arméniens originaires de Tunceli continuent de garder avec « la terre de leurs ancêtres ». Selon M. Sariataş, les membres de la « diaspora » apportent leur aide à l'association Deradost en cas de problème rencontré lors de voyages organisés en Arménie. L'association souhaite la réouverture des frontières et la reprise des échanges économiques

Nous ne sommes pas en état de guerre avec l'Arménie, alors d'où vient cet embargo ? (...) les deux pays doivent créer des canaux de communication et ouvrir leurs portes pour faciliter nos voyages (...), pourquoi au lieu de faciliter notre vie, choisissent-ils de la rendre plus difficile ?

- 25 s'interroge notre interviewé. Grâce aux statistiques ottomanes, il est prouvé que la population arménienne de Tunceli était à un tiers arménienne au début du 20^e siècle¹²⁵. Aussi, le fait qu'un grand nombre d'Arméniens soient devenus alévis pour échapper à la mort émerge dans les médias turcs, surtout après la déclaration de l'archevêque arménien, le vice-patriarche Aram Ateşyan d'après qui « 90 % des habitants à Tunceli seraient d'origine arménienne ». Selahattin Gültekin, un habitant de cette province, a annoncé la création de l'Association de la Foi et de la Solidarité des Arméniens de Dersim, en 2010. Reconverti au christianisme, M. Gültekin a pris le prénom de Miran Pirgiç.

Je ne veux plus que les Arméniens de Dersim portent des prénoms turcs et kurdes. Nous devons vivre sans nous cacher. (..) Je suis en paix avec moi-même, après avoir vécu 50 ans avec les croyances des autres

- 26 dit au journaliste turc, M. Gültekin Miran Pirgiç¹²⁶. Il a du reste suivi la procédure légale pour faire inscrire la mention « chrétien » ainsi que son nouveau prénom arménien sur sa carte d'identité turque et a obtenu satisfaction¹²⁷. Notre interviewé, monsieur Sariataş confirme également l'existence de ceux qu'on appelle parfois les « crypto Arméniens » et qui peinent à subsister dans un environnement hostile.

Il y a des Arméniens qui vivent sur ces terres, ceux qui ont échappé à l'épée. Ils ont choisi de vivre, ont changé, mais ont toujours gardé le feu à l'intérieur (...). Ils vivent sur leurs propres terres comme des immigrés.

Şeyhmus Diken

- 27 Nous avons également eu l'opportunité de rencontrer l'écrivain de Diyarbakır şeyhmus Diken, militant reconnu du droit des minorités de Turquie et les membres de la Fondation Ismail Beşikci qui participent activement aux événements dédiés à la commémoration du génocide arménien.
- 28 Écrivain reconnu et passionné par l'histoire locale de Diyarbakır, şeyhmus Diken nous explique avoir partagé dans son enfance de nombreux moments avec des Arméniens du quartier des « infidèles » de sa ville natale. Ces souvenirs nourrissent l'inspiration qui lui permet de continuer à écrire. Il fait partie du Conseil des Trente de la ville de Diyarbakır, conseil consultatif créé par la municipalité qui souhaite développer une plateforme d'expression pour toutes les minorités locales. Monsieur Diken a consacré trois de ses dix-huit romans à la vie et l'histoire des Arméniens de Turquie et entretient

des relations avec la communauté arménienne de Turquie, surtout ceux originaires de Diyarbakır. D'autres auteurs à Diyarbakır publient sur ce sujet mais il est le seul à être traduit en anglais, français, allemand et arménien. Monsieur Diken s'est rendu deux fois en Arménie (en 2010 et 2011), la seconde fois grâce à la municipalité qui a réuni plusieurs membres de la communauté arménienne de Diyarbakır. Actif dans le mouvement politique kurde, il nous a invités à le rencontrer dans le local du journal *Tigris*, journal de Diyarbakır, afin d'illustrer l'attitude d'ouverture qu'a le mouvement kurde envers la cause arménienne en Turquie. Alors qu'il est également l'auteur d'une émission pour la chaîne de télévision IMC, proche du HDP, il a été amené à parler de la question arménienne en Turquie et utilise volontairement le terme génocide. Il est effectivement intéressant de découvrir l'activisme des organisations du mouvement kurde dans la défense des droits de la communauté arménienne en Turquie. L'une de ces organisations, la fondation Ismail Beşikçi est par exemple fréquemment le lieu d'événements qui portent sur l'histoire et patrimoine des Arméniens en Turquie. Ismail Beşikçi, dont la fondation porte le nom, est un sociologue et écrivain turc militant pour les droits des minorités en Turquie (au premier chef ceux des Kurdes). Il a été décoré de la médaille Gevorg Surenyants par le Congrès des Arméniens occidentaux et l'Université d'État d'Erevan pour ses activités en faveur du combat des Arméniens en Turquie¹²⁸. Selon le vice-président de la fondation, interrogé en son siège de l'avenue Istiklâl, les membres de la fondation sont très actifs dans la promotion de la mémoire arménienne locale dans les régions du sud-est de la Turquie : il cite par exemple la publication d'un livre à ce sujet¹²⁹.

II. Dynamiques locales des relations turco-arméniennes

La politique locale des municipalités et la question arménienne

- 29 L'exemple de l'étudiant de Van, ainsi que ceux d'autres personnes intéressées par les questions posées par l'héritage arménien de Diyarbakır après la rénovation de l'église de Saint Giragos, enfin la tentative avortée de construction du « monument à l'Humanité » à Kars rappelant un « passé » partagé avec les Arméniens, montrent que la « question arménienne » peut devenir un objet important pour les élus locaux. Elle est en effet susceptible de cliver l'opinion publique locale, en « pour » et « contre », et devenir un sujet de discord dans la politique des municipalités. Ceci est surtout visible là où le discours du HDP ne rencontre d'écho qu'après une partie de la population. En effet, l'opposition locale est moins obstruante par rapport au processus de normalisation quand l'activisme du HDP paraît être dominant, comme à Van et à Diyarbakır, où son message est favorablement accueilli chez la majorité des locaux. La participation directe d'un député du HDP à l'événement *Beraber az mı tuz ekmek yedik* (évoqué précédemment) alors que d'autres forces politiques locales, plus conservatrices, ne se sont pas rendues à l'événement, témoigne de ce clivage. L'organisation d'un concert donné par un musicien de jazz arménien a été également désapprouvée par les nationalistes de Kars, à commencer par le chef de la municipalité Murtaza Karaçanta, alors que son rival politique local y assistait au premier rang¹³⁰. Les milieux nationalistes d'Iğdır, où les citoyens turcs d'origine azérie sont très présents, ont par exemple protesté contre la mise en place de panneaux de signalisation en

arménien dans le district de Tuzla de la province d'Iğdır, alors que la municipalité tenue par le HDP a défendu le bien-fondé historique de cet acte¹³¹.

- 30 La municipalité de Van, dirigée par le HDP, a organisé une conférence sur le « 100^e anniversaire des génocides arménien et assyrien »¹³². Les affiches relayant l'information faisaient bien mention du terme génocide. Interrogeant des locaux sur la nature des associations contribuant à la tenue de cet événement, nous avons appris sans surprise l'investissement des partisans locaux du HDP¹³³. Ainsi, dans un entretien donné à la chaîne CNN Türk, le co-président du parti, Selahattin Demirtas, a répondu sans circonlocution qu'il reconnaissait la réalité du génocide arménien et qu'il pensait que la Turquie devrait faire le nécessaire concernant cette question¹³⁴. Encouragés par la ligne donnée par de hauts responsables du parti sur la question, les militants locaux lancent des activités capables de « conscientiser » l'opinion publique sur certains aspects de l'histoire : les bâtiments administratifs tenus par le HDP arborent des plaques où sont inscrites la traduction du nom en arménien (et également en arabe, en kurde et en assyrien), comme dans la municipalité de Sur à Diyarbakır. Un autre élément important qui attire l'attention est l'existence du grand nombre d'abonnés au journal *Agos* dans la ville de Diyarbakır, où le journal est présent dans la plupart des lieux publics.
- 31 Le potentiel économique du tourisme culturel a encouragé les entrepreneurs locaux à prôner ouvertement l'ouverture des frontières entre la Turquie et l'Arménie. Directeur d'une agence de voyages, Ayanis, qui a participé à plusieurs reprises à des événements financés par l'ambassade des États-Unis à Erevan et par d'autres organismes ayant réuni des hommes d'affaires actifs dans le secteur touristique, pense que l'ouverture du poste frontalier d'Alican à Iğdır serait de nature à dynamiser le tourisme local, Van se trouvant géographiquement à moins de trois heures d'Erevan. Cette situation rappelle celle de Diyarbakır où l'ouverture de l'église arménienne a encouragé le débat public et a incité les habitants locaux à ne pas craindre de discuter des « pages sombres de l'histoire ». Lors de notre trajet entre Iğdır et Van, nous avons eu la chance de rencontrer trois Arméniens d'Arménie en voyage touristique. Par le biais d'un de leurs amis résidant à l'étranger, ils ont fait la connaissance d'un résident de Van qui s'est alors proposé de les héberger et de leur faire visiter les lieux touristiques de la région. Le groupe s'est ainsi rendu à Diyarbakır, où il a visité l'église de saint Giragos ainsi qu'à Ani. Pendant notre conversation, l'un d'entre eux partageait avec sa famille notre vue sur le mont Ararat, via Skype. Sa connexion Internet ne lui coûtait rien, car il captait le réseau arménien. Selon notre interlocuteur, à l'inverse, l'Arménie procéderait sur son territoire au brouillage du réseau turc. Ce témoignage montre l'importance des réseaux privés entre les locaux et les Arméniens de l'extérieur lors des voyages effectués dans des provinces riches en patrimoine arménien.
- 32 Au-delà de la nature commune de leurs activités, soit le développement d'actions orientées vers le domaine culturel, un point commun des acteurs étudiés est leur absence de relation avec les organes officiels. En effet, Diyarbakır est à notre connaissance la seule ville où la mairie a participé aux projets engagés par la société civile ou a fait preuve d'une volonté de rapprochement officiel¹³⁵. Mais, comme la législation turque restreint l'autonomie des municipalités en matière de politique étrangère selon les propos de B., responsable des affaires extérieures de la municipalité de Sur, la ville n'est pas en mesure d'approfondir ses relations avec l'Arménie. Notre interlocuteur cite à titre d'exemple l'opposition du pouvoir central turc aux protocoles signés par la municipalité de Sur avec les pouvoirs locaux palestiniens à Ramallah¹³⁶. Ce

constat n'est qu'à moitié surprenant. La politique extérieure d'Ankara envers l'Arménie n'étant pas à l'ouverture, les municipalités s'alignent sur la conduite du pouvoir central. En revanche, les officiels interrogés, dans certaines municipalités et autorités locales, ont exprimé leur souhait de voir s'ouvrir la frontière turco-arménienne mettant en avant l'aspect économique de la question. Ce type d'acteurs ne mène pas pour autant d'activités pro rapprochement et n'ont en aucun cas l'intention de procéder à la reconnaissance du génocide des Arméniens. D'ailleurs, comme nous allons le voir, dans les villes de Kars et Iğdır, et dans une moindre mesure Van, c'est la thèse d'une tentative de génocide commis par les Arméniens envers les Turcs qui est davantage soutenue, ce qui n'empêche pas les pouvoirs locaux de souhaiter l'ouverture de la frontière pour des raisons économiques.

Une mémoire locale contrastée

- 33 Au vu de notre travail de terrain à Diyarbakır, il aurait été tentant de conclure que les Kurdes partisans du HDP étaient tous favorables à une normalisation turco-arménienne. Cependant, nos entretiens et observations hors de Diyarbakır nous ont fait comprendre que les militants du HDP ne sont pas systématiquement réceptifs à cette perspective réconciliatrice. À Kars, nous avons rencontré plusieurs militants HDP impliqués dans l'organisation de la campagne des élections législatives de juin 2015. Lors de nos entretiens, alors qu'ils étaient ouverts à la condition des minorités ethniques, religieuses et sexuelles en Turquie, leur attitude à l'égard des Arméniens était extrêmement fermée. Pour justifier ses propos, un des militants nous a confié son histoire familiale et la façon dont ses grands-parents kurdes furent victimes des Arméniens entre 1915 et 1920. À Kars toujours, un autre militant nous a relaté le déplacement forcé de ses grands-parents, qui résidaient sur des territoires situés en Arménie actuelle. À Iğdır, un Kurde a affirmé que ses ancêtres possédaient des terres de l'autre côté de la frontière, désignant du doigt les montagnes d'Alagöz en Arménie, les appelant « nos montagnes ». Un habitant à la frontière arménienne dans la province d'Iğdır s'est plaint de la proximité de la centrale nucléaire de Metsamor en Arménie qu'il nous fait découvrir de loin : « ils nous empoisonnent avec ça... ça va jusqu'à Bitlis ces fumées » lâche-t-il lors de notre voyage de Kars à Iğdır.
- 34 Les massacres des populations locales kurdes et turques par les Arméniens dans les villes de l'est de la Turquie occupent une place non négligeable dans la mémoire collective locale. À Kars à l'intérieur d'une des anciennes mosquées de la ville, Ulu Camii, au pied de l'ancien fort, sont visibles des traces de « graisse humaine » sont entretenues et encadrées. D'après les locaux et un officiel de la municipalité de Kars, ces traces seraient dues à un incendie allumé par des Arméniens après qu'ils eurent enfermé à l'intérieur de la mosquée les notables de la ville. L'entretien des traces est motivé par la volonté des locaux de ne pas oublier « cet acte meurtrier et barbare », selon un membre des autorités locales. À Van, les vestiges du quartier musulman entièrement détruit au pied du fort, sur les rives du lac, témoigne du sort qu'a connu une partie de la population musulmane lors de la Première Guerre mondiale, nous explique le responsable de la section locale de la rénovation des œuvres historiques, lui-même originaire du sud-est de la Turquie. Ainsi, dans ces villes, en raison de l'historiographie locale, les Arméniens sont perçus par une partie de la population comme des agresseurs ayant perpétré des massacres sur les populations civiles turques et kurdes locales.

Photographie 3 : Résidus de graisse humaine, Ulu Camii, Kars

ADRIAN FOUCHER, ELSHAN MUSTAFAYEV, 6 AVRIL 2015

- 35 Cette historiographie est appuyée par la présence de nombreux monuments aux morts et stèles. À Oba, village à proximité d'Iğdır, deux monuments ont été érigés à la mémoire des Turcs dont les corps furent découverts dans une fosse collective. Les monuments sont peu entretenus et paraissent être complètement oubliés des locaux. L'un d'entre eux se trouve au sein du jardin privé d'un villageois azéri qui se plaint du désintérêt total des autorités locales à l'égard de ces monuments mis en place par les soins de l'ancien préfet d'Iğdır, lui-même archéologue. Ce monument nous rappelle celui que nous avons difficilement découvert dans la province de Van près du village de Zeyve. Une fosse commune où ont été enterrés des musulmans locaux aurait été également découverte dans ce village au bord du lac de Van. L'accès au complexe est condamné et selon les propos d'un local, il ne serait ouvert au public que durant les mois d'été « faute de l'intérêt des touristes » bien que le monument soit bien entretenu. Nous avons également découvert, presque par hasard, un monument à la « mémoire des Turcs massacrés par des Arméniens » érigé au bord de l'autoroute ralliant Kars aux vestiges de l'ancienne ville arménienne Ani.

Photographie 4 : Monument à la mémoire de Turcs massacrés par les Arméniens à Oba (population azérie) dans le département d'Iğdır

Adrian Foucher et Elshan Mustafayev, 6 avril 2015

Photographie 5 : Monument « à la mémoire de Turcs massacrés par les Arméniens » dans le village de Zeyve (département de Van)

Elshan Mustafayev et Adrian Foucher, 10 avril 2015

- 36 À Iğdır, un musée, financé par la *Fondation d'aide au développement d'Iğdır et ses comtés* [*Iğdır İli ve İlçelerini Kalkındırma Vakfı*], a été bâti en 1997 afin de « commémorer la

mémoire du million de Turcs tombés dans l'est de l'Anatolie et dans le but de répondre à ceux qui ont déclaré le 24 avril comme étant le jour du génocide, ainsi qu'aux nombreux monuments érigés à cet effet à travers le monde ». Cette affirmation provient de la déclaration finale d'un colloque international intitulé « Réalités historiques et Arméniens », organisé à Iğdır, en 1995, inscrite sur une plaque dorée et accrochée à l'entrée du musée-monument. Cet édifice, le plus haut monument commémoratif en Turquie, et dont l'auteur est un sculpteur azerbaïdjanais est légèrement excentré et est situé l'entrée est d'Iğdır. Sa localisation correspond en fait au croisement des routes en provenance d'Iran, d'Arménie et d'Azerbaïdjan. L'édifice est coiffé de cinq épées, lames pointées vers le ciel qui, vu de haut, représentent l'étoile du drapeau turc et dont les gardes sont ornées d'éléments tirés de l'imagerie nationaliste (loups, guerriers seldjoukides et turcs). En sous-sol, une des salles du musée est entièrement consacrée à l'ASALA³⁷ et aux diplomates turcs que l'organisation a assassinés dans les années 1970 et 1980.

Photographie 6 : Musée d'Iğdır « à la mémoire de la tentative de génocide turc commise par les Arméniens » au bord de la route qui mène aux vestiges de l'ancienne ville d'Ani dans le département de Kars

Elshan Mustafayev et Adrian Foucher, 10 avril 2015

- 37 Les villes de Kars et Iğdır souffrent d'un enclavement géographique néfaste à leur développement économique, que l'ouverture de la frontière pourrait atténuer. Ainsi, l'intérêt des officiels de ces villes pour l'ouverture de la frontière turco-arménienne est purement d'ordre économique. Certaines personnes interviewées à Kars considèrent que leur ville est moins chanceuse qu'Iğdır qui profiterait largement du commerce frontalier avec l'Azerbaïdjan et l'Iran. Des étudiants en médecine, originaire de l'ouest de la Turquie et internes à l'hôpital central d'Iğdır, témoignent du faible niveau de développement de la ville. Une simple observation permet de relever la présence d'un

grand nombre de touristes iraniens dans les régions de Van et Iğdır, conséquence « naturelle » de la proximité géographique de l'Iran.

- 38 En somme, l'État turc ou plus précisément des forces politiques nationalistes influentes dans l'appareil d'État à tous les niveaux ont encouragé une politique patrimoniale idéologique dans certaines provinces est du pays dans le but d'appuyer les thèses officielles au sujet des massacres et de déportations des Arméniens de l'Empire ottoman en 1915. Si on prend également en compte les monuments à la mémoire des victimes de Khodjaly dans différentes municipalités turques, au moment de la commémoration du centenaire du génocide arménien, on peut dire que l'État turc n'a pas totalement abandonné cette politique mémorielle. Il l'a cependant infléchi ces dernières années en fonction de la nouvelle conjoncture nationale marquée par la libéralisation relative de l'expression politique au sujet des minorités ethniques et religieuses dans le pays. Le *patrimoine arménien* est devenu une des dimensions centrales de la question arménienne en Turquie, et sa rénovation est vue comme une étape importante dans le processus de la normalisation avec le peuple arménien. Plusieurs acteurs –État, municipalités, associations culturelles ou communautaires, etc...– sont impliqués dans ce processus de réhabilitation du patrimoine arménien, et comme nous allons le voir, leurs motivations et objectifs diffèrent passablement.

Diyarbakır et Van, l'acte symbolique de la rénovation des églises arméniennes de Saint Giragos et d'Akhtamar

- 39 Sur les milliers d'églises arméniennes du territoire anatolien au début du XX^e siècle, seules six remplissent actuellement une fonction de lieu de culte. La restauration de deux anciennes églises arméniennes dans l'est de la Turquie et l'impact suscité méritent d'être soulignés.

Saint Giragos

- 40 À Diyarbakır, l'église Saint Giragos est souvent présentée comme « la plus grande église arménienne du Moyen-Orient avant 1915 ». Après le massacre de la population arménienne locale et la destruction de son clocher, l'église a été transformée en un quartier militaire allemand, puis fut utilisée comme lieu de dépôt et son état s'est progressivement détérioré. Le 23 octobre 2011, grâce au travail commun d'Arméniens de Turquie, notamment ceux de Diyarbakır et des associations de la diaspora arménienne, et avec l'aide technique et financière de la mairie de Diyarbakır alors tenue par Osman Baydemir¹³⁸, l'église Saint Giragos a été rouverte au public, après rénovation. Concrètement, la fondation Hidir Ilyas de l'Église arménienne Saint Giragos à Diyarbakır s'est regroupée en un « comité exécutif » afin de procéder aux travaux et a sollicité auprès de la section régionale de la direction générale des Fondations¹³⁹ l'autorisation pour un projet de restauration. Selon un employé de la mairie de Diyarbakır, la municipalité aurait participé à hauteur d'un million de livres turques, sans compter le soutien technique et logistique, sur un coût total de 6 millions de livres turques. Le reste a été financé par la diaspora, et plus particulièrement par ses membres originaires de Diyarbakır.
- 41 Ouverte à tous, l'église est davantage un musée qu'un lieu de culte puisqu'une seule messe annuelle s'y déroule faute de nomination d'un prêtre par le Patriarcat.

« Pourquoi le Patriarcat ne nomme-t-il pas un prêtre permanent ? » s'interroge vivement un Franco-arménien de la diaspora, responsable actif d'une influente association de la diaspora en Europe, Yerkir. Interrogés sur ce sujet, les visiteurs présents dans l'église que nous rencontrons nous affirment que le site de l'église est un autant un lieu de promenade qu'un endroit spirituel. En dehors de la messe annuelle, l'église accueille effectivement peu de fidèles, des Arméniens de la diaspora ou des « Arméniens cachés », mais attire de nombreux visiteurs. La présence d'une terrasse et d'une « maison de thé » [çay evi] – où de nombreuses personnes pique-niquent, tels des employés de la municipalité, des familles issues de la petite bourgeoisie de Diyarbakır – créent une ambiance conviviale et chaleureuse. À l'intérieur de l'église, des enfants jouent à cache-cache, tandis que des jeunes filles, dont certaines portent un foulard, se prennent en photo avec leur téléphone devant les cierges allumés. L'église est ainsi un objet de curiosité pour la population locale qui manifeste une volonté d'ouverture à l'égard des Arméniens.

- 42 Plusieurs des visiteurs locaux rencontrés au sein de l'église nous ont confié avoir un ancêtre, généralement une grand-mère, d'origine arménienne, et s'être constitués en « communauté arménienne » après la restauration de l'église arménienne. Turan, jeune homme kurde d'origine arménienne rencontré au sein de l'église, nous a expliqué que des pique-niques hebdomadaires ouverts à tous étaient organisés les week-ends de printemps et d'été, avec les membres de l'église. Selon lui, cela permet, tout comme les concerts, les expositions et les autres événements, que l'église abrite ponctuellement, de souder les membres de la petite néo-communauté des Arméniens de Diyarbakır.
- 43 Concernant la municipalité, la remise à neuf de l'église par les autorités locales s'inscrit à nos yeux dans une stratégie de « redécouverte » du caractère multiculturel de la ville, comme l'indique dans son billet Clémence Scalbert Yücel¹⁴⁰. Par ces investissements, la municipalité de Diyarbakır ne cache pas espérer développer son potentiel touristique en direction de l'Arménie et des membres de la diaspora. Les propos tenus par Osman Baydemir le 25 septembre 2012, alors qu'il était maire de Diyarbakır, démontrent la particulière ouverture de la municipalité envers l'Arménie : dans le cadre d'une table ronde portant sur l'élargissement du dialogue turco-arménien organisée par le Erevan Press Club à Diyarbakır, Osman Baydemir avait déclaré devant des médias des deux pays qu'il invitait tous les groupes ethniques, les Arméniens, les Yézidis et les Chaldéens dont les ancêtres avaient vécu à Diyarbakır, à revenir sur leurs terres¹⁴¹. « En tant que Maire de Diyarbakır, j'appelle mes frères arméniens à revenir dans leur ville », avait-il déjà dit lors d'une rencontre avec des membres de la diaspora à Diyarbakır¹⁴². Il avait également témoigné, peu après le début des travaux de l'église, vouloir entendre les cloches de l'église résonner parallèlement à l'appel à la prière musulmane. La ville accueille en outre régulièrement des musiciens, artistes, etc. d'origine arménienne de Diyarbakır. L'investissement des Arméniens de la diaspora dans la rénovation du patrimoine arménien à Diyarbakır semble créer une sorte de contact informel entre ceux-ci et les hauts responsables de la mairie¹⁴³.

L'église d'Akhtamar

- 44 Contrairement à la rénovation de l'église arménienne à Diyarbakır qui a été le fruit d'une collaboration entre acteurs non étatiques, l'église de la Sainte Croix à Van, sur l'île d'Akhtamar a été rénovée et transformée en musée en 2007 par les pouvoirs publics turcs. Cette opération qui aurait pu être perçue comme un signe d'ouverture de

la part d'Ankara a surtout été interprétée en Arménie et par la diaspora comme une tentative de récupération. L'installation de la croix au sommet de l'église a ainsi posé de nombreux problèmes et l'autorisation de célébrer la première messe au sein de l'église n'a été accordée qu'en 2010. Le site d'Akhtamar est actuellement un important site touristique accueillant de nombreux visiteurs tout au long de l'année. Administrativement, il se situe dans un district de Van dont la municipalité locale est gouvernée par l'AKP. Sur l'embarcadère, depuis lequel s'effectue la traversée pour atteindre l'île, un panneau bilingue en turc et en anglais ne mentionne qu'à une seule reprise l'origine de l'église sans évoquer sa construction par des Arméniens ni les événements de 1915. À l'intérieur de l'église, une stèle en langue arménienne rappelle les origines historiques du site. Le gardien du lieu, un Azéri de Van¹⁴⁴, nous montre avec fierté un tas de bougies confisquées par ses soins, nous expliquant qu'il est interdit de prier ici sauf une fois dans l'année, début septembre. Ainsi, en France et en Turquie, plusieurs membres de la diaspora arménienne interrogés ont admis être déçus par la perte complète de spiritualité du lieu. L'intransigeance des gardiens par rapport à ceux souhaitant effectuer une prière ou s'y recueillir y est probablement pour beaucoup. Un des gardiens de l'ancienne cathédrale arménienne d'Ani habitant un village aux alentours et d'origine turque meskhète nous a affirmé avec une fierté visible avoir plusieurs fois empêché des touristes arméniens de prier au sein de cet ancien lieu de culte.

Sur le bateau qui nous ramène d'Akhtamar à Van, nous parlons à trois adolescents kurdes qui tiennent des lapins à la main. Ils nous informent qu'ils ont droit à un aller-retour gratuit sur l'île parce qu'ils « nettoient » l'île des lapins qui s'y sont propagés après qu'un ouvrier a décidé d'en lâcher dans la nature. Selon les jeunes, les pouvoirs locaux ont introduit des chouettes pour éradiquer cette espèce qui causent des dégâts considérables à l'équilibre de la faune et de la flore de l'île, mais comme cela reste insuffisant, les jeunes des villages alentour sont autorisés à s'y rendre pour les chasser¹⁴⁵.

- 45 Ainsi, les églises de Diyarbakır et d'Akhtamar se différencient nettement à plusieurs égards. Dans leur usage, tout d'abord, s'est développée à Diyarbakır une communauté arménienne qui a pu se former autour de l'église rénovée. Ce lieu sert en outre officiellement de lieu de culte, bien que les messes y soient rares. Il dépend directement du patriarcat arménien d'Istanbul. À Van, en revanche, l'église ne connaît pas de fréquentation régulière de fidèles et ne dépend pas du patriarcat mais du ministère turc de la Culture et du Tourisme. Ensuite, l'église à Diyarbakır se trouve au sein de la vieille ville, ce qui la rend aisément accessible, et son entrée est gratuite. L'église d'Akhtamar se trouve à environ 50 km de la ville de Van et il faut s'acquitter, en plus du ticket d'entrée, de la traversée en bateau. La fréquence des visites à Akhtamar est donc plus fluctuante, liée aux périodes de vacances et aux week-ends et s'apparente davantage à une promenade familiale ou touristique. Par ailleurs, la municipalité de Van n'a pas mis en place de service de transport pour se rendre à cette église. Ceci est également vrai à Kars où il n'existe pas de bus pour se rendre dans la vieille ville d'Ani, il faut donc prendre un taxi alors que ces trois endroits restent les destinations les plus fréquentées par les Arméniens de la diaspora en voyage touristique en Turquie.

Photographie 7 : Église rénovée d'Akhtamar à Van qui fonctionne aujourd'hui comme musée

Adrian Foucher, 9 mai 2015

Les Arméniens cachés

Popularisée par les médias occidentaux et turcs à l'occasion de la commémoration du centenaire du génocide arménien en 2015, cette expression a acquis un caractère, « semi légendaire ». Certes, cette expression revêt une incontestable part de réalité, confirmée par des témoignages publics de plus en plus nombreux quoique marginaux, ainsi que par l'organisation d'un colloque en Turquie consacré entièrement à cette thématique¹⁴⁶ mais l'analyse de la médiatisation de ce phénomène est également intéressante. L'engouement médiatique suscité par *les Arméniens cachés* est à l'origine de la parution d'un grand nombre d'articles et de reportages au point de surestimer la réalité de ce phénomène. Nous aimerions relater ici un de ces témoignages passionnants, mais rappeler dans le même temps l'aspect marginal de ces propos.

Ce récit est celui d'un local de Diyarbakır d'une soixantaine d'années que nous avons rencontré sur le site de l'église Saint Giragos. L'homme nous est présenté par le gardien de l'église à qui nous avons, dès notre arrivée, expliqué l'objet de notre présence. À peine présenté, notre interlocuteur s'exprime sur ses origines arméniennes. Son grand-père, alors enfant, était issu d'une riche famille de Diyarbakır et aurait été épargné lors du génocide en raison de ses richesses matérielles. Il aurait été recueilli par un notable kurde qui par cette adoption aurait accédé aux biens de la famille du jeune Arménien. Un nombre important, et difficilement estimable, de femmes et d'enfants aurait ainsi été épargnés pour être adoptés et/ou (re)mariées. Selon Ferthat, jeune Kurde d'origine arménienne converti au christianisme, rencontré lors d'un événement de *DurDe* à Istanbul, un code définissant l'origine ethnique est attribué à chaque citoyen turc par l'administration¹⁴⁷. Il est donc possible pour les individus intéressés par leur généalogie, ou qui supposent avoir des origines arméniennes, de le vérifier administrativement. Cette démarche permettra notamment à la personne de

s'inscrire, lui ou ses enfants, dans une école arménienne, et de faire rayer la mention « religion : islam » de sa carte d'identité s'il le désire.

L'expression « Arméniens cachés » décrit d'une manière générale les Arméniens ayant survécu au génocide en 1915 et ayant dû se convertir à l'islam pour masquer leurs origines et échapper à la répression. Nombre d'entre eux étaient alors des enfants recueillis par des familles turques ou kurdes ou bien étaient des femmes et furent (re)mariées. Deux ou trois générations plus tard, petits-enfants et arrière-petits-enfants de ces survivants sortent du silence et dévoilent l'histoire de leurs aïeux. Parmi les descendants, si certains l'ont toujours su, d'autres l'auraient découvert tardivement ou émettaient des doutes, ayant remarqué certaines anomalies dans leurs récits familiaux respectifs. Il est difficile de mesurer l'ampleur de ce phénomène qui connaît une certaine popularité dans la presse et la recherche universitaire. Plusieurs ouvrages¹⁴⁸ traitent de cette question, mais on ne peut pas dire si ce phénomène aura un impact significatif dans le processus de rapprochement entre la Turquie et l'Arménie. L'ouvrage de l'avocate et militante Fethiye Çetin intitulé *Le livre de ma grand-mère*, traduit en plusieurs langues, y compris le français, relate son expérience personnelle et la découverte de son origine arménienne lorsque sa grand-mère a décidé de lui avouer son secret. Chaque personne interviewée lors de notre étude, qu'elle soit universitaire, membre d'association pro rapprochement, elle-même d'origine arménienne ou simplement intéressée par la question a cité ce livre comme étant l'événement déclencheur de ces *coming-out* en série.

Aussi, au sein de l'église Saint Giragos, nous avons fait la rencontre étonnante d'un homme accompagné de ses deux enfants âgés de 5 et 8 ans (Abubakr et Mohammed). Âgé d'une quarantaine d'années, Kurde et membre actif de la communauté arménienne de Diyarbakır, il a toujours eu conscience de ses origines arméniennes. Il n'en a jamais eu honte, mais ne l'a pourtant avoué que très récemment à sa femme qu'il connaît depuis près de 27 ans. Sa surprise a été immense, lorsque, ayant décidé de lui en parler, il apprit qu'elle partageait le même secret. Restés musulmans tous les deux, ils se considèrent comme des « Arméniens musulmans ».

Ce type de témoignage à Diyarbakır s'obtient avec une facilité déconcertante. Les chauffeurs de taxi, les serveurs des maisons de thé de quartier, les réceptionnistes au sein des hôtels, les membres de la municipalité, le gérant du kiosque à journaux, tous nous ont confié avec fierté les origines arméniennes d'un aïeul, généralement une grand-mère, d'un oncle ou d'un proche.

Quelques cas de conversions au christianisme ont été recensés parmi les descendants des « Arméniens cachés ». Néanmoins, même s'ils sont de plus en plus nombreux à revendiquer leurs origines, la très grande majorité a affirmé se sentir tout au plus comme des Arméniens musulmans. Les cas de reconversion restant tout de même assez médiatisés, il est ainsi facile de trouver des informations à ce sujet via les médias arméniens. D'après un membre du comité de rénovation interrogé au sein de l'église, une dizaine d'individus ont procédé à leur conversion directement sur place depuis la rénovation du bâtiment, ainsi que deux locaux durant un voyage à Erevan organisé avec plusieurs membres du comité.

III. Avancées académiques : le monde universitaire et la question arménienne en Turquie

- 46 Comme nous l'avons vu dans le cas des activités menées par la société civile turque, il est certainement plus simple d'aborder la question arménienne en Turquie que cela ne l'était auparavant¹⁴⁹. Cela est aussi vrai pour le monde universitaire turc qui a connu des avancées certaines dans la recherche sur le génocide arménien. L'ouverture officielle des archives aux chercheurs, le développement des universités au sein du territoire national turc, l'ouverture de la Turquie vers l'extérieur ainsi que sa volonté d'intégrer l'Union Européenne ont également contribué à ces progrès. Les intellectuels turcs sont de plus en plus nombreux à s'exprimer sur le sujet et si certains d'entre eux travaillent au sein d'universités étrangères, ils sont également de plus en plus nombreux à s'investir au sein des universités turques. À titre d'exemple, nous avons observé quatre colloques consacrés à la question arménienne en Turquie¹⁵⁰, dont les panels comportaient des chercheurs et hommes politiques turcs et arméniens et où les questions les plus sensibles concernant les relations turco-arméniennes ont ouvertement été abordées. Lors du *Colloque du Comité Scientifique : 100 ans de recherche sur le Génocide des Arméniens*, qui s'est tenu à Paris fin mars 2015, des universitaires turcs conduisant des travaux sur le génocide ont pris la parole. Le jeune historien Mehmet Polatel travaillant sur la spoliation des biens arméniens durant le génocide a ainsi présenté ses recherches et a affirmé, suite à une question du public, qu'il menait ses travaux librement. Cet exemple est particulièrement intéressant, car le jeune chercheur conduit ses études au sein de l'université Koç à Istanbul ; université privée financée par la famille Koç, l'une des plus grandes fortunes du pays, elle-même soupçonnée d'avoir bâti une partie de sa fortune sur la spoliation de biens arméniens. À ce propos, Taline Ter Minassian évoque le cas de plusieurs familles riches en Turquie actuelle dont l'origine de la fortune se reposerait sur l'appropriation des biens des Arméniens après 1915¹⁵¹.
- 47 Si une partie des travaux est de nature historique et s'intéresse au génocide même, un certain nombre de chercheurs s'intéressent aussi aux problématiques actuelles, dont la normalisation des relations turco-arméniennes et l'ouverture de la frontière. La recrudescence de ces travaux doit d'ailleurs être une source d'inquiétude pour certains segments de l'appareil d'État comme de la société en Turquie, car si l'on en croit un article de journal paru dans la presse turque, l'Institution pour l'Histoire Turque [*Türk Tarih Kurumu*], connu pour ses positions négationnistes, a demandé à l'Organisation de l'Enseignement Supérieur [*Yüksek Öğretim Kurulu*] de lui fournir la liste des étudiants travaillant sur l'Arménie ou le génocide¹⁵².
- 48 Excepté dans le domaine médical, les diplômes arméniens sont reconnus en Turquie et un certain nombre d'étudiants turcs, généralement d'origine arménienne (d'après un article publié par Agos¹⁵³), suit une formation universitaire en Arménie. Bien qu'ils soient actuellement peu nombreux, les étudiants arméniens peuvent prétendre à une bourse publique pour mener des études supérieures en Turquie. Même si aucune restriction administrative n'empêche des échanges étudiants, il n'existe, à notre connaissance, aucun partenariat entre les universités turques et arméniennes. Les étudiants de la section littérature et langue arméniennes de la Faculté des Lettres de l'Université de Thrace se sont donc vu privés de professeurs suite à un désaccord

administratif avec les enseignants arméniens, que la faculté ne serait pas parvenue à remplacer en raison du manque de professeurs qualifiés pour cet enseignement¹⁵⁴.

- 49 Parmi les exemples d'actions menées dans le milieu universitaire, l'université Okan (Istanbul) a mis en place un programme d'échange avec l'Arménie intitulé *Turkish-Armenian Dialogue and School of Discourse Transformation*, dans le cadre du *Turkey-Armenia Normalization Process Grant program*. Ainsi le 11 janvier 2015, cinq étudiants volontaires de l'université d'Okan se sont rendus à Erevan, accompagnés de deux organisateurs et de deux enseignants afin d'y participer à une discussion durant laquelle les discours historiques turcs et arméniens furent comparés. Le groupe a ainsi pu visiter la ville d'Erevan et le 15 janvier 2015, un groupe de jeunes Arméniens fut cette fois accueilli à Istanbul. Les étudiants y ont confronté leurs perceptions des relations arméno-turques actuelles et leurs opinions pour envisager une amélioration. Cette rencontre au-delà de son aspect symbolique a permis également l'établissement de contacts et d'échanges entre ces étudiants. La professeure turque Umut Azak et son homologue arménien Phil Gamaghelyan ont présidé aux échanges.

Accès aux archives en Turquie

- 50 Officiellement, les archives de l'État turc sont ouvertes et les chercheurs désireux de consulter les documents officiels de l'administration ottomane y ont accès librement, même si dans les faits cette accessibilité est discutable. En 2012 l'historien turc Taner Akçam a publié *Young Turks' Crime Against Humanity: The Armenian Genocide and Ethnic Cleansing in the Ottoman Empire*¹⁵⁵, un ouvrage présentant près de 600 documents inédits de l'époque ottomane issus des archives de l'État turc et démontrant l'organisation et la volonté du gouvernement Jeune-Turc de voir disparaître le peuple arménien. Le professeur d'histoire au sein du département d'études du génocide arménien à l'université Clark aux États-Unis a donc eu accès aux archives en sa qualité de chercheur engagé pour la reconnaissance du génocide en Turquie. Néanmoins, le journal *Agos* relate l'aventure du chercheur Mehmet Uluışık, historien ayant mené des recherches dans les archives turques pour son propre compte et également au profit de Taner Akçam. En 2005 les archivistes se sont intéressés à ses recherches et depuis, l'accès aux archives lui est interdit. Par la suite, Mehmet Uluışık a été arrêté plusieurs fois à la frontière turque et a ainsi appris qu'il était considéré comme un « individu entrant sur le territoire turc avec la volonté de nuire à la sécurité et l'ordre de la République turque ou collaborant avec de tels individus »¹⁵⁶.

... et en Arménie

- 51 Côté arménien, selon le témoignage d'Amatuni Virabian, directeur des Archives Nationales de l'Arménie publié dans les journaux turcs en 2010, son pays serait prêt à coopérer avec les chercheurs turcs désirant étudier les archives en Arménie. « Seules les archives du parti Dashnak de la ville de Boston et les archives arméniennes de Jérusalem sont fermées aux chercheurs turcs pour diverses raisons », témoigne M. Virabian¹⁵⁷. Pourtant, la doyenne de la Faculté d'Histoire de l'Université de Tunceli, Candan Badem¹⁵⁸, a écrit dans un article en 2012 qu'elle serait seulement la deuxième détentrice d'un passeport turc à avoir étudié les archives arméniennes. Selon son témoignage, aucune entrave administrative ne lui a été opposée. Néanmoins, Yektan Türkyılmaz, un jeune chercheur turc rattaché à une université américaine, a été arrêté

à la douane arménienne et incarcéré durant deux mois suite à ses travaux dans les archives arméniennes à Erevan en 2005¹⁵⁹. La raison officielle invoquée était la possession de plusieurs manuscrits arméniens interdits de sortie du territoire arménien, mais d'après le chercheur – qui par ailleurs emploie le terme génocide – il aurait été arrêté en raison de son travail de recherche dans les archives arméniennes et soupçonné de liens avec le gouvernement azerbaïdjanais. L'ancien directeur des archives turques [*Başbakanlık Osmanlı Arşivi*], Yusuf Sarıay, fervent défenseur des thèses officielles sur la question arménienne en Turquie, a indiqué en 2004 à un diplomate américain que, bien que de nombreux chercheurs étrangers provenant d'universités occidentales, et parfois d'origine arménienne, avaient étudié et continuaient à demander des permissions pour accéder aux archives turques, il ne se souvenait pas qu'un seul chercheur arménien d'Arménie ait fait une telle demande¹⁶⁰.

- 52 En fait, les responsables politiques des deux pays se sont à plusieurs reprises exprimés en faveur d'une utilisation mutuelle des archives nationales, mais ceci ne s'est jamais concrétisé dans le domaine universitaire. La position de l'Arménie sur la question est intransigeante : la coopération dans le domaine de l'histoire ne peut remettre en cause la vérité historique sur « 1915 ». Le gouvernement arménien craint effectivement que la Turquie ne se serve de la collaboration scientifique pour tenter de remettre en question la nature des événements de 1915. Dans le cadre des protocoles signés en 2009 par la Turquie et l'Arménie pour le processus de normalisation de leurs relations et l'ouverture de la frontière, la Turquie avait négocié l'établissement d'une sous-commission composée d'historiens mixtes (turcs et arméniens) chargée de discuter des événements de 1915 afin d'établir une vérité historique sur laquelle les deux pays seraient d'accord. La diaspora avait alors énergiquement protesté contre l'établissement de cette commission.

NOTES

104. Çuhadar, Esra et Gültekin Punsmann, Burcu, *Reflecting on the Two Decades of Bridging the Divide: Taking Stock of Turkish-Armenian Civil Society Activities*, TEPAV yayınları, 2012, Ankara

105. Un idiome existant en arménien et en turc, qui pourrait se traduire en français par : « Combien de repas n'avons-nous partagé ? ».

106. “Türkiye ve Ermenistan’daki sosyal hayatı, ortak tarihi, kültür ve sanat konularını kapsayan bu çalışmalar sayesinde iki toplumun birbirine yakınlaşmasına yönelik adımlar atılıyor” ; voir plus sur le site Internet d’Anadolu Kültür au sujet de sa coopération avec les ONG arméniennes : <http://www.anadolukultur.org/tr/calisma-alanlari/ermenistanla-kultur-sanat-diyalogu/16>.

107. Nombre de films sont ainsi tournés dans l'un des deux pays, voire dans les deux, et prennent la forme de documentaires ou de fictions, l'objectif étant de permettre au Turcs et aux Arméniens de se découvrir mutuellement. Les films sont visionnables en ligne par le biais d'un site Internet trilingue turc, arménien et anglais. URL : <http://www.cinemaplatform.org/en/about-project/who-are-we/37>.

108. Selon le site Internet de la plateforme, les financeurs du projet sont les suivants : la Fondation Open Society, Global Dialogue, le consulat du Royaume-Uni à Erevan, la

Représentation de l'Arménie auprès de l'ONU, la Fondation Calouste Gulbekian, la Chrest Foundation, Eurasia Partnership. URL : <http://www.cinemaplatform.org/tr/etsp-hakkinda/destekcilerimiz/7>.

109. Selon le témoignage d'un des coorganisateurs de l'orchestre, les autorités arméniennes auraient empêché l'orchestre de se produire devant le public à Erevan. Intitulé « la Musique Unit » le concert donné à Berlin par l'orchestre composé de musiciens mixtes turc et arménien a rencontré un vif succès auprès du public en Allemagne. URL : <http://www.dw.com/tr/t%C3%BCrk-ve-ermeni-m%C3%BCzisyenlerin-bulu%C5%9Fmas%C4%B1/a-16145183>.

110. *Van Project* est détaillé sur le site d'Anadolu Kultur. URL : <http://www.anadolukultur.org/tr/calisma-alanlari/ermenistanla-kultur-sanat-diyalogu/van-project/47>.

111. Sur les femmes *dengbêj*, voir notamment Schäfers, Marlene, "Being sick of politics: The production of *dengbêj* as Kurdish cultural heritage in contemporary Turkey," *European Journal of Turkish Studies* 20|2015. URL : <http://ejts.revues.org/5200>.

112. "Turkiye-Ermenistan Sinema...", *op. cit.*

113. Interview avec T. à Anadolu Kültür, Istanbul, le 19 février 2015.

114. Qui dispose d'une revue bilingue portant le même nom ; voir aussi : <http://www.norzartonk.org> ou <https://twitter.com/NorZartonk>.

115. Kasparyan, Hrant, "Tuzla Ermeni Yetimhanesi yıkılmasın! #KampArmen," *Nor Zartonk* 28 avril 2015. URL : <http://www.norzartonk.org/tuzla-ermeni-yetimhanesi-yikilmasin-kamparmen/>.

116. Présenté sur son site Internet <http://www.egam.eu>.

117. Voir plus sur cette initiative militante : <http://www.durde.org/durde-hakkinda/durdenin-ilkeleri/>.

118. Pour plus d'informations, se reporter à cette interview donnée par deux membres de Nor Radyo à IMC. Tantan, Melis et Kalaycı, Arno, "90.60 Rock Station 38. Bölüm: Nor Radyo," *Vidéo Youtube* 30:50. Ajouté par Nor Zartonk le 15 mars 2013. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=HdW51tFQ1YQ>.

119. Nous tenons à souligner qu'il est possible de trouver des témoignages divergents par cette personne dans des médias étrangers. Dans un entretien publié sur *Repair Future*, il dit avoir appris ses origines à la mort de son père, à l'âge de 25 ans, (MJM, "Day 6 – Armen a.k.a. Abdurrahim," *Repair Future* 27 avril 2014. URL : <http://www.repairfuture.net/index.php/en/day-6-armen-a-k-a-abdurrahim>), alors que dans un autre reportage qui lui est consacré, publié dans le quotidien *La Croix*, il dit qu'un oncle lui a tout raconté alors qu'il avait 4 ans. Voir Rotivel, Agnès, « En Turquie, des familles redécouvrent leurs racines arméniennes », *La Croix* 24 avril 2015. URL : <http://www.la-croix.com/Actualite/Monde/En-Turquie-des-familles-redecouvrent-leurs-racines-armeniennes-2015-04-24-1306121>.

120. Les propos suivant sont issus de l'entretien mené avec Monsieur Tomasyan, dans les locaux de la maison d'édition Aras, le 16 février 2015.

121. Sur les commémorations à Diyarbakır ; Scalbert Yücel, Clémence, « Diyarbakır "l'Arménienne". Retour sur la (re)construction d'une ville multiculturelle », *OVIPOt* 11 mai 2015. URL : <http://ovipot.hypotheses.org/11188>.

122. En effet, notre entretien avec monsieur Tomasyan au sein de la maison d'édition Aras, a brièvement été interrompu par la visite de Robert Koptaş, l'ancien rédacteur en chef au journal *Agos* et qui a travaillé au sein de la maison d'édition Aras. À Anadolu Kültür, notre interlocutrice, chargée de la communication et responsable de missions au sein de l'association a également collaboré à plusieurs reprises avec Aras à la traduction d'ouvrages en langue turque.

123. L'histoire de l'association est consultable sur son site Internet : <http://www.haycar.com/hakkimizda/tarihce>.

124. Reportage consacré à l'association Haycar. IMCTV, "Haycar", *Vidéo Dailymotion* 22:03. Ajoutée par imctv le 8 septembre 2011. URL : http://www.dailymotion.com/video/xkyenk_haycar_tv.

125. Kharatian, Hranush, "Dersim'de kimlik araştırması: ikinci bölüm, Dersim'in alevi olmuş Ermenileri," *Repair Future* 25 juin 2014. URL : <http://repairfuture.net/index.php/tr/kimligi-ermenistan-dan-bak-s/dersim-de-kimlik-arastirmasi-ikinci-boelum-dersim-in-alevi-olmus-ermenileri>.
126. Pervin, Metin, "Dersimli Ermeniler derneklerini kurdu," *Sabah* 19 novembre 2010. URL : http://www.sabah.com.tr/gundem/2010/11/19/dersimli_ermeniler_derneklerini_kurdu.
127. *Ibid.*
128. Çeko, Çetin, "İsmail Beşikçi'ye Ermenistan'da Gevorg Surenyants nişanı takıldı," *T24* 30 octobre 2014. URL : <http://t24.com.tr/haber/ismail-besikciye-ermenistanda-gevorg-surenyants-nisani-takildi,275515>.
129. Çelik Adnan et Dinç, Namıl Kemal, *Yüz yıllık ah! Toplumsal Hafızanın izinde 1915 Diyarbakir*, İsmail Beşikçi Vakfı, İstanbul 2015, 407 p. Les auteurs avaient présenté les résultats de leurs recherches de terrain lors d'une conférence-débat à l'IFEA le 24 février 2015. Voir l'annonce de la conférence sur : <http://bit.ly/100yillikah>.
130. İHA, "Kars'taki Tigran Hamasyan konseri," *Milliyet* 24 avril 2015. URL : <http://www.milliyet.com.tr/kars-taki-tigran-hamasyan-konseri-kars-yerelhaber-852791/>.
131. İHA, "Tuzluca belediyesinden 4 dilde tabela," *Milliyet* 17 septembre 2015. URL : <http://www.milliyet.com.tr/tuzluca-belediyesinden-4-dilde-tabela-igdir-yerelhaber-975541/>.
132. DIHA, "Kürtlerin tarih sahnesine çıkmasıyla yok edilmiş kimlikler gün yüzüne çıktı," *Gazetevan* 27 avril 2015. URL : <http://www.gazetevan.com/Kurtlerin-tarih-sahnesine-cikmasiyla-yok-edilmis-kimlikler-gun-yuzune-cikti-78767.html>.
133. Outre le soutien d'une association étudiante à l'université *Yüzüncü Yıl* à Van, deux municipalités des districts de Van sous la direction de la mouvance kurde figurent parmi les organisateurs.
134. Voir l'extrait de cette interview : Demirtaş, Selahattin, "Selahattin Demirtaş: Ermeni soykırımı var," *Vidéo Youtube* 2:41. Ajoutée par Haber Ekspres le 19 janvier 2015. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=GQ4Ex7ul9Eg>.
135. La mairie de Diyarbakır a par exemple participé à l'organisation de voyages en Arménie par la communauté arménienne de Diyarbakır. Selon le témoignage d'un des membres de la municipalité, des membres du personnel municipal auraient participé à ces voyages.
136. *Sur Belediyesi* (27/08/2012), "İçişleri Bakanlığı, Ramallah Belediyesi ile kardeşlik protokolü imzalayan Diyarbakır Sur Belediyesi'ne soruşturma açtı!," *Sur Belediyesi* 27 août 2012. URL : <http://sur.bel.tr/turkce/?p=3376>.
137. L'ASALA, l'Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie, est un groupuscule issu de la diaspora arménienne actif entre 1975 et 1984. Organisation d'inspiration marxiste-léniniste, l'ASALA recourait au terrorisme afin de parvenir à ses objectifs, respectivement : la reconnaissance officielle du génocide arménien par la Turquie et l'union de tous les anciens territoires peuplés anciennement par les arméniens sous une autorité politique unique
138. Élu maire de la ville de Diyarbakır après les élections régionales en 2009, Osman Baydemir a été interdit de sortie du territoire turc entre 2010 et 2013 en raison de plusieurs procès intentés contre lui.
139. Voir plus sur cet organisme public : <http://diyarbakir.vgm.gov.tr>.
140. Scalbert Yücel, Clémence, « Diyarbakır "l'Arménienne" » *op.cit.*
141. Ziflioğlu, Vercihan, "Armenians Snub mayor's call for return," *Hurriyet Daily News* 28 septembre 2012. URL : <http://www.hurriyetdailynews.com/armenians-snub-mayors-call-forreturn.aspx?pageID=238&nID=31177&NewsCatID=338>
142. "Turkish Diyarbakır Mayor calls Armenians return their home," *news.am* 6 septembre 2015. URL : <http://news.am/eng/news/119813.html>.

143. Julien Boucly, doctorant à l'EHESS travaillant sur le patrimoine de Diyarbakır, a attiré notre attention sur l'aménagement d'une « salle » consacrée à la place des Arméniens dans l'histoire de la ville de Diyarbakır au musée municipal.

144. Il existe à Van une importante communauté locale qui se dit *Küresünni*. Ce sont des Azéris qui ont immigré de l'Iran, en 1925, pour s'installer dans des anciens villages arméniens de la province. De confession sunnite, ils se distinguent à cet égard d'autres Azéris d'Iğdır et de Kars, qui sont majoritairement chiites duodécimains. Nous avons visité les locaux d'une association de cette communauté dans la ville de Van, de tendance plutôt nationaliste. Les membres de l'association nous ont dit avoir organisé une manifestation contre l'inauguration du musée d'Akhtamar en 2007.

145. Bilgehan, Zeynep, "Her şey 8 tavşanla başladı," *Hürriyet* 19 avril 2015. URL : <http://www.hurriyet.com.tr/her-sey-8-tavsanla-basladi-28773653>.

146. Conférence sur les « Arméniens cachés » organisée à Istanbul du 2 au 4 novembre 2013. URL : <http://www.hrantdink.org/?Detail=753&Lang=en>.

147. Nous avons vérifié dans des sources publiques les informations fournies à ce sujet lors du témoignage de notre interviewé. Les journaux turcs y ont effectivement consacré plusieurs articles en l'an 2015. Voir par exemple : Gültekin, Uygur et Kuyumcuyan, Baruyr, "Eğitimde 'soy kodu'na son," *Agos* 2 juillet 2015. URL : <http://www.agos.com.tr/tr/yazi/12032/egitimde-soy-kodu-na-son>.

148. Voir plus sur les Arméniens islamisés : Laure Marchand et Guillaume Perrier, *La Turquie et le fantôme arménien. Sur les traces du génocide*, Solin, Actes Sud, Paris-Arles, 2013, 219 p ; Laurence Ritter et Max Sivaslian, *Les restes de l'épée*, Éditions Thaddée, Paris, 250 p. Il faut aussi noter que les médias français ont contribué à populariser cette thématique : Verdian, Achren et Bodin, Johan, « Les Arméniens cachés de Turquie en quête d'identité », *France24* 20 avril 2015. URL : <http://www.france24.com/fr/reporters/20150417-video-genocide-des-armeniens-caches-turquie-1915-centenaire-genocide-quete-identite-reportage> ; Semo, Marc, « Turquie : Renaissance des Arméniens cachés », *Libération* 10 avril 2015. URL : http://www.liberation.fr/planete/2015/04/10/turquie-la-renaissance-desarmeniens-caches_1238648.

149. À ce sujet, on peut se reporter aux actes de la journée organisée par l'IFEA en collaboration avec l'Institut français d'Istanbul et le CETOBAC le 6 mars 2015, *Quelles évolutions et recompositions récentes en Turquie sur la question du génocide arménien ? Essai de bilan critique et d'histoire immédiate*. URL : <http://bit.ly/1UbNMgu>.

150. Il s'agit des événements suivants : 1) *States, Societies and Reconciliation: Turkish-Armenian Relations in the Light of the French-German Experience on the 50th Anniversary of the Élysée Treaty*, colloque organisé les 7 et 8 Novembre 2013 à l'université şehir à Istanbul ; 2) *The Sealed Gate: Prospects of the Turkey-Armenia Border*, colloque a été organisé par la Fondation Hrant Dink et le département d'Économie de la Faculté de Science Politique de l'Université d'Ankara, les 22 et 23 novembre 2014, à Ankara 3) les conférences sur les « Arméniens islamisés » organisée par la Fondation Hrant Dink avec le soutien de l'Université du Bosphore et de Hayder, l'association des Arméniens de Malatya, les 2, 3 et 4 novembre 2014, à l'université d'Istanbul 4) Colloque du Comité scientifique *100 ans de recherche sur le Génocide des Arméniens* organisé par le Conseil Scientifique international pour la recherche sur les génocides en partenariat avec la Mission 2015 du CCAF, l'EHESS, le Mémorial de la Shoah, le Conseil Régional Île de France et la mission du Centenaire de la Première Guerre mondiale, du 25 au 29 mars 2015, à Paris.

151. Taline Ter Minassian, « Le patrimoine arménien en Turquie : de la négation à l'inversion patrimoniale », *European Journal of Turkish Studies*, 20|2015. URL : <http://ejts.revues.org/4948>.

152. Ertani, Emre, "TTK Ermeni meselesini araştıran öğrencileri fişlemiş," *Agos* 12 décembre 2013. URL : <http://www.agos.com.tr/tr/yazi/6174/ttk-ermeni-meselesini-arastiran-ogrencileri-fislemis>.

153. Güreh, Sarkis, "Ermenistan'da eğitim seçeneği," *Agos* 3 mars 2012. URL : <http://www.agos.com.tr/tr/yazi/2117/ermenistanda-egitim-secenegi>.
154. Zeray, Ali Can, "Öğrenciler ortada kaldı," *Hürriyet* 5 décembre 2014. URL : <http://www.hurriyet.com.tr/ogrenciler-ortada-kaldi-27714392>.
155. Akçam, Taner, *Young Turks' Crime Against Humanity: The Armenian Genocide and Ethnic Cleansing in the Ottoman Empire*, Princeton University Press, 2012.
156. *Agos* (31/12/2014), "Açık denilen arşive girmesi yasak," *Agos* 31 décembre 2014. URL : <http://www.agos.com.tr/tr/yazi/10120/acik-denilen-arsive-girmesi-yasak>.
157. Ziflioğlu, Vercihan, "Turkish historians invited to look at archives in Armenia," *Hürriyet Daily News* 22 avril 2010. URL : <http://www.hurriyetdailynews.com/default.aspx?pageid=438&n=armenian-archive-chief-invites-turkish-historians-2010-04-22>.
158. Voir sa page sur le réseau social scientifique Academia.edu : <http://tunceli.academia.edu/CandanBadem>.
159. Duke University, "Strange case of Yektan Turkyilmaz," *Duke Magazine* 30 novembre 2005. URL : <http://dukemagazine.duke.edu/article/strange-case-yektan-turkyilmaz>.
160. 04ISTANBUL1074_a (12/07/2004), "Armenian 'Genocide' and the Ottoman Archives," *Wikileaks*. URL : https://wikileaks.org/plusd/cables/04ISTANBUL1074_a.html.

Conclusion

- 1 Les relations turco-arméniennes ont connu à notre sens une évolution à double vitesse. Si l'on s'en tient à l'observation des acteurs officiels, les relations entre la Turquie et l'Arménie n'ont pas connu d'avancée particulière depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP et la publication du dossier de Burcu Gültekin. Aucun des deux pays ne possède de représentation diplomatique de l'autre pays et la frontière reste officiellement close depuis sa fermeture en avril 1993. Ceci étant, malgré cet immobilisme, différents types d'échanges existent entre la Turquie et l'Arménie dont nous avons essayé de témoigner dans ce dossier. Ces exemples montrent que Turcs et Arméniens n'ont jamais rompu complètement le dialogue et que la frontière turco-arménienne se caractérise par une herméticité relative, notamment dans le domaine des échanges économiques. En revanche, les sociétés civiles des deux pays mènent une activité pro-rapprochement beaucoup plus intense qu'avant 2004. Côté turc, l'assassinat du journaliste d'origine arménienne Hrant Dink semble avoir agi comme un électrochoc auprès d'une partie de la population. Nombre des acteurs militant pour le rapprochement turco-arménien interrogés nous ont en effet déclaré que la mort de Hrant Dink avait été l'élément déclencheur de leur engagement militant.
- 2 Bien que ces acteurs soient issus d'horizons sociaux, géographiques et communautaires divers, leurs moyens d'action ont plusieurs caractéristiques communes. La plupart des projets pro-rapprochement agissent en effet dans le domaine culturel (littérature, cinéma, musique, cuisine...) dans le but de permettre à la population turque de découvrir la culture arménienne. Pour reprendre les propos de Monsieur Tomasyan, directeur de la maison d'édition Agos, « l'idée est de permettre aux Turcs et aux Arméniens de discuter tranquillement autour d'une tasse de thé des nombreuses choses qu'ils ont en commun » et non pas de ce qui les sépare. Ces actions dénuées d'enjeux politiques directs ne sont ainsi pas sujettes à polémique. Lorsque les actions n'étaient pas entièrement entreprises par la société civile, il nous est apparu que plus les initiatives de rapprochement avaient lieu à l'échelle locale, plus elles pouvaient revêtir une forme officielle. À l'inverse, plus l'initiative avait lieu à l'échelle étatique, plus elle était cachée. La comparaison entre la rénovation des églises d'Akthamar à Van, initiée par le ministère de la Culture et du Tourisme de Turquie, et de Saint Giragos à Diyarbakır, initiée par une association locale avec le soutien financier et technique de la mairie, illustrent bien cet état de fait. L'église de Van est avant tout actuellement un

site touristique payant mentionnant à peine les origines arméniennes du lieu et dont l'installation de la cloche a créé une importante polémique, tandis que l'église de Diyarbakır se présente davantage comme un lieu de mémoire et de témoignage d'une présence arménienne ancestrale dans cette région. Il serait sans doute naïf d'affirmer que la rénovation de l'église de Diyarbakır a été menée sans songer à son potentiel touristique, néanmoins l'entrée dans l'église est gratuite et de nombreuses informations de qualité sont disponibles quant à la présence arménienne à Diyarbakır avant la Première Guerre mondiale.

- 3 Enfin, nous avons été surpris de constater à quel point la géographie influait sur la présence des acteurs pro-rapprochement. Sans surprise, la plus grande partie des associations militant pour le rapprochement turco-arménien se situent à Istanbul, ville phare de la société civile turque. Les projets pro-rapprochement connaissent également un succès important à Diyarbakır où la municipalité, comme nous l'avons vu, mène une politique favorable aux minorités. En revanche, les provinces frontalières de l'Arménie (Kars, Iğdır, Erzurum et Van) sont extrêmement peu réceptives à ce type d'initiatives, y compris les individus ayant *a priori* un profil politique plus ouvert sur la question, comme par exemple les sympathisants du HDP. La présence de monuments à la mémoire des Turcs et Kurdes massacrés par les Arméniens et les nombreux entretiens que nous avons menés nous font penser que dans ces provinces les Arméniens sont davantage considérés comme les agresseurs, preuve de l'influence locale de l'historiographie nationale dominante.
- 4 Pour conclure, si les relations turco-arméniennes ont connu quelques avancées à l'échelle locale et dans des cercles très restreints de la société civile, un long chemin reste encore à parcourir avant que « la porte close de l'Orient », selon l'expression de Burcu Gültekin, ne vienne à s'ouvrir.

Récits d'acteurs économiques échangeant avec l'Arménie

N.

- 1 Madame N. dirige une entreprise produisant des matériaux de construction (ciment, parpaings, poutres, câbles électriques). La chef d'entreprise affirme s'être toujours intéressée au sort des minorités de Turquie : les Kurdes, les Arméniens, etc. D'ailleurs Madame N. revendique son identité kurde et milite activement en faveur du droit des femmes dans le cadre d'une organisation qui ambitionne de réunir sous son parapluie des entrepreneurs femmes de la région du Sud-Est de la Turquie. Madame N. nous affirme être à la fois enchantée et extrêmement surprise par le manque de développement local en Arménie, au cours d'un voyage organisé par le Think Tank TEPAV, en 2011, qui la conduit pour la première fois en Arménie. Par la suite, alors qu'elle assistait à une réunion qui visait à favoriser les échanges interculturels entre la Turquie et l'Arménie, elle fit la rencontre d'un député arménien avec qui elle a développé l'idée de créer un partenariat pour promouvoir le commerce avec l'Arménie.
- 2 Son interlocuteur en Arménie est le conseil des femmes d'affaires arméniennes. Elle a ainsi pu faire venir, dans le cadre d'un projet, des chefs d'entreprises arméniennes à Diyarbakır. Une partie du financement de ce projet a été soutenu par l'Ambassade des États-Unis à Erevan. Depuis, elle organise régulièrement des voyages à Erevan avec d'autres chefs d'entreprise. Ils exportent principalement du textile, du matériel de construction, des câbles électriques. Elle dit avoir importé depuis l'Arménie des produits cosmétiques et pharmaceutiques fabriqués de façon « artisanale ». Dans son organisation, *Doğu ve Güneydoğu İş Kadınları Derneği*, sont représentées 23 provinces turques. Une partie des membres « viennent des provinces frontalières avec l'Arménie ».
- 3 Au-delà de son investissement associatif, Madame N. mène de nombreux échanges économiques réguliers avec l'Arménie par le biais de sa propre entreprise. À cette fin, elle a cofinancé avec d'autres responsables d'entreprises de Diyarbakır l'ouverture d'une succursale commerciale à Batoumi, en Géorgie. Ainsi, selon Madame N., lors des échanges commerciaux avec l'Arménie, les commandes de ses partenaires arméniens

peuvent être satisfaites grâce à ce point de relais. Elle semble aussi inquiète du prix de ses produits vendus en Arménie en raison des frais supplémentaires dus à la fermeture des frontières. « Un produit d'une valeur de 5 dollars en Turquie vaudra approximativement 8,5 dollars en Arménie », remarque-t-elle.

- 4 Aussi, les échanges turco-arméniens, dans le cadre des activités de notre interlocutrice, ont-ils principalement lieu à sens unique, prenant la forme d'exportation de produits turcs vers l'Arménie. Néanmoins, Madame N. travaille régulièrement avec une productrice arménienne de cosmétiques naturels à base de plantes. Alors que la fabrication de ces produits était initialement un complément de revenu pour cette femme, elle mène aujourd'hui son activité à temps plein, l'exportation de sa production vers la Turquie lui permettant de gagner sa vie.
- 5 Ces cosmétiques sont le seul produit arménien importé que Madame N. parvient à citer. Interrogée sur le potentiel pour l'importation depuis l'Arménie, elle rappelle la « viande et le fromage », dont les coûts de production sont inférieurs en Arménie à ceux de Turquie, mais « les conditions et le temps de transport l'empêchent de faire venir des matières aussi périssables ». En effet, alors qu'il serait possible d'effectuer le trajet Diyarbakır-Gyumri en près de 5 heures, il en faut près de 20 lorsqu'on passe par la Géorgie.
- 6 Madame N. a d'autres projets pour favoriser le rapprochement commercial turco-arménien. Afin de les former au marketing et à la vente, elle aimerait faire venir des artisans et des ouvriers arméniens, pour qu'ils puissent transférer ces compétences sur leur territoire. Elle affirme se sentir comme chez elle en Arménie tant « le pays (lui) rappelle la région de Diyarbakır par ses coutumes » et affirme que les Arméniens qu'elle invite « ressentent la même chose ».
- 7 Madame N. estime que son travail vaut largement celui d'une ONG. Alors que le processus de rapprochement turco-arménien s'enlise, les échanges commerciaux qu'elle dirige progressent significativement et, selon elle, ont des conséquences directes sur le niveau de vie des Arméniens. À ses yeux, l'ouverture de la frontière turco-arménienne serait bénéfique pour les deux pays et « l'augmentation des échanges économiques étant de l'intérêt des deux pays, il devrait être un souci et un objectif prioritaires ».
- 8 Enfin, elle dit bien connaître la communauté locale arménienne et faire « des affaires » avec certains membres de cette communauté : elle cite par exemple Anadolu Sigorta, une société d'assurance tenue par un Arménien de Diyarbakır (nous avons appris par la suite qu'il s'agissait en fait de Monsieur G., vice-président de la fondation Saint Giragos).

Mehmet

- 9 L'entreprise de Mehmet est spécialisée dans la production et le commerce de câbles électriques. Il commerçait essentiellement avec l'Irak et la Syrie jusqu'à l'éclatement du conflit syrien. Monsieur Mehmet dirige le Comité du Syndicat des textiles de Diyarbakır, et du fait de cette fonction, il est régulièrement amené à rencontrer le préfet, auprès de qui il milite pour l'ouverture de la frontière turco-arménienne.
- 10 Celle-ci serait extrêmement intéressante à ses yeux car elle lui permettrait d'atteindre les marchés russe et kazakh¹ grâce à l'union économique eurasiatique. Comme N., il

passer par la Géorgie afin d'exporter vers l'Arménie, mais les coûts de transport le rendent moins compétitif. À ses yeux, l'Arménie étant un marché de faible taille et fermé, le « fournisseur qui l'emportera sera celui qui arrivera le premier ». Même si ce pays est pauvre, « même en comparaison à Diyarbakır », dit-il, il est certain que les problèmes politiques y sont moins importants qu'à Diyarbakır, et la croissance arménienne serait forte. Tout comme N., il s'est rendu pour la première fois en Arménie par le biais d'un voyage organisé par le TEPAV.

- 11 Bien qu'il ne croie pas à l'ouverture prochaine de la frontière pour des raisons politiques, il s'efforcerait de faire pression sur l'administration dès qu'il en a l'occasion.

Jiber Textil

- 12 Contrairement aux entreprises de « Monsieur Mehmet » et de N., dont les productions semblent assez locales, Jiber Textil exporte des sous-vêtements à travers toute la Turquie, si l'on en croit la carte de ses sites de production affichée dans le hall d'accueil de l'entreprise. Les dimensions de cette entreprise sont de fait sans commune mesure avec celles citées précédemment.
- 13 Jiber Textil exportait autrefois en Arménie, mais « plus maintenant » nous explique le directeur de l'entreprise. Contrairement aux deux entreprises précédentes, ses produits passaient d'abord par Istanbul, puisque ceux-ci étaient envoyés par cargo². En 2010, il s'est rendu à la chambre de commerce d'Erevan où un « partenariat d'amitié » a été établi avec la chambre de commerce de Diyarbakır, lequel cependant « n'a jamais été reconnu par le gouvernement turc ». Il affirme qu'un autre déplacement de l'association des femmes d'affaires de Diyarbakır et de l'association des industries du textile n'a pas pu avoir lieu deux ans auparavant (2013), suite à l'annulation du vol Van-Erevan sur « intervention azerbaïdjanaise »³.
- 14 L'ouverture de la frontière représenterait une énorme opportunité économique à ses yeux. D'après lui, la corruption en Arménie serait faible, ce qui « rend le business facile » par rapport à l'Azerbaïdjan par exemple. Surtout, l'accès au marché économique eurasiatique est une opportunité importante⁴. L'homme s'est rendu quatre fois en Arménie : la première fois lors d'un déplacement officiel avec une trentaine d'hommes d'affaires, la seconde fois avec l'association des femmes d'affaires et l'association des industries du textile (lors de leur seconde tentative), la troisième fois avec « Monsieur Mehmet » que nous avons rencontré précédemment et une quatrième fois, seul.
- 15 Sans que la question lui soit posée, le directeur de Jiber Textil affirme que de tous ses voyages à l'étranger, il est deux endroits dans lesquels il se sent chez lui : le sud-est de la Turquie (peuplé majoritairement par les Kurdes) et l'Arménie. Lui aussi emploie le terme *génocide* pour qualifier les événements de 1915 et si les Kurdes y ont participé, c'est à son avis par contrainte. Les Turcs sont les vrais responsables et les Kurdes aujourd'hui demandent pardon.
- 16 Ainsi, malgré la différence des profils de ces trois entrepreneurs, tous font part de leur intérêt à commercer avec l'Arménie et de la nécessité d'ouvrir la frontière.

NOTES

1. Voir carte numéro 2.
2. Le directeur de Jiber Textil a été beaucoup plus réticent à renseigner les moyens d'exporter vers l'Arménie que les deux personnes précédentes.
3. Ces propos sont écrits au conditionnel car les renseignements fournis sur le sujet furent faibles et difficiles à vérifier. Nous les rapportons dans le but de rester fidèle à ce témoignage et pour permettre une étude globale de ces différents propos, significatifs de la vision de notre interlocuteur.
4. Voir carte numéro 2.

Les commémorations du 24 avril 2015

- 1 Le 24 avril 2015, le centenaire du génocide des Arméniens a été commémoré à Istanbul. Nombre des acteurs que nous avons évoqués tout au long de ce dossier ont pris part à cet événement en tant qu'organisateur ou simple participant. La présence de ces acteurs illustre à quel point la non-reconnaissance par le gouvernement turc des actes commis par l'administration ottomane contre sa population arménienne au début du XXe siècle constitue un blocage au rapprochement turco-arménien. Ainsi, plusieurs organisations se sont réunies à Istanbul pour commémorer le centenaire du génocide des Arméniens. Parmi elles, l'organisation américaine Project 2015 a notamment organisé un parcours mémoriel aux étapes symboliques : l'ancienne prison de Sultanahmet où ont été détenus les intellectuels arméniens voués à la déportation ; la gare de Haydar Pacha depuis laquelle ces mêmes intellectuels ont été déportés ; le cimetière arménien de şişli où est enterré Sevag, jeune citoyen turc d'origine arménienne décédé un 24 avril durant son service militaire dans des conditions plus que douteuses et enfin sur l'avenue piétonne İstiklâl devant l'Institut français où une partie des organisateurs ont été invités.

La prison de Sultanahmet, actuel musée des arts islamiques

- 2 Le premier rendez-vous de la journée a lieu à 10h00 le matin du 24 avril 2015 devant le musée des arts islamiques, derrière la Mosquée Bleue, à Sultanahmet. Les manifestants sont peu nombreux et les journalistes présents paraissent doubler leur effectif. Plus loin sur la place, un nombre important de policiers en civil, aisément identifiables à leur veste réversible et à leurs oreillettes, observent la foule, silencieux. Des pancartes où apparaissent des visages en noir et blanc sont brandies tandis que sont lus au microphone les noms des intellectuels arméniens déportés cent ans auparavant. Les visages des pancartes sont les visages des intellectuels, et le musée des arts islamiques devant lequel ce public s'est réuni a été leur geôle. Le nombre de manifestants présents augmente doucement et attire touristes et badauds. À 11h45, comme prévu, la centaine

de personnes rassemblées se met en marche vers Eminönü où une embarcation les attend.

Photographie 8: Rassemblement devant le musée des arts islamiques lors des commémorations du génocide des Arméniens organisées à Istanbul le 24 avril 2015

Adrian Foucher

- 3 La marche du musée des arts islamiques à Eminönü se fait sans chants, slogans ni mouvement particulier. Pancartes et banderoles sont tournées vers le sol. Le groupe s'étire en une longue file disloquée, loin de l'image que l'on peut attendre d'un cortège. Ces marcheurs sont d'ailleurs si anonymes que des restaurateurs tentent de les rabattre, les prenant pour des touristes. Aucun signe extérieur ne permet de les distinguer davantage, si ce n'est la fleur violette que certains ont épinglée sur leur poitrine. La raison de cet anonymat est, semble-t-il, de protéger les manifestants et de ne pas heurter les passants. Les policiers en civil suivent la foule à bonne distance jusqu'à ce qu'elle embarque.

La traversée du Bosphore

- 4 Sur le navire sont présentes environ 200 personnes. De nouvelles personnes se sont ajoutées à celles qui avaient manifesté devant le musée. Les nationalités sont diverses et les langues dominantes à bord sont l'anglais américain, le français et le turc. Quelques personnes échangent en arménien et sont également présents des Néerlandais, des Argentins et des Allemands. Le bateau se dirige vers Haydar Pacha sur la rive asiatique. À bord est jouée la Divine Liturgie arménienne composée par Komitas, artiste et homme d'église arménien décédé en 1935 à Villejuif et enterré à Erevan. Les personnes réunies semblent faire peu à peu connaissance, les groupes se mélangent et les participants isolés ne marchent désormais plus seuls.

Haydar Pacha

- 5 Haydar Pacha est la gare ferroviaire de la rive asiatique d'Istanbul. Située face au Bosphore, ce fut le point de départ des déportations des intellectuels arméniens le 24 avril 1915. Sur les marches de la gare, face à la locomotive à charbon exposée sur le parvis, les manifestants rejoignent d'autres groupes déjà en place. Plusieurs discours sont à nouveau prononcés en turc et en anglais et les organisateurs continuent de réciter les noms des déportés du 24 avril. Les pancartes sont à nouveau déployées, beaucoup plus nombreuses, formant un mur de portraits et de revendications devant le bâtiment historique. On peut lire, lorsque c'est écrit en anglais : "Recognize genocide" ou encore "This building is a scene of crime". Le portrait de Hrant Dink est également visible parmi les visages déployés. Certains manifestants sont allés jusqu'à se lier les poings d'une corde. L'effet visuel est saisissant et la couverture médiatique est importante.
- 6 Après un peu plus d'une heure de sit-in, vers 14 h la foule se disperse à nouveau pour déjeuner avant de se retrouver à şişli, dans l'un des plus importants cimetières arméniens d'Istanbul, devant la tombe de Sivag Balıkcı, jeune turc d'origine arménienne tué pendant son service militaire un 24 avril. L'enquête officielle a conclu à un accident, mais des doutes persistent. Guillaume Perrier, journaliste au *Monde*, notamment, rapporte dans son ouvrage *La Turquie et le fantôme du génocide arménien* le témoignage de la mère de Sevag. Des jeunes soldats témoins du drame lui auraient confié que le tueur avait intentionnellement abattu Sevag. Mais ils se seraient rétractés lors de l'audience au tribunal¹.

Photographie 9 : Rassemblement devant la gare d'Haydar Pacha lors des commémorations du génocide des Arméniens organisées à Istanbul le 24 avril 2015

Adrian Foucher

Le cimetière arménien de Sisli

- 7 Le cimetière arménien de şişli, au nord de Taksim, est extrêmement bien entretenu. La foule, de plus en plus nombreuse, tente de se réunir autour de la tombe de Sevag Balıkçı, mais déborde dans les allées alentours. Outre le fait que Sevag Balıkçı semble avoir été assassiné en raison de ses origines arméniennes, le coup de feu qui lui a ôté la vie a été tiré un 24 avril (2012), date éminemment significative pour les communautés arméniennes. Aujourd'hui, le tireur continue de prétendre que le coup est parti tout seul, alors qu'il remettait son arme en place. L'avocat de la famille Balıkçı, qui a également travaillé sur le dossier Hrant Dink, souligne les points communs de l'assassin du journaliste arménien et de celui de Sevag. Le tireur, Kıvanç Ağaoğlu, vient d'Elazığ, une ancienne cité arménienne aujourd'hui bastion du nationalisme turc, tout comme Ogün Samast (l'assassin de Hrant Dink). Partisan d'un courant politique d'extrême droite, le BBP (Büyük Birlik Partisi, Parti de la Grande Unité), son père en dirigeait une section locale. Par conséquent, l'avocat de la famille Balıkçı dénonce le maquillage de la scène de crime, la pression menée sur les témoins, probablement par l'armée elle-même, et la disparition de certaines pièces à conviction du dossier².
- 8 Face à la pierre tombale, les parents de Sevag se recueillent et un prêtre entame des chants arméniens. La mère du jeune homme décédé est effondrée et au premier rang, les journalistes jouent des coudes pour placer au mieux leurs objectifs.

Photographie 10 : Portrait de Sevag, jeune turc d'origine arménienne décédé dans des circonstances suspectes lors de son service militaire

Adrian Foucher

Le rassemblement sur l'avenue Istiklâl

- 9 Depuis les événements du parc Gezi en 2013, il n'est plus possible pour les stambouliotes de se réunir place Taksim où est proscrite toute forme de rassemblement. Le dernier rendez-vous de la journée a donc lieu sur l'avenue Istiklâl, à 100 mètres de la place Taksim, devant l'Institut français où seront invités dans la soirée une partie des organisateurs. Il est extrêmement difficile d'estimer le nombre de personnes rassemblées pour cet événement. Un important dispositif de sécurité est déployé, encadrant les manifestants, mais autour de ce cordon humain se rassemble de plus en plus de monde. Quelques pancartes déjà aperçues dans l'après-midi sont visibles, mais semblent disséminées au sein de cette foule importante. Un discours difficilement audible est prononcé au centre de cette masse humaine tandis que plus bas, sur le boulevard, une contre-manifestation se fait entendre.
- 10 Ce contre-rassemblement compte des membres d'un parti relativement peu connu en Turquie, le HKP (Halkın Kurtuluş Partisi, Parti de la libération du peuple). D'inspiration marxiste-léniniste, ce parti d'extrême gauche est également nationaliste et voit dans la reconnaissance du génocide arménien un acte impérialiste occidental. Maintenus à distance par un régiment de forces de l'ordre, ils ne sont qu'une trentaine et leurs rangs semblent essentiellement composés de retraités et d'étudiants.
- 11 Le cortège de manifestants commémorant le génocide des Arméniens a cherché à reconstituer le parcours suivi 100 ans plus tôt par les intellectuels arméniens d'Istanbul, tout d'abord enfermés dans la prison de Sultanhammet, puis déportés depuis la gare d'Haydar Pasha. La variété des origines des personnes ayant participé à cette manifestation et ayant effectué le déplacement à cette occasion, alors que des commémorations encore plus importantes avaient lieu à Erevan, sont des indices importants des changements survenus en Turquie.

NOTES

1. Marchand, Laure et Perrier, Guillaume, *La Turquie et le fantôme arménien*, Solin Actes Sud, juin 2013, p.140.
2. *Ibid.*, pages 140-141.